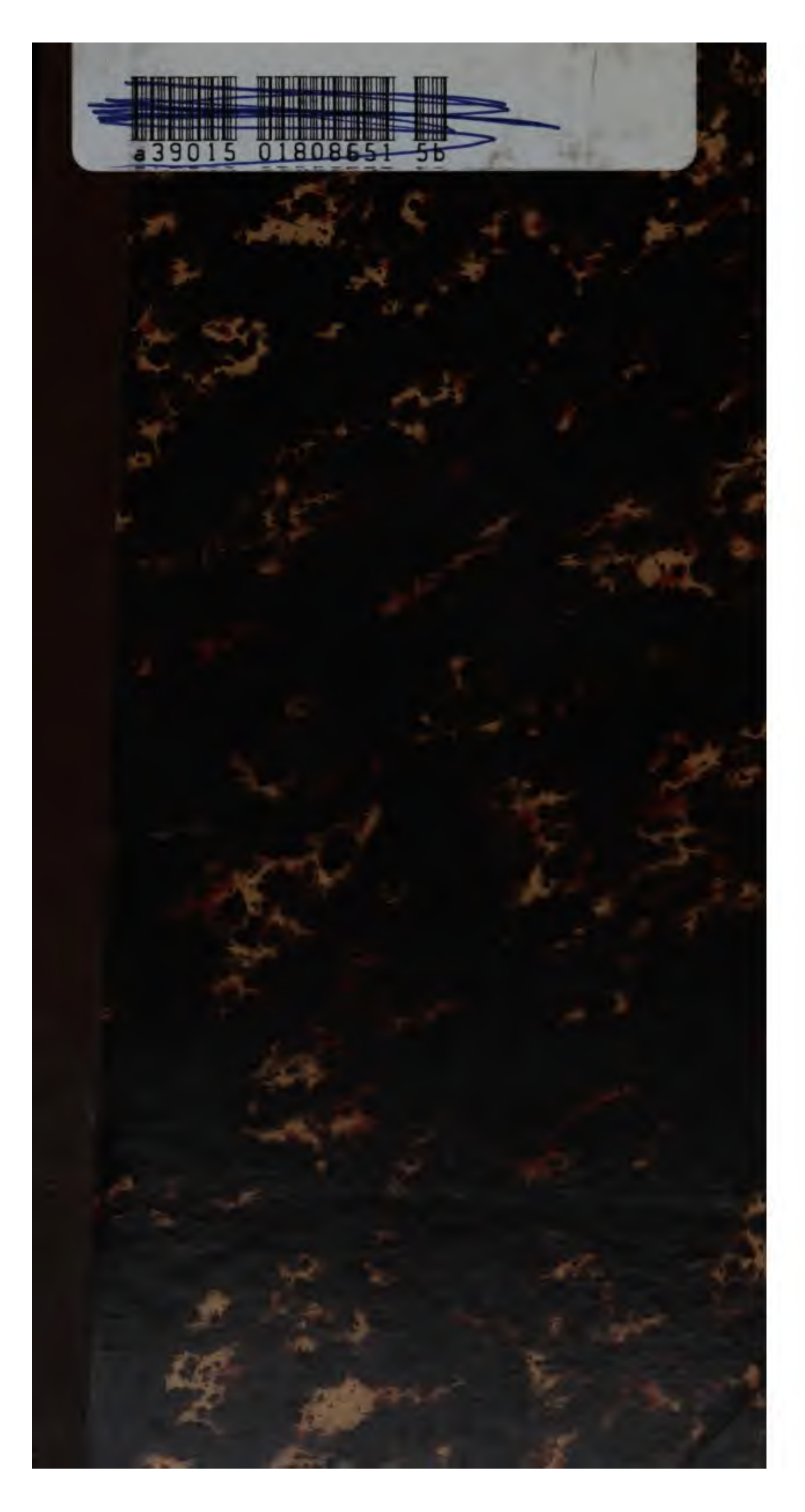
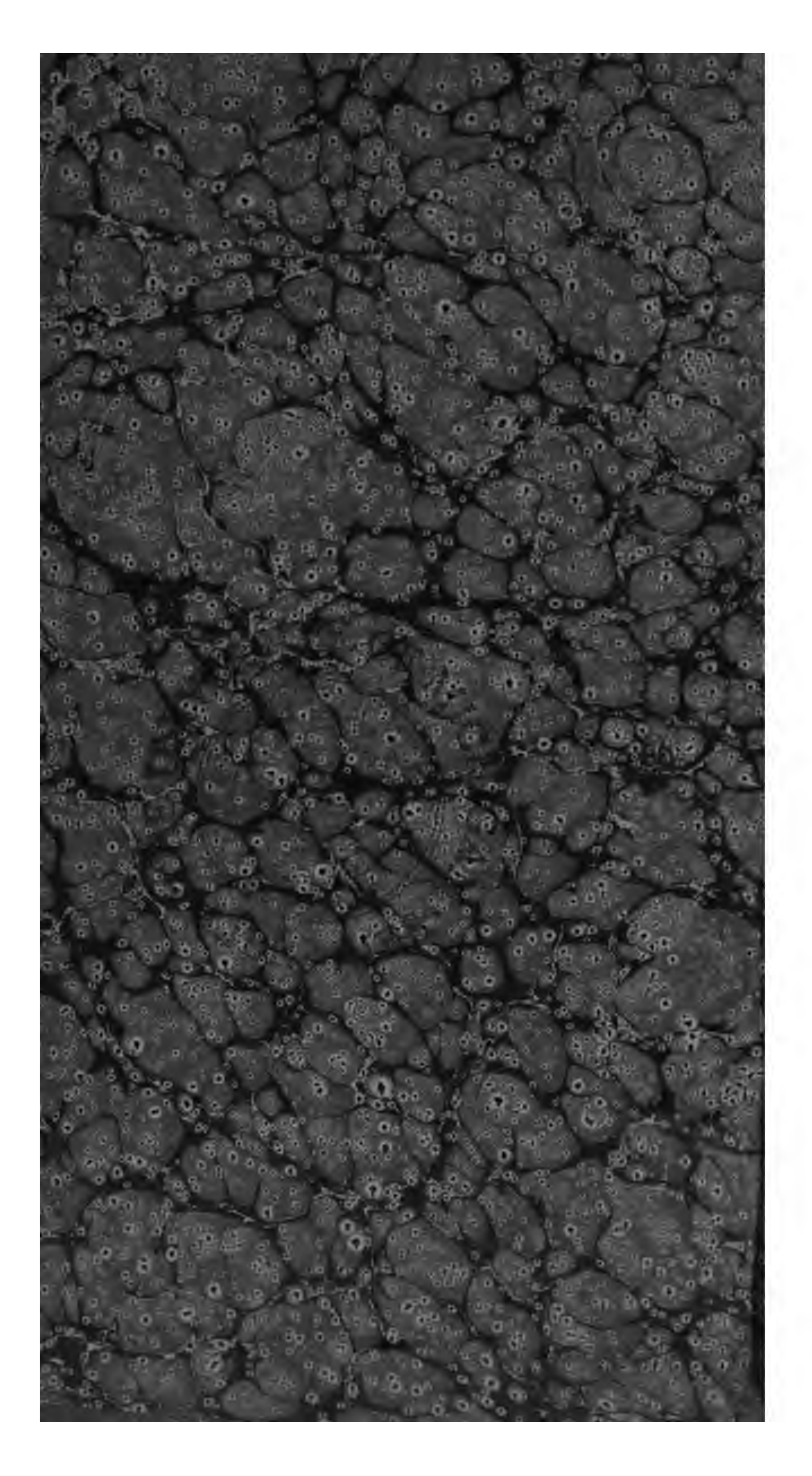
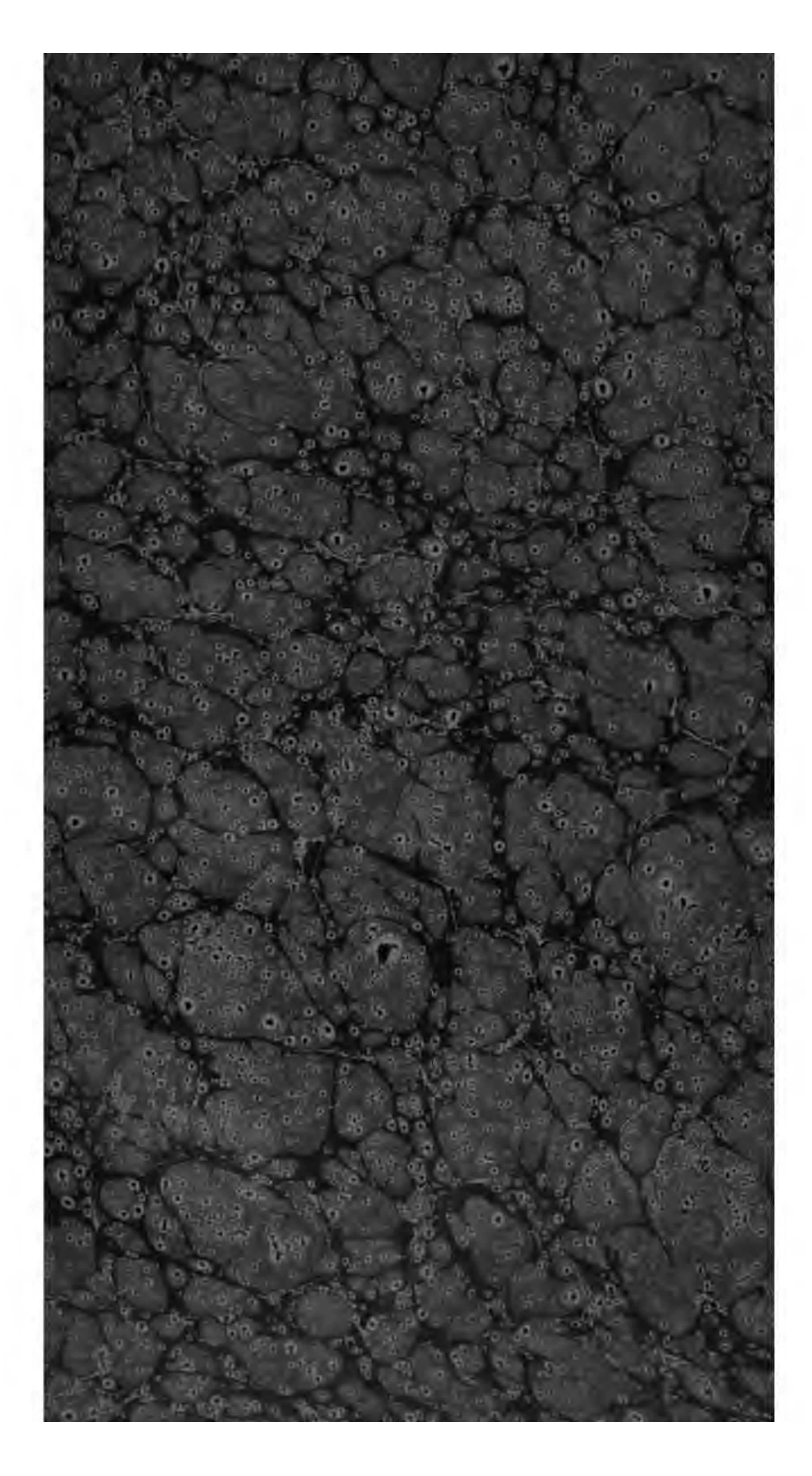

a39015 01808651 5b





HISTOIRE

DE LA

COMMUNE DE MARSEILLE.

HISTOIRE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES ACTES ET DES DÉLIBÉRATIONS

DU CORPS ET DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ

DE MARSEILLE,

DEPUIS LE Xme SIÈCLE JUSQU'A NOS JOURS,

PAR

LOUIS MÉRY,

Ancien Archiviste de la Ville, Inspecteur des Monuments Historiques des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard,

ET

F. GUINDON,

Attaché aux Archives,

Membres de l'Académie de Marseille, de la Société de Statistique de cette Ville, Correspondants de la Société des Belles-Lettres, Sciences et Arts du département du Var, séant à Toulon, etc.

Tome quatrième.



MARSEILLE.

TYPOGRAPHIE DES HOIRS FEISSAT AINÉ ET DEMONCHY,
rue Canebière, n° 19.

1845.

STATUTA MASSILIE.

STATUTS DE MARSEILLE.

En traduisant avec autant d'exactitude qu'il nous a été possible de le faire, le premier livre des Statuts de Marseille, nous n'avons voulu que donner une idée de la législation municipale de nos pères à ceux qui ne comprennent pas le texte latin. Il nous a semblé qu'un livre de ces Statuts traduit en entier, suffisait pour satisfaire leur légitime curiosité et que ce serait chose fastidieuse et inutile, que de nous attacher à faire sur les autres livres le travail minutieux dont les premiers chapitres de ces Statuts ont été l'objet. Les érudits et les légistes n'ont pas besoin d'une traduction dont ils s'acquitteraient mieux que nous au besoin, et comme il doit leur tarder d'avoir la collection complète des documents que notre ouvrage doit renfermer, ils nous sauraient un mauvais gré de retarder, par une longue traduction française des Statuts, le moment où notre tâche sera terminée. C'est donc d'après ces motifs, qui ont eu l'approbation de toutes les personnes éclairées que nous avons dû consulter, que nous nous sommes décidés à ne présenter

qu'une courte analyse des chapitres contenus dans les livres II, III, IV et V des Statuts, et à nous borner à offrir seulement en latin, la suite du texte d'un des plus précieux documents dont notre ville puisse se glorifier.

LIVRE SECOND.

TRADUCTION.

CHAPITRE Ier.

Comment les débiteurs doivent être contraints à payer leurs dettes (1).

Dans ce chapitre, qui fait connaître la manière dont les débiteurs devaient être contraints à payer leurs dettes, les auteurs des Statuts laissaient à l'arbitraire des juges le soin d'abréger ou d'étendre les délais, selon la qualité de la cause, *pro causæ qualitate*, la quantité de la somme, *pro quantitate* et la considération des personnes, *vel personarum obsequio.* Si l'époque du paiement n'était pas indiquée dans l'acte qui engageait le débiteur, le juge pouvait la reculer, à moins que ce délai ne fût pas suffisant pour l'accomplissement de l'engagement contracté ; dans ce cas, il avait égard aux difficultés qui s'opposaient à l'exécution du contrat.

Mais si, après l'époque finie, le débiteur ne s'exécutait pas, la sentence suivait son cours de la façon suivante : le débiteur jurait sur les Evangiles de fournir au juge l'inventaire de tous ses biens ; mais, s'il ne possédait rien ou bien s'il s'était parjuré dans l'indication de ses biens, il était frappé d'une amende de XX sous au profit de la curie. Alors le juge, à la réquisition du créancier, envoyait ce créancier ou un notaire de la curie, assisté des messagers de la commune, à la maison du débiteur pour y dresser l'inventaire des meubles de ce dernier ; le notaire prenait note de ces meubles, que l'on vendait jusqu'à concurrence de la somme due.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. III.

Cette vente se faisait à l'encan, en présence d'un messager (*cursor*) de la ville, à ce destiné. On ne laissait au débiteur qu'un seul vêtement, celui qui était le plus passé (*vilior*), les instruments nécessaires à son usage quotidien (*aysina*) et son lit. Si pourtant le débiteur ne possédait qu'un manteau dont la broderie d'or ou d'argent valût, d'après l'estimation, le double de sa dette, ce manteau devait être livré en gage au créancier ou vendu par ordre de justice.

Les biens du débiteur se vendaient aux criées (*per vocem præconis*) et à l'encan, au plus offrant enchérisseur.

Le débiteur insolvable était forcé de *garder les ôtages* (*hostagia tenere*); cela signifie que les débiteurs mâles ne pouvaient pas s'éloigner de la rue du Palais (*carreria palatii*) du côté de l'occident, dans toute son étendue; il était tenu de choisir l'église la plus voisine pour y faire ses prières. Cependant, il lui était loisible de se rendre dans son domicile depuis le jeudi-saint jusqu'aux jours de mars après la Pâques, ainsi que le jour de la Pentecôte, et depuis la veille de Noël jusqu'au jour de la Circoncision de N. S. La débitrice gardait les ôtages dans sa maison ou dans la maison de son père, ou de son mari ou de son beau-père ou de sa belle-mère.

CHAPITRE II.

De l'oblation du libellé (1).

Il est question, dans ce chapitre, de la plainte qui devait être remise au recteur, au viguier, ou aux juges de la curie, ou aux arbitres ou aux juges délégués, et dans laquelle il fallait mentionner le nom du demandeur, la chose ou la somme réclamée, ou l'offre faite pour obtenir la libération de la dette. On était dispensé de présenter un libellé pour les affaires modiques n'excédant pas LX sous royaux; la même dispense était accordée aux pèlerins *signati cruce*.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. XXV.

CHAPITRE III.

De l'estimation des choses indiquées dans le libellé (1).

Il fallait que la requête présentée aux tribunaux mentionnât l'estimation certaine de toutes les choses réclamées.

CHAPITRE IIII.

Des délais à accorder (2).

Pour les habitants de la ville, le délai n'était que de dix jours ; pour les étrangers ou les habitants qui se trouvaient éloignés, de quinze et plus.

CHAPITRE V.

Des gages à fournir, etc. (3).

Ce chapitre, qui ne tarda pas à tomber en désuétude, règle les diverses cautions qu'on exigeait du demandeur dans certaines affaires.

CHAPITRE VI.

Des biens de ceux qui n'étaient pas marseillais et de leur caution (4).

Si un marseillais ou un étranger poursuivait une personne non domiciliée à Marseille, les biens de cette dernière étaient mis en séquestre jusqu'à ce que les juges eussent prononcé, à moins qu'elle ne fournît une caution suffisante *de judicato solvendo*.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. XXIX.
(2) id. id. XXXI.
(3) id. id. XXXIII.
(4) id. id. XXXVII.

CHAPITRE VII.

De l'enregistrement des actes dans le cartulaire de la curie, et de la somme que les notaires et les autres écrivains doivent retirer de cet enregistrement (1).

Les libellés ou requêtes, les mémoires et les réponses, les dépositions testimoniales et tous les autres actes judiciaires devaient être recueillis par des tabellions idoines *ad æternam memoriam*, dans les cartulaires des tribunaux. Ce chapitre détermine les sommes que ces tabellions étaient autorisés à percevoir, selon l'importance de l'acte et le nombre des pages. Les greffiers, pour la dresse des actes judiciaires, ont, plus tard, remplacé les notaires.

CHAPITRE VIII.

De la forme dans laquelle doivent être produits les témoins dans Marseille et hors de Marseille (2).

Il fallait donner par écrit les noms des témoins qu'on comptait produire et faire connaître les faits sur lesquels on voulait qu'ils fussent questionnés.

CHAPITRE VIIII.

De ceux qui n'étaient pas admis en témoignage (3).

Les hérétiques déclarés, les payens, les sarrasins, les juifs contre un chrétien, n'étaient pas admis en témoignage, mais ils pouvaient l'être entr'eux.

CHAPITRE X.

Du même (4).

N'étaient pas également admis en témoignage les usuriers

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. xxxix.
(2) id. id. xlix.
(3) id. id. liii.
(4) id. id. lv.

CHAPITRE XI.

Des témoins qui pouvaient être ou non contraints (1).

Le témoignage des parents contre leurs enfants ou pour leurs enfants et *vice versâ*, le mari pour sa femme ou la femme pour son mari, le beau-père pour son gendre et *vice versâ*, le frère contre la sœur, n'étaient pas admis.

CHAPITRE XII.

De la preuve par un seul témoin (2).

La preuve par un seul témoin était admise dans les causes minimes.

CHAPITRE XIII.

Que nul d'un esprit sain ne peut être excusé du témoignage pour cause de vieillesse (3).

On employait même, dans ce cas-là, la force pour obtenir ce témoignage.

CHAPITRE XIIII.

De la publication des témoins, de la mort ou de l'absence desquels on craint (4).

Il s'agit de la manière dont il fallait recueillir les dépositions des témoins en danger de mort ou sur le point de faire une longue absence ; si le témoin mourant ne succombait pas, on l'entendait encore quand il était revenu en santé.

CHAPITRE XV.

De la foi à donner aux témoins après trois ans, etc. (5).

Si la cause dans laquelle des témoins auraient été entendus n'étaient pas terminée après un laps de temps de

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. LVII.
(2) id. id. LIX.
(3) id. id. LXI.
(4) id. id. LXIII.
(5) id. id. LXVII.

trois années, et qu'elle fût encore dans cet espace de temps reprise, les dits des témoins contenus dans le cartulaire du tribunal ou écrits ailleurs par la main d'un notaire public, pouvaient être maintenus.

CHAPITRE XVI.

De la foi des actes (1).

Les actes passés par toutes personnes ayant la capacité légale, devaient demeurer fermes et inébranlables, pourvu qu'ils eussent été rédigés par la main d'un notaire public, remplissant à Marseille l'office du tabellionat.

CHAPITRE XVII.

Des actes faits par un paysan (2).

Ce statut ordonnait que tous les actes faits avant la publication des statuts par des gens de la campagne, eussent la même autorité que s'ils avaient été rédigés par un notaire public de Marseille.

CHAPITRE XVIII.

Des chartes de confession et de recognition des dots acceptées ou même dues à quelqu'un (3).

Ceci a trait à l'obligation imposée aux maris de dresser un acte dans lequel ils reconnaissaient les dots qu'ils avaient reçues.

CHAPITRE XVIIII.

De la fixation de l'usure (4).

Les juges ne pouvaient pas condamner les débiteurs à payer, outre le capital qu'ils devaient, un intérêt usuraire qui dépassât huit deniers par livre, pour chaque mois.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. LXXIII.
(2) id. id. LXXXIII.
(3) id. id. LXXXV.
(4) id. id. LXXXVIIII.

CHAPITRE XX.

De l'exécution des sentences (1).

Si un délai pour l'exécution de la sentence n'était pas fixé par cette sentence, celle-ci devait sortir à son plein et entier effet dans l'espace de quatre mois, quand il s'agissait d'immeubles.

CHAPITRE XXI.

Des appellations (2).

Pourvu que ni le droit écrit, ni quelque statut ne s'y opposât, l'appel était toujours permis ; on pouvait acquiescer à une partie de la sentence et appeler d'une autre.

CHAPITRE XXII.

Des dépenses devant être restituées dans les causes d'appel et dans les causes principales (3).

Si celui qui avait eu recours à l'appel succombait, il était tenu de payer les frais de justice et les honoraires des avocats.

CHAPITRE XXIII.

Des gages qui doivent être restitués (4).

La partie vaincue payait, au nom de la justice, douze deniers, ce qui s'appelait *payer la justice : solvère justiciam.* S'il n'y avait pas appel, après les dix jours pendant lesquels l'appel pouvait être fait, la caution était restituée à la partie gagnante.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. XCI.
(2) id. id. XCIII.
(3) id. id. XCVII.
(4) id. id. XCVIIII.

CHAPITRE XXIIII.

Des estimations faites par les estimateurs et qui devaient toujours être admises (1).

La communauté créait, annuellement, des *estimateurs des honneurs*, c'est-à-dire, des officiers publics chargés de faire l'estime des biens ; leurs rapports étaient toujours tenus pour vrais et fesaient foi en justice.

CHAPITRE XXV.

Des actes passés devant Richaud, et les consuls des tours (2).

Ce statut confirmait tous les actes passés devant les consuls des tours et le podestat Richaud, bien que ce Richaud et ces consuls eussent été frappés par les foudres de l'évêque.

CHAPITRE XXVI.

Des actes faits devant les arbitres (3).

Par ce statut, il était dit que les sentences arbitrales rendues par des commissaires amicalement élus (*amicabiliter electi*) et transcrites par un tabellion, devaient avoir la même force et la même vigueur que si elles eussent émané d'un tribunal.

CHAPITRE XXVII.

De ce qu'un citoyen de Marseille peut se servir à l'encontre d'un étranger, dans une autre juridiction, du droit dont un étranger se servirait contre lui à Marseille (4).

Quiconque voulait, à Marseille, se servir du droit et des lois municipales de cette ville (*leges municipales*) à l'en—

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie. p. CI.
(2) id. id. CIII.
(3) id. id. CV.
(4) id. id. CIX.

contre d'un autre, devait s'y soumettre également pour son propre compte; que si ceux qui appartenaient à une autre juridiction ne voulaient pas admettre des marseillais à poursuivre ou à se défendre d'après le droit de notre ville, ils ne seraient pas reçus dans leur demande; ce qui ne s'appliquait pas aux marchands étrangers.

CHAPITRE XXVIII.

De ce qu'un citoyen de Marseille ne pouvait être distrait de ses tribunaux (1).

Il était interdit à tout marseillais d'invoquer un titre ou une possession pour se dispenser d'ester devant un tribunal de la ville. L'acte qui lui aurait conféré ce privilége était regardé comme non advenu et le notaire qui l'avait dressé, condamné à C sous royaux d'amende.

CHAPITRE XXVIIII.

Par quels notaires doivent être dressés les actes des biens situés dans la ville vice-comitale et dans son territoire (2).

Les seuls notaires publics de la cité vice-comitale étaient autorisés, par ce statut, confirmé en conseil général le 7 (25 sept.) des kal. de septembre de l'année 1283, à faire les actes qui concernaient les propriétés comprises dans la cité et son territoire.

CHAPITRE XXX.

Du laud (droit de représailles) accordé aux Marseillais (3)

Le marseillais pouvait obtenir des consuls ou du recteur des lettres de marque (*Clarigationes*), pour se payer de ce qu'un étranger lui devait ou lui avait ravi.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXI.
(2) id. id. CXIII.
(3) id. id. CXVII.

CHAPITRE XXXI.

Des choses volées ou furtivement soustraites, en ce qu'il était loisible au maître de les retirer jusqu'à ce qu'elles eussent été présentées à la curie (1).

Ce statut est expliqué suffisamment par son titre.

CHAPITRE XXXII.

Des vignes et des jardins desquels le sens est retiré annuellement (2).

Ce statut ne fut pas long-temps observé.

CHAPITRE XXXIII.

Des marchés de viande (3).

La vente de la chair de bouc, de chèvre, de la chair judaïque, de la chair lépreuse ou malade ou peu saine, de celle du bélier pour du mouton, de la chair du porc scrofuleux, était interdite sévèrement. On fesait prêter un serment aux bouchers; et il leur était défendu, entr'autres choses, de laver les tripes dans le port ou sur les quais, sous peine d'amende.

CHAPITRE XXXIIII.

Des calfats (4).

Les calfats ne devaient pas recevoir pour manger et boire, *per pan e beoure*, par jour, plus d'une *denariata* (5), et pour goûter, plus d'une *obolata* (6) de pain; depuis le 1er mai jusqu'à la Saint-Michel ils pouvaient recevoir du vin.

CHAPITRE XXXV.

Des médecins ou physiciens et des chirurgiens (7).

Il leur était défendu de faire des sociétés avec les apothi-

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXIX.
(2) id. id. CXXI.
(3) id. id. CXXIII.
(4) id. id. CXXVII.
(5) *denier*, pièce d'argent au titre de 3 den., du poids de 15 à 16 grains.
(6) *Obole*, pièce d'argent au titre de 3 den., du poids de 6 à 8 grains.
(7) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXXIX.

caires ; il leur était enjoint de bien soigner les malades et de s'assurer de la bonne confection des médecines et des sirops; le recteur les plaçait sous l'inspection de trois d'entr'eux, élus annuellement pour cet office. Il fallait qu'ils fissent deux visites par jour aux malades.

CHAPITRE XXXVI.

Des apothicaires (1).

On leur faisait prêter serment d'apporter le plus grand soin à la confection des remèdes.

CHAPITRE XXXVII.

Des peintres d'armes et des orfèvres (2).

Le recteur et les consuls étaient tenus de faire jurer, chaque année, aux peintres d'armes et aux orfèvres, d'exercer leur métier sans tromperie; ceux-ci ne devaient pas dorer le laiton.

CHAPITRE XXXVIII.

Des tailleurs (3).

Les tailleurs devaient jurer de ne pas s'attribuer les morceaux de drap qu'ils n'avaient pas pu employer, de ne pas s'entendre avec les marchands drapiers pour débarrasser ceux-ci de leurs marchandises de rebut; toute société avec ces derniers leur était interdite.

CHAPITRE XXXVIIII.

Du même (4).

Ce statut contient le tarif des ouvrages des tailleurs.

CHAPITRE XL.

Des drapiers (5).

Dans l'octave de la Toussaint, les drapiers juraient d'ob-

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXXXIII.
(2) id. id. CXXXV où il faut substituer à la traduction du titre ainsi conçue : *des armuriers et des orfèvres*, celle *des peintres d'armes et des orfèvres*.
(3) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXXXVII.
(4) id. id. CXXXIX.
(5) id. id. CXLV.

server le présent statut; il leur était interdit de faire alliance et de s'entendre avec les tailleurs. Ils ne devaient pas tromper sur la qualité du drap et le lieu d'où ils l'avaient fait venir.

CHAPITRE XLI.

Des Tanneurs (1).

Ce chapitre leur défend de faire arriver leur eau sale dans le port.

CHAPITRE XLII.

Des noces ne devant être faites et des brandons ne devant être portés (2).

Il était défendu de réunir aux noces plus de trente personnes en dehors de sa famille; il était également défendu d'allumer extérieurement des flambeaux de cire la veille des noces.

CHAPITRE XLIII.

Que nul ne puisse avoir deux épouses, ni une femme deux maris (3).

Tout Marseillais ou tout étranger qui, un mois après la publication de ce statut, continuerait à avoir deux ou plusieurs femmes (*uxores*), et toute Marseillaise qui s'obstinerait, après le même laps de temps, à garder deux maris, devaient être mis en prison, dépouillés de leurs biens et bannis ensuite à perpétuité.

CHAPITRE XLIIII.

Que nul ne s'avise de s'unir à une fille sans la volonté de ses parents et vice versâ (4).

Le titre explique suffisamment le chapitre.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXLVII.
(2) id. id. CXLIX.
(3) id. id. CLIII.
(4) id. id. CLV.

CHAPITRE XLV.

Des tuteurs et des curateurs adjoints par la curie (1).

A défaut de tuteur et de curateur testamentaires, et à défaut de tuteur et de curateur naturels, les tribunaux les nommaient.

CHAPITRE XLVI.

De ceux qui ne pouvaient être tuteurs, curateurs, avocats ou procureurs (2).

C'étaient ceux qui ne jouissaient pas d'une bonne renommée ou qui avaient fait banqueroute.

CHAPITRE XLVII.

Des testaments et des dernières volontés (3).

Ce chapitre établit la manière dont il fallait qu'un testament fût fait pour qu'il pût être valable.

CHAPITRE XLVIII.

Des substitutions et des restitutions (4).

La cession faite par un héritier à tout autre qu'à celui que le testateur aurait indiqué d'un bien fidéi-commissaire est déclarée nulle.

CHAPITRE XLVIIII.

Des posthumes (5).

Le testament d'un homme qui laisse après sa mort sa femme enceinte était maintenu; l'enfant posthume était traité à l'égal de ses frères et sœurs.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CLVII.
(2) id. id. CLXIII.
(3) id. id. CLXV.
(4) id. id. CLXIX.
(5) id. id. CLXXI.

CHAPITRE L.

De ceux qui meurent hors dc Marseille (1).

Ce chapitre indique la manière dont les biens des Marseillais décédés à l'étranger, devaient être sauvegardés. Trois témoins suffisaient pour valider le testament d'un Marseillais mort au pays des Sarrasins.

CHAPITRE LI.

De ceux qui meurent ab intestat (2).

Le recteur ou les consuls de Marseille ordonnaient la recherche de tout ce que pouvait posséder un Marseillais qui mourait sans tester et faisait enregistrer l'inventaire de ses biens dans le cartulaire public ; ses biens étaient ensuite distribués à ceux qui y avaient droit.

CHAPITRE LII.

De ceux entrés dans un monastère ; comment ils succèdent (3).

Ce chapitre indique le cas où le monastère pouvait agir pour le compte d'un héritier lié par des vœux, contre les autres co-héritiers laïques.

CHAPITRE LIII.

Dc la manière dont succédaient les femmes mariées (4).

Les femmes mariées et dotées ne devaient prendre dans la maison de leurs parents que leur légitime.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CLXXIII.
(2) id. id. CLXXVII.
(3) id. id. CLXXXI.
(4) id. id. CLXXXIII.

CHAPITRE LIIII.

Des femmes mariées par leurs frères; comment elles étaient admises à la succession de leurs parents (1).

Si quelqu'un dotait sa sœur, en prenant dans ses biens paternels ou maternels, ou dans les siens propres ou ailleurs et sans le désigner, cette sœur ou ses héritiers ne pouvaient pas réclamer dans la succession du frère, une somme égale à la dot qu'elle aurait reçue des mains de son frère.

FIN DU SECOND LIVRE.

(1) Voy. le texte original dans le 3e vol., 2e partie, p. CXXXVII.

STATUTA MASSILIE.

LIBER TERTIUS.

Incipit liber tercius.

CAPUT I.

De seruitutibus edificiorum (1).

Si quis parietem pro indiuiso cum alio habet uel habebit et alter illorum dictum parietem alcius eleuare uel reficere uel edificare siue extruere uolet et inuito alio participe dicti parietis hoc facere possit in tantum quantum paries ille commode potest uel poterit sustinere aut posse uidebitur magistris murorum.

Et si alius postea aliquo tempore in ea parte parietis que erit alcius eleuata ut dictum est aliquid immittere uel cargare uoluerit ex parte sua possit et liceat hoc ei facere redditis tamen et restitutis primo expensis medietatis dicti parietis alcius eleuati. Et qui parietem dictum eleuari fecerit secundum quod pro inde predicti participes inter se conuenerint uel conuenient uel secundum quod duobus uel tribus magistris murorum iustum uidebitur ita tamen quod secundo edificatos uel in dicta parte parietis alcius eleuata uolens imponere seu immittere non teneatur emere siue expensas

(1) *Des servitudes des édifices.*

restituere alij nisi de quanto in ipso pariete edificare seu cargare uolet.

Et si forte primus edificator dicti parietis fenestras uel canales aliquas in eo pariete fecerit nulla obstante prescripcione temporis secundo edificans illas fenestras claudere et super canales dictas edificare possit et liceat ei.

Et si forte dictus paries minaretur ruinam uel ruinosus esset. Ita quod magistri lapidum cognoscerent quod paries ille non potest se sustinere quin in breui rueret tunc curia sine mora compellat ex officio suo prouocatum ad contribuendum in dicto pariete prouocanti uel usque ad tantam quantitatem licet onus non esset ibi impositum quantam cognoscerent magistri lapidum ne de una domo ad aliam uenire quis possit et si paries cecidisset uel prostratus fuisset inde remotus. Statuentes similiter quod si aliquis habebit aliquem parietem qui totus sit ruinosus proprius et in eius solo sit postea alius aliquis uolet in dicto pariete caricare uel imponere trabes seu aliquid alius facere quod ei expediat posset hoc facere dum tamen primo satisfaciat et soluat dicto domino dicti parietis pro medietate extimacionis dicti soli. Et similiter expensarum dicti parietis ad arbitrium et cognicionem illorum magistrorum lapidum qui a rectore uel comuni Massilie ad huiusmodi arbitranda et extimanda eligerentur uel essent electi.

Addentes eciam huic capitulo quod omnis

persona habens furnum in ciuitate Massilie uel eius districtu teneatur et compellatur leuare in altum fornelum siue furnerium furni sui in tantum ad noticiam et cognicionem predictorum magistrorum lapidum Massilie ut fumus exiens de furno non possit obesse uicinis habentibus domos prope dictos furnos nec transeuntibus per uicos uel per carerias iuxta quas sunt uel erunt positi dicti furni.

CAPUT II.

De expensis uel melioracionibus in alieno factis (1).

Authoritate huius capituli decernimus obseruandum quod si quis in domo uel terris uxoris sue nurus uel cognate hoc est sororis siue sint dotales siue non aut eciam in rebus immobilibus minorum quos habet in tutela uel cura edificauerit uel plantauerit uel aliquid aliud fecerit quandocumque utile uel necessarium uel expenderit seu faciet uel expendet ipse maritus uel soror uel cognatus seu tutor uel curator uel eorum heredes retencionem habeant ipsius domus uel earum terrarum seu rerum immobilium tanquam pro inde si obligatarum si ea detinent et predictam retencionem habeant predicti donec eis in solidum de illis expensis fuerit

(1) *Des dépenses ou améliorations faites chez autrui.*

satisfactum nisi aliud inter eos conuenisset uel conueniret.

Statuentes similiter quod si de expensis predictis modis factis oriretur discordia quandocumque uel dissencio seu questio fieret inter predictas personas uel eorum successores quod ea si inde partes non conuenerint arbitrio proborum uirorum uel cognicione magistrorum scilicet lapidum et lignorum ad ea arbitranda statutorum a curia Massilie terminetur uel sopiatur prout illis magistris sacramentis ab eis interpositis bona fide uidebitur faciendum.

Addimus de nouo quod quandocumque contingeret super premissis esset contencionem inter aliquos tunc iudex super hoc interpellatus teneatur statuere inter alios predictos magistros lapidum seu lignorum aliquem uel aliquos probos uiros ad predicta arbitranda qui habeant noticiam huiusmodi expensarum

CAPUT III.

De aquerijs infra domos faciendis (1).

STATUIMUS ut quilibet habens domum ciuitate Massilie habeat infra eam aquarium uel si non habeat faciat ibi per quod aque proijciantur aliter non pluuiales ne cadant ab alto in uijs publicis

(1) *Des conduits d'eau (éviers) faits au bas des maisons.*

sed inferius iuxta solum uel prope illud exeant et nullatenus aque spargantur ab alto in uijs publicis uel carreijs extra domos seu per muros uel infra domos aut iuxta eas non distillando inde uel proijciendo in uijs dictis et qui contra fecerit in V sol. puniatur.

CAPUT IIII.

De re mobili pignori obligata uendenda (1).

Si quis rem aliquam mobilem pignori accepit uel accipiet que tamen de iure ualeat obligari pro pecunia aliqua licite siue ex iuxta causa sibi debita aut conuenta uel promissa certo die uel tempore ei soluenda et debitor ille qui rem obligauit et tradidit statuto tempore uel die assignata ad soluendum dictam pecuniam prout conuenerit non soluerit uel inde non satisfecerit creditori liceat inde creditori dicto post tres menses a dicto termino elapsos quando postea uolet dictum pignus authoritate sua et bona fide uendere monito tamen uel requisito inde quod lueret pignus et certificato prius debitore predicto cum testibus si presens erit aut si debitor tunc absens esset premissa tamen denunciacione dicta uxori propinquisue eiusdem debitoris et licencia curie Massilie super eo requisita et accepta quam licenciam dicta

(1) *De la chose obligée en gage et devant être vendue.*

curia teneatur et debeat eidem creditori dare uel concedere postquam a dicto creditore fuerit super hoc requisita uel petita. Si tamen debitor non est presens nec habeat uxorem nec liberos uel propinquos in Massilia nichilominus det licenciam curia distrahendi.

Hic de nouo addimus quod debitor post terminum lapsum quo debeat fieri solucio debiti pro quo dictum pignus mobile fuerat obligatum possit authoritate huius capituli compellere dictum creditorem ad uendendum dictum pignus ad hoc ut inde predicto creditori satisfaciat de precio pignoris supradicti siue pluris siue minoris sit debitum quam sit pignus.

CAPUT V.

De pignore dato in nauibus pro aliqua pecunia (1).

Constituimus quod si quis alicui aliquod mutuum fecerit uel faciet portandum in aliquod uiagium ad fortunam uel risicum ipsius mutuantis pro quo mutuo specialiter pignus a debitore sibi traditum est uel erit quod pignus suo signo signauerit uel signabitur aut non si forte pignus illud fortuito casu aut sine culpa debitoris in eo uiagio amissum fuerit et nauis in qua pignus illud est uel erit oneratum uel maior pars eorum in eo uiagio

(1) *Du gage donné sur les navires pour quelque somme.*

oneratarum salue ibunt ad locum ubi ex proposito ibant uel alibi ubi portum faciet dicta nauis causa exonerandi tunc predictus debitor nichilominus de predicto mutuo uel de eo quod inde conuenit dicto creditori uel alij pro eo teneatur et hoc quando conuenit uel conueniet inter eos contrahentes debitorem inde teneri salua eunte naue uel maiori parte rerum in ea oneratarum alioquin in hoc non conuenerit uel conueniet inter eos sed actum aut dictum fuerit ab eis quod dictum pignus eat in uiagio et ad fortunam creditoris tunc amisso pignore ut dictum est debitor ille nullatenus tunc de illo debito teneatur.

Si uero creditor ille nullum pignus aut si eciam generale pignus scilicet aliquarum rerum in naue aliqua oneratarum uel simile pro dicto mutuo receperit uel recepiet et nauis uel lignum id in quo oneratum fuerit uel esset id pignus generale uel alie res dicti debitoris uel maior pars rerum ibi oneratarum in eo uiagio casu fortuito perierunt uel peribunt tunc dictus debitor minime teneatur dicto creditori de dicto debito nisi pro ea parte duntaxat pro qua saluaret dictus debitor res quas in dicta naue uel ligno habet uel haberet uel que ad eum ibi pertinerent tunc eius pro ea parte rerum quorum modo a dicto debitore inde saluatarum illi creditori pro dicto mutuo teneatur. Si autem nauis uel lignum predicto casu aut maior pars rerum ibi oneratarum salue erunt similiter dictum debitum totum tunc saluum sit predicto

creditori et similiter si quando pignus speciale saluatum esset tunc amissa eciam naue illa uel maiori parte rerum in ea naue oneratarum dictus debitor creditori predicto de suo dicto debito satisfacere de eo pignore speciali teneatur et non aliunde nisi forte inter eos tunc uel antea expresse aliter conueniret.

CAPUT VI.

Qualiter mercata facta seu uendiciones debeant obseruari (1).

Statuimus ut postquam principales persone contrahentes que tamen de iure uel e mandamentis seu statutis in hoc uolumine contentis possint contrahere uendicionem uel empcionem alicuius rei cuius commercium non sit interdictum de re ipsa uendenda uel emenda et precio conuenerint et post modum palmata uel denarius Dei uel arrhe facte seu date inde fuerint contractus ille siue uendicio ex tunc rata et firma habeatur quantum ad eos inde contrahentes et eorum heredes ac si res ipsa fuisset ipsis emptori tradita et precium inde numeratum uenditori. Attamen nichilominus liceat dicto uenditori petere ab emptore precium conuentum inde sibi uel alij pro eo non solutum et similiter dicto emptori liceat ipsam rem emptam sibi non uere traditam petere a uenditore uel ab

(1) *Comment les marchés faits ou les ventes doivent être observés.*

eius heredibus uelut suam si eam habent uel detinent uel alius eorum nomine nec liceat uenditori referre dominij questionem aut inde contra eumdem uel eius heredes possit emptor si maluerit ad interesse agere prout ei magis uidebitur expedire.

CAPUT VII.

De hijs qui pociores in rebus venditis habentur. (1)

Quoniam sepe contingit quam plures ad sui perniciem et aliorum eciam inuigilare attencius in fraudem creditorum suorum. Ideo hoc statuto duximus obseruandum quod si quis rem aliquam mobilem licite cuiquam uendiderit uel uendidit de precio cuius dicto uenditori non est uel fuerit in solidum satisfactum taliter scilicet quod ipse uenditor aut alius uel alij eius nomine uel pro eo illud habuerit uel receperit si forte dictum emptorem licet res predicta uendita dicto emptori tradita in prima forma remaneat aut forte mutata est uel fuerit illius rei si forte una res est aut plures fuerint uel erunt forma uerbi gracia ut si de becunis factum est uel fuerit cordoanum aut si de argento uel auro ciphy uel anuli uel de uuis uinum uel de speciebus electuaria et hijs similia contigerit labi facultatibus suis uel si bona eius dentur in solutum per extimatores uel per curiam Massilie uel eciam si contigerit ipsum uergi ad inopiam uel

(1) *De ceux qui doivent être préférés dans les ventes.*

impotenciam talem quod ipse forte aut fugiat uel latitet uel in questionem uertatur uel dubitetur an de bonis eius possit satisfieri ipsis creditoribus et quod super eo illius creditores gratificacione uel aliter quocumque modo dicant in bonis eiusdem debitoris uel que detinet si anteriores esse tempore eorum bonorum obligacione uel alias creditoribus alijs se debere de iure anteferri tunc si dicta res empta quamuis in aliam formam mutata penes dictum emptorem uel eius heredem inueniatur aut in posse illius uel alterius pro eo cui scilicet eam commendauit uel deposuit uel tradidit custodiendam uel eciam uendendam similiue modo uel eciam si inueniatur penes eum uel in posse illius cui dictus emptor eam rem obligauerit uel alienauerit dum tamen eam non tenuerit per annum continuum bona fide et sine fraude liceat dicto uenditori uel eius heredibus rem illam authoritate huius capituli ueluti suam uendicare aut quasi preomnibus alijs pro dicto precio quod sibi remaneret ad soluendum obligatam ipsique tunc in ea re si tantum eis debebitur omnibus alijs dicti emptoris creditoribus preferantur.

Si uero res illa tunc temporis plus ualeret uel de ea re inueniretur quam predicto uenditori uel eius heredibus de dicto precio debetur tunc soluto ei quod remaneret sibi de dicto precio soluendo uel eiusdem uenditori dicte rei pro inde satisfactum residuum in solidum totum quodcumque supererit saluum sit et remaneat alijs creditoribus dicti emptoris pro iuris ordine.

CAPUT VIII.

De non cogendis alicuibus ad uendendas possessiones suas comuni (1).

UTILITATI omnium et singulorum prouidentes ordinamus presenti capitulo ut comunis Massilie siue aliquis nomine comunis non cogant nec possint cogere aliquem Massiliensem ad uendendum aliquem honorem uel domos siue patuum infra muros Massilie uel extra nisi conuenerit siue concordauerit primo cum domino illius rei de precio uel nisi saltim uoluerit dare et dederit iuxtam extimacionem ad arbitrium duorum proborum uirorum uel extimatorum in quo casu comune non possit occupare dictam rem nisi de precio uel extimacione facta primo satisfactum fuerit domino dicte rei et hoc dicimus quando pro magna necessitate et utilitate comunis fierent predicta.

Addentes insuper quod comune non possit compellere siue cogere aliquem Massiliensem uel de eius districtu recipere debitum super comune quod detur forte dicto ciui ab aliqua persona extranea uel priuata.

(1) *De ceux qui ne peuvent être forcés de vendre leurs possessions à la commune.*

CAPUT VIIII.

De carnibus salcis uendentis ad pondus (1).

Statuimus ut carnes porcine salse uel bacones omnes uendantur ad pondus seu pensum quintalium uel librarum aliorumue ponderum in Massilia et si quis uenditor contra hoc temerario ausu ex quo hec capitulum patefactum fuerit uenire presumpserit in Massilia uel eius territorio puniatur quociens contra hec uenerit arbitrio rectoris uel consulum aut curie Massilie.

CAPUT X.

De stagno non vendendo nisi ad quintale Massilie (2).

Ordinamus firmiter obseruandum quod stagnum seu merces stagni uendatur deinceps ad quintale Massilie et non ad quintale quod uulgariter consueuit appellari quintale sparroni et quod ab inde in antea non habeat locum quintale sparroni.

(1) *Des chairs salées devant être vendues au poids.*

(2) *De l'étain ne devant être vendu qu'au quintal de Marseille.*

CAPUT XI.

De illis qui habent honorem liberum quod libere possunt illum uendere (1).

Constituimus ut quicumque habeat honorem liberum honores uel possessiones ex quibus in aliquo nemini seruiat seu seruire debet aliquid inde ualeat illos uel illas uendere libere et franchamen uel distrahere et quocumque modo uolet ad alium uel alios quibus uolet transferre nisi in locis uel personis exceptatis uel prohibitis ad quas eum uel eas possit nullatenus transferre nisi sicut in hijs predictis uel subsequentibus capitulis continetur nec teneatur inde predictus uenditor consensum alicuius unquam requirere. Et notarij cartas inde seu instrumenta possint libere facere nullius occasione maioris dominij siue laudimij in requisito consilio uel fauore.

CAPUT XII.

De corrijs et becunis pro talibus quales empte sunt uendendis et de affollatis non immiscendis (2).

Ordinamus hoc presenti capitulo ut quicum-

(1) *De ceux qui ont* l'honneur *(propriété) libre et qui peuvent le vendre librement.*

(2) *Des cuirs et des basanes qui doivent se trouver tels qu'ils sont vendus, et des gâtés qui n'y doivent être immiscés.*

que uendiderit becunas uel coria alicui uel aliquibus quod illas debeat uendere si eas tamen emerit ut affollatas et pro affollatis et ille qui habebit aliquas becunas uel coria affollatas uel affollata et eas uel ea uendere uoluerit quod illas uel illa non debeat immiscere cum alijs becunis seu corijs bonis sed becunas uel coria affollatas uel affollata possit uendere ut affollatas uel affolata quod si quis contra hec fecerit dampnum restituat emptori probanti ipsum uendidisse dictas becunas uel coria affollatas uel affollata pro bonis uel mixta cum bonis et insuper puniatur inde arbitrio rectoris.

CAPUT XIII.

De canabacijs crudis non uendendis nisi per centenaria (1).

Constituimus firmiter obseruandum in posterum quod nullus qui canabacios crudos uel albos in Massilia uendendos attulerit possit uel audeat illos canabacios uendere nisi per centenaria nisi forsam eosdem canabacios uenderet ad minutum uel detallum quod si quis contra fecerit puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum Massilie qui pro tempore fuerint.

Statuimus insuper quod nullus qui dictos ca—

(1) *Du chanvre cru ne pouvant être vendu si ce n'est par centaines.*

nabacios emet uel emerit de dictis canabacijs crudis teneantur uel compelli possit accipere pro sarpeilleria ultra unam cordam.

Addentes preterea huic capitulo ut centenaria canabaciorum alborum nigrorum et brunorum intelligantur de centum cannis centenariorum solutis inde dacita et drictu comunis ut est consuetum ne propter hoc diminuatur et hoc preconisetur per ciuitatem.

CAPUT XIIII.

De percuciendis uno ictu eminis cum bladum uel sal mensurabuntur (1).

Statuimus hoc presenti statuto quod quilibet mensurator bladi seu leguminis uel salis cum uendetur antequam radat eminam primo percuciat sine fraude dictam eminam cum rasura et postea fiat ab eo rasura et si quis contra fecerit soluat per singulas uices nomine pene vi den. pro singulis eminis quorum medietas sit accusantis et medietas comunis et si penam soluere non poterit ille mensurator fustigetur per ciuitatem.

Omnes autem emine de quibus supra fit mencio sint semper crozate cum ferro sicut consuetum est et sint eiusdem magnitudinis et omnes ra-

(1) *Du coup donné aux éminots quand le blé ou le sel seront mesurés.*

zoire cum quibus radetur sint ligni de fauo deuze et eiusdem ponderis et cum razoira huiusmodi percuciatur seu fiat dictus ictus emendo et uendendo et ille ictus fiat non in ferraturis emine sed inter eas et hoc circa medium dicte emine que emine et razoire sint signate signo comunis et hoc statutum preconizetur per ciuitatem infra xv dies post electionem officialium de anno in annum.

CAPUT XV.

De saumatis lignorum non mutandis uel reficiendis (1).

Ordinamus hoc statuto quod nemo audeat a modo uel debeat in Massilia uel eius territorio saumatam lignorum reficere uel mutare uel minuere quin eas uendat tales quales onerabit uel apportabit ante usque ad territorium Massilie et si quis contra hec fecerit amittat pro inde dictam saumatam si sua est sin autem illius saumate precium quod ualeret. Decernentes similiter inuiolabiliter obseruandum ut nullus de cetero afferrat condorsos aliquos sed fornillam tantum et si quis fornellerius contra hoc ausus temerario uenire presumpserit puniatur inde in duobus sol. pro singulis uicibus quibus contra hoc faciet qui si eam penam soluere non poterit fustigetur pro inde

(1) *Des charges de bois ne devant être changées ni refaites.*

per Massiliam et medietas penarum pecuniarium eorum omnium quecumque horum occasione haberi poterint sit comunis et altera medietas illius qui inueniet ea qui curie accusabit siue dicet

CAPUT XVI.

De sarcia non facienda nisi de canabo femello (1).

Statuimus quod corderij omnes de Massilia teneantur speciali sacramento se non facturos per se uel per alios gumenas uel prohicios uel amannos uel hostas nisi de canabo femello et filo subtili. Et si quis contra hoc fecerit ipsam eyssarciam dictam perdat si eam habeat sin autem illius eyssarcie dicte extimacionem taliter quod predicte pene a rectore uel consulibus Massilie illi contra hoc delinquenti inferantur.

Similiter eisdem penis subiaceant omnes de Massilia quicumque fecerint fieri alicubi predictam eyssarciam si eam apportauerint uel fecerint apportari in Massilia uel aliunde quod superius fieri prohibemus.

(1) *Des cordes ne devant être faites si ce n'est avec du chanvre femelle.*

CAPUT XVII.

Cuius modi bote fieri et uendi debeant a boterijs (1).

Ordinamus presenti capitulo quod omnes boterij Massilie qui uendiderint botas uendant et debeant uendere illas botas bonas et legales que quidem care anttam in dogis quam in arbore et pennis omnis apostatura siue iunctura imo ipse bote tam scilicet doge quam arbores et penne sint integre per se et quod dicte bote ille tamen que portabuntur super mare in aliquibus nauibus siue lignis sint et debeant esse quelibet ipsarum de duabus plenis ad plus et quod circuli botarum omnium sint ligati tribus ligaminibus scilicet quilibet ipsorum in tribus locis et quod omnes bote circa unum palmum ad bondonum sint inuestite circulis ita quod omnes circuli tangent insimul et quod omnes bodij botarum siue uegetum que uendentur de cetero in Massilia a dictis boterijs sint bironati et quod gargaillus sit cairatus.

Statuentes insuper quod omnes bote que nunc facte sint a dictis boterijs eo modo ut sunt pos-

(1) *Comment les* boutes (*tonneaux*) *doivent être faites et vendues par les* boutiers (*tonneliers*).

Les boutiers étaient tous, au XIIIe siècle, établis à la *rue Bouterie*, laquelle communique de la place Vivaux à la rue Fontaine-Rouvière, entre la *rue Lancerie*, occupée par les fabricants de lances, et la *rue Caisserie* où se trouvaient les caissiers.

sint uendi non obstante capitulo et quod statuantur tres probi homines a rectore qui uideant diligenter omnes botas factas a dictis boterijs et quod scribatur quot botas quilibet boteriorum habet nunc per quod sciatur ut nulla fraus inde fieri possit.

Statuentes similiter quod nullus de cetero in Massilia sit ausus emere aliquas botas deferendas super mare nisi illius forme superius statute. Et si aliquis emptor emerit aliquam botam nisi ad formam supradictam tantundem precij quantum in ea dederit det nomine pene cuius pene medietas sit accusantis et alia medietas sit comunis.

Si quis autem ipsorum boteriorum contra hec fecerit uenditor precium ipsius bote emptori reddere teneatur. Et insuper emptor possit retinere dictam botam cuius bote medietatem extimacionis bote et aliam medietatem habeat dictus emptor si autem non extaret dicta bota tunc si emptor aliquid inde habuerit teneatur medietatem reddere comuni de eo quod inde habuerit et aliam medietatem sibi retinere.

CAPUT XVIII.

Cuius modi lapides uendi debeant (1).

STATUIMUS quod in lapidibus uendendis in Massilia et eius territorio seruetur hec forma sci–

(1) *Comment les pierres doivent être vendues.*

licet quod uols sors habeant duos palmos et dimidium de longo et unum palmum de alto et unum palmum de testa et lapides angulares habeant duos palmos de longo et unum palmum de alto et unum palmum de testa et lapides de cara habeant duos palmos de longo et unum palmum de alto et ad minus unum tornum de leoto et lapides de miliario unum palmum de longo et unum tornum de alto a torno usque ad unum palmum de leoto et qui contra fecerit amittat lapides uel extimacionem eorum et precium emptori reddere compellatur. Et illi qui extrahent lapides iurent semel in anno predicta et iurare faciant uectores lapidum quod lapides fideliter portabunt illis qui eos emerint.

CAPUT XVIIII.

De societatibus et commandis (1).

Constituimus ut si quis alicui pecuniam aut rem aliquam in societate uel commanda ad certum uiagium cum ea faciendum ad aliquod locum nominatum dedit uel concessit aut dabit uel concedet et ille qui taliter recepit sine licencia uel consensu dicti socij uel commendatoris uel heredum eius antequam ad dictum locum ueniat uel postmodum alij tradiderit rem illam uel commandam seu il-

(1) *Des sociétés et des commandites.*

lud quod ex ea emptum uel acquisitum fuerit uel dimiserit eam uolens ire alicubi tunc ad predictum qui ea recepit ut dictum est periculum illarum rerum spectet et secundum quod aliquis hominum eiusdem nauis in qua recepit ibat aut ire conuenit uel debuit de similibus mercibus ad magis habuerit uel habebit illi qui eam commandam aut predictam rem tradidit uel eius heredibus pro inde dare teneatur.

CAPUT XX.

De eodem (1).

Statuimus ut si quis alicui societatem aut commandam fecerit uel faciet eique potestatem dederit uel dabit ut cum ipsa societate uel commanda in quodcumque uiagium ei placebit uadat uel locum ad quem dictam societatem uel commandam portare debeat non nominauit tempore dicte societatis uel commande ei facte uel tradite seu carte inde facte quecumque uiagia facere uolet sine dolo et fraude possit et liceat facere inde.

Si uero socius uel commendator prius ea mandaret ei per literas sigillo capituli uel curie Massilie munitas ut cum dicta societate uel commanda completo primo uiagio reuertatur teneatur ille hoc facere nisi aliud uiagium tunc iam inceperit ex quo dampnum incurreret si illud non compleret in quo

(1) *Du même chapitre* (des sociétés et des commandites).

casu liceat ei nonobstante dicta denunciacione ipsum uiagium iam inceptum ab eo complere quo completo redire Massiliam teneatur uel dictam societatem uel commandam scilicet partem capitalis et tocius lucri dicto socio uel commendatori contingentem bona fide per aliquem fidelem nuncium et ydoneum testibus conuocatis ipsi socio uel commendatori remittere et hoc faciat nisi iusto impedimento remaneret.

Si autem locus quo eam societatem uel commandam portare debeat socius aut qui commandam recepit nominatus fuerit tunc completo uiagio nominati loci inde Massiliam uel remittere teneatur socio uel commendatori partem capitalis et lucri tocius ei contingentem prout supra dictum est.

Qui uero societatem aut commandam accepit contra hec fecerit id totum quod de societate uel commanda aut ea occasione habebat quando recepit literas uel mandamentum predicto modo sit socio uel commendatori saluum et insuper partem tocius lucri quod haberet ex dicta societate uel commanda cum redibit aut societatem uel commandam remittet inde tribuat in quibus casibus non minus capitali habere credatur nisi minus tunc temporis quando recepit literas uel commendamentum ut supra dictum est se habere probaret.

CAPUT XXI.

De eodem (1).

Si quis alicui societatem uel commandam fecit seu dedit uel faciet aut dabit et ille qui societatem uel commandam illam recepit de aliquo uiagio redierit rebus aliquibus sed non societatis uel commande in eo uiagio unde tunc redierit relictis uel alibi per aliquem alium transmissis unde discordia inter eos oriretur ille qui societatem uel commandam illam accepit uel recepiet illum cuius res dicte relicte uel transmisse essent et qualiter eas ab eo receperit per officium iudicis nominare et dicere compellatur et sub sacramento ueritatis si socio uel commendatori predicto placebit et si socius uel commendator predictus qui societatem illam uel commandam fecit uel faciet aliter esse duobus uel tribus testibus ydoneis probaret quam predictus iurauerit tunc predictarum rerum ut dictum est relictarum uel alibi transmissarum partem ipsi probanti contingentem ab eo qui easdem reliquit uel transmisit in duplum exigere possit.

CAPUT XXII.

De eodem (2).

Constituimus ut si quis societatem uel commandam ab aliquo habens de uiagio redierit aliquo et

(1) *Du même chapitre* (Des Sociétés et des Commandites).
(2) *Du même chapitre* (Des Sociétés et des Commandites).

illum a quo dictam societatem uel commandam habuerit uel habebit uel eius heredes non inueniet sine eius licencia uel eorum partem eius uel illorum non inuentorum secum portare uel mittere alibi non possit dictus socius uel commendarius quod si fecerit et periculum aliquod inde euenerit partem dicte commande uel societatis et non periculi socio uel commendatori competentem resarcire pro inde teneatur. Et si tunc inde lucratus fuerit tres partes illius lucri eidem tribuat. Si uero per alium ibi miserit tres dicte societatis uel commande tunc partem inde competentem eidem socio suo uel commendatori cum tribus partibus proficui si quod inde haberet sine mora eidem reddere teneatur.

CAPUT XXIII.

De eodem (1).

GENERALITER decernimus ut quilibet socius uel commendatarius qui ab alio res aliquas nomine societatis uel commande portauerit uel portabit in aliquod uiagium cum inde redierit dictam societatem uel commandam siue implicitas inde habitas uel redactas in potestate capitanei sui illius scilicet qui res in societate uel commanda eidem tradidit si ipse capitaneus uel eius successor hoc uolet uel postu-

(1) *Du même chapitre.* (Des Sociétés et des Commandites).

labit ab illo fieri ponat et assignet sine mora. Si autem ille qui dictam societatem uel commandam detulit alias res separatas ab ipsa societate uel commanda haberet dicto socio uel commendator eas consignare non cogatur nec tradere.

CAPUT XXIIII.

De eodem (1).

Ordinamus hoc presenti capitulo ut si quis faciet alicui uel aliquibus aut dabit uel tradet commandam uel societatem aliquam deferendam uel portandam in naue uel ligno aliquo si ille qui dictam commandam uel societatem recepit ibit in dicta naue uel ligno de quo inter eos contrahentes fuerit facta mencio et nauis uel lignum dictum rupta uel fracta aut fractum aut captum erit in dicto uiagio ab inde dictus commendatarius uel socius qui in naue uel in ligno dicto ibat occasione commande uel societatis dicte uel eius heredes minime ualeant conueniri a predicto qui predictam societatem uel commandam ei fecit uel tradidit uel ab illius heredibus uel successoribus ea racione quia ipsi dicant uel negent dictum commendatarium uel socium qui naue uel in ligno predicto in dicto uiagio uel aliquid inde onerasse uel portasse et hoc taliter ualeant ut dictum est nisi forte pre–

(1) *Du même chapitre.* (Des Sociétés et des Commandites).

dictus commendator uel socius qui dictam societatem uel commandam inde portandam fecit uel tradidit aut de die probaret illius ue heredes uel successores predictum cui dicta commanda uel societas fuerit facta uel tradita portanda in dicto uiagio eam in terra reliquisse uel non portasse in naue uel ligno supra dicto aut nisi in dicta capcione uel rupcione siue fractione dicta commanda uel societas aut res eorum salue facte fuerint uel ibi non amisse.

CAPUT XXV.

Qualiter societates et commande repeti possint (1).

Ordinamus presenti capitulo quod si quis commandam portandam alicubi extra Massiliam per mare uel per terram fecerit retrorsum uel faciet a modo seu societatem aliquam rerum mobilium aut se mouencium seu mercium uel pecunie numerate que commanda uel societas tamen data uel tradita fuerit uel erit ad periculum eius portanda uel ducenda uel mittenda qui dedit uel tradidit seu dabit vel quod eius refugium de qua commanda uel societate facta erit carta publica aut non quod de ea commanda uel societate dicta que retrorsum facta est uel fiet deinceps possit qui eam

(1) *Comment la Société et la Commandite peuvent être répétées.*

fecit uel tradidit aut eius heredes uel successores iuris aut rei et liceat eis pro inde petere et agere quicquid eorum occasione ad eos pertinet aut pertinere posset siue compelleret aduersus dictum qui dictam societatem uel commandam recepit illius ue heredes aut successores infra quatuor annos tantum computandos a tempore quo dictam commandam uel societatem de iure petere poterit qui quatuor anni computari seu currere debent et intelligantur ab eo demum die uel tempore quo dictam commandam uel societatem poterit petere seu pro inde agere cum effectu aduersus dictum commendatarium uel socium aut eorum heredes uel successores uel ab eis inuentis in Massilia uel alibi congruo loco et tempore. Et si ultra dictos quatuor annos predictos quis petere uel pro inde agere distulerit ab inde non audiatur pro inde uolens petere uel exigere aliquid predictorum occasione. Et si quod instrumentum publicum de predicta commanda uel societate tempore dacionis illius factum fuerit uel inuentum illud elapsis dictis quatuor annis inefficax et inutile sit et habeatur omnique robore destitutum hec omnia decernimus a modo obseruanda in predictis commandis et societatibus nisi forte actor possit allegare aduersus predicta quod ille quem conuenire uolet uel iam conuenerit attinet sibi usque ad tercium agnacionis uel cognacionis uel affinitatis gradum quare tantum distulit petere eidem graciam faciendo uel nisi possit allegare idem actor inopiam debitoris quare

cum effectu dictam societatem uel commandam petere non poterat uel absenciam uel minorem etatem uel iustam ignoranciam dicens se ignorasse illud debitum occasione dicte commande uel societatis seu ea que pro inde possent petere sibi deberi infra tempus predictum aut nisi ille actor furiosus sit aut mente captus uel talis cui bonis fuerit interdictum aut in alterius potestate constitutus in quibus casibus proxime dictis incusandi non sunt si pro inde non egerunt quod eciam si uellent facere adimplere lege opitulante sibi non ualebant et quod dictum est de petendo uel agendo occasione predictorum infra dictum quadriennium locum debeat taliter quod omnis causa uel lis que pro inde ut dictum est fiet uel mouebitur omnino infra dictum quadriennium terminetur nisi per curiam staret uel arbitros aut compromissarios uel iudices delegatos coram quibus predicta questio uerteretur uel nisi minor etas unius litigancium illud fieri impediret aut nisi forsitan ex quo occasione predictorum fieri potuit exactio uel peticio cum effectu aliquod lucrum uel pars debiti pro inde data fuerit uel conuencio aut renouacio aut instrumentum de predictis uel earum occasione denuo erit facta ubi uero innouacio uel noua recognicio coram testibus ydoneis uel cum publico instrumento facta inde fuerit interruptum intelligatur quadriennium quod currebat et a die illius innouacionis nouum quadriennium computetur.

CAPUT XXVI.

De donacionibus a parentibus in filios factis reuocandis (1).

Quoniam quidam quasi immemores paternorum obsequiorum et pietatis paterne contemptores iniuriosos se parentibus ostendunt uel exhibent et eosdem tanquam inofficiosi inhonorant. Statuimus ut quicumque filius familias in patris potestate constitutus uel sui iuris qui a parentibus suis uno uel pluribus donaciones uel liberalitates aliquas inter uiuos aliquarum rerum uel bonorum consequi meruit uel merebitur si post modum eidem donatori idem donatarius iniuriosus uel inofficiosus extiterit aliquo casu premissus donatarius se senciat tunc premissa donacione siue premissa liberalitate una pluribusue ipso iure penitus exclusum et priuatum. Ita quod authoritate huius statuti possit idem donator duntaxat et non eius successor nisi fuerit uel esse inde a donatore lis contestata aut reuocacio predictorum plenarie facta in easdem res à se ipso collatas ab eodem donatario detinente authoritate sua uelut rem suam propriam capere et earundem adipisci uel intrare possessionem uel in dominium suum siue potestatem reuorare res illas extantes cum fructi-

(1) *Des donations par les parents devant être révoquées en faveur des fils.*

bus eciam perceptis ab ipso donatario uel ab alio detentatore nomine eiusdem donatarij prescripcione nullatenus super hijs obstante quin res predictas siue bona uendicare possit dictus donator et capere ut supra dictum est.

Ab huiusmodi tamen sanxione excipimus res omnes siue bona que a parentibus nomine dotis uel donacionis propter nupcias aliquibus liberis conferuntur. Et quod supra dictum est de patre et statutum idem dercernimus obseruandum et ad implendum in matre et auo et pro auo et auia maternis et paternis ut supra dictum est donantibus.

CAPUT XXVII.

De cessione pene prohibita et uendicione nominis (1).

Statuimus ut si quis nomine pene quam dicat sibi commissam aliquid ab aliquo petere posset et ius suum alij cederet aut in alium preter heredem transferret nomine donacionis uel uendicionis uel alio modo quod illa cessio cessa sit et inutilis et nichil ualeat quo ad recipientem sed ille qui cessit si uolet nichilominus iure pristino utatur et ille cui facta fuerit illa cessio nullatenus ea uti uolens audiatur.

(1) *De la cession de la peine et de la vente du nom prohibées.*

Addentes huic capitulo quod si aliquis emerit de cetero aliquod debitum siue nomen siue aliqua iura contra aliquam personam contra quam sibi fuerant cessa iura illa contra debitorem illum uel eius bona quod ille debitor contra quem cessa fuerint iura illa possit habere illud debitum siue nomen pro eo precio pro quo ille emptor reuera habuit illud debitum siue nomen de quo teneatur per sacramentum ille emptor dicere ueritatem. Et ille emptor authoritate huius capituli illi debitori eodem precio uendere et tradere compellatur et cum instrumentos seu instrumentis pertinentibus ad debitum supra dictum.

Excipimus tamen de hac constitucione illas cessiones que fierent aliquibus emptoribus seu possessoribus aliquarum rerum ad cognicionem sui iuris super illis rebus seu possessionibus.

CAPUT XXVIII.

De portis inquilinis claudendis pro pensionibus non solutis (1).

AUTHORITATE huius capituli decernimus obseruandum quod quilibet authoritate sua possit claudere portas domus sue suo inquilino omnia que ibi inuecta et illata a dicto inquilino si uoluerit sibi obligata retinere pro mercede dicte do-

(1) *Des portes des* inquilins *(locataires) devant être fermées pour les pensions (loyers) non payées.*

mus ab illo inquilino sibi conuenta uel ab eo forte cui ille successisset. Et quod liceat dicto domino pro pensione dicte domus si eam sibi non soluerit termino statuto predictus inquilinus uel eius successores. Et similiter liceat illi retinere raubam ibi illatam quando forsitan inde recedet uel exibit aut recedere uolet predictus inquilinus uel eius heredes.

CAPUT XXVIIII.

De rebus in emphiteosim datis (1).

Si quis habens rem aliquam in emphiteosim uel ad acaptum datam uel concessam siue ad censum inde annuatim reddendum uendere uolet tunc domino ipsius rei a quo eam tenet possessor eiusdem rei siue emphiteoticarius denunciet et si dominus eam habere uel retinere uolet pro quanto reuera ab alio accipi potest uel alius in ea obtulerit seu offerret alij proferatur.

Versa uice si dictus dominus ius suum quod in re illa habet uendere uolet teneatur ille dominus hoc primo denunciare emphiteoticario seu rei possessori predicto et si ipse emphiteoticarius rem illam retinere uolet uel emere pro quanto alius bona fide et sine fraude ibi obtulerit seu offerret siue sibi

(1) *Des choses données en emphytéose.* — On entendait par emphytéose un bail à longues années, de 10 à 90 ans.

dare uolet similiter alij preferatur quod si dominus ille facere contempneret et alij ius suum dicte rei uenderet tunc rei possessor siue emphiteoticarius a quocumque possessore qui emerit rem illam petere authoritate huius capituli et exigere et rehabere ualeat pro eodem precio pro quo illi ab ipso domino esset uendita res predicta seu ius dicti domini. Et insuper teneatur curia emptorem illum compellere ad rem illam uendendam et tradendam pro eodem precio dicte rei possessori seu emphiteoticario. Et quod inde eidem cartam uendicionis fieri faciat ab eodem bona fide et si de ea carta facienda forsan illi contrahentes non conuenirent fiat inde arbitrio curie.

CAPUT XXX.

De possessionibus ad certum censum datis. (1)

CONSTITUIMUS quod si aliquis domum uel uineam uel quamlibet aliam possessionem habet uel habeat uel teneat pro qua re seu possessione censum in pecunia numerata uel blado uel qualibet re statutum et certum in termino certo annuatim teneatur aliquibus prestare soluat ea prout conuenit quod nisi fecerit uel faciet et ipsum censum a domino tamen uel ab alio pro eo petitum statuto tempore uel post infra tres menses non soluerit tunc do-

(1) *Des possessions données pour un certain cens.*

minus ipsum censum in duplum de singulis annis in quibus non soluerit ab eo efficaciter petere possit et rei possessor eidem soluere teneatur inde. Et hoc si census ille erit a XII den. usque ad V sol. uel V sol. tantum.

Si uero census ille erit uel esset a V sol. usque ad XX sol. et post statutum tempus illius census soluendi per sex menses censum illum a dicto domino tamen uel ab aliquo pro eo petitum soluere distulerit qui debet uel debeat tunc dominus illum censum post dictos sex menses ab eo efficaciter possit exigere uel petere cum pena de duobus tres.

Et si dictus census est uel esset a XX sol. supra tunc similiter cum penis ut proxime dictum est elapsis dictis sex mensibus possit dictus dominus illum censum petere uel exigere efficaciter.

Si uero est uel esset census ille XII den. uel infra tunc similiter de uno tres possit inde dictus dominus petere uel exigere nec teneatur rei possessor offerre domino censum non petitum ab eo uel ad domum eius portare nequaquam teneatur si census ille est uel erit in pecunia numerata. Sed dominus censum illum si eum habere uolet teneatur per se uel per alium petere uel exigere et tunc rei possessor illum censum eidem domino uel eius successoribus prestare teneatur in termino statuto ut dictum est et post si dominus uolet similiter cum penis eciam superius denotatis ut predictum est si eas penas prelibatas habere inde uolet.

Censum uero bladi et uini et aliarum rerum preter pecuniam numeratam eidem domino portare teneatur rei possessor uel facere portari prout tamen conuenit uel conuenient inter eos.

Quod nisi faceret similibus penis subiaceat dictus possessor easque dare teneatur dicto domino nomine pene uel eius heredi sicut supra continetur de penis appositis in censum pecunie numerate non solute extimacione tunc de hijs facta hoc est de blado et uino et alijs rebus prope dictis pro censu debitis ad pecuniam numeratam.

Quod autem dictum est de predictis penis prestandis dicimus obseruandum nisi de uoluntate et consensu dicti domini uel heredum illius remaneret. Et nisi infra tres annos continuos rei possessor ut supra dictum est censum non solueret et elapsis illis tribus annis postea per VIII dies soluere dictum censum distulerit tunc uel postea predictus dominus uel heres si uolent authoritate sua rei possessori portas domus pro qua census ille prestandus est uel esset possint per se. uel per alios quando uolent authoritate huius capituli claudere uel si hortus uel campus uel uinea ea uel esset possit inde authoritate sua operarios eijcere uel expellere et hoc possint et liceat eis facere donec ipsi domino uel eius heredibus de toto censu pro inde debito et de penis supradictis pro uoluntate sua fuerit satisfactum in solidum competenter.

Hec autem omnia supradicta statuimus obser-

uanda taliter quod insuper propter cessacionem dicti census non soluti siue sit in pecunia numerata siue in alijs rebus debitus uel debendus possessor rei aliquo tempore et longissimo uel quo uis alio rem ipsam seu possessionem censualem nullatenus amittere ualeat nec ius emphyteosos uel aliud perdere quandocumque.

Et hec omnia intelligi uolumus tam de possessionibus constituti extra ciuitatem Massilie et eius territorium ubicumque sint uel fuerint quam de possessionibus infra Massiliam uel eius territorium constitutis.

Et si de solucione dicti census inter dominum et rei possessorem controuersia uel lis esset uel oriretur tamen a X sol. infra tunc rei possessori qui solucionem dicti census se uel alium pro eo domino fecisse assereret suo sacramento ueritatis inde credatur nisi iudici coram quo esset illa contencio uideretur in hoc casu inspecta qualitate et moribus personarum sacramentum huiusmodi deferendum dicto domino pocius quam rei possessori.

Et si de peticione dicti census facta a domino uel ab alio pro eo discordia esset inter dominum dictum et rei possessorem tunc liceat domino dicto hoc sacramento affirmare si uolet uel alteri neganti referre sacramentum inde delatum.

Statuentes similiter deinceps inuiolabiliter obseruandum quod nullus dominus alicuius honoris seu a quo teneatur honor aliquis quandocumque

uendetur honor ille uel alias alienabitur et super eo laudimium uel consensus dicti domini interponatur uel erit interponendum uel interponendus possit uel debeat super eo petere uel exigere sibi fieri pactum uel conuencionem aliquam ab emptore illius rei uel alias acquirende de apportando sibi uel ad domum suam habere dicti domini censum pro ea re prestandum. Quod si forte faciet et super eo aliqua conuencio de censu dicto apportando factum fuerit illa nullius sit ualoris et momenti et nichilominus pro inde dictus dominus uel alius quicumque qui temerario ausu contra huiusmodi prohibicionem uenire presumpserit uel presumet nomine pene comuni Massilie tantum dare teneatur sine mora quantum est uel erit trezenum illius uendicionis uel precij pro ea re dati uel conuenti que pena a rectore uel consulibus pro comuni Massilie ab eo domino uiriliter exigatur. Et nullus tabellio audeat uel debeat a modo aliquid scribere in aliquo instrumento de conuencione uel conuencionibus aliquiquibus aduersus prope dictam prohibicionem apportandi census dictos alicui a quocumque in Massilia.

Licet autem de apportando predicto censu ab aliquo alicui in Massilia prohibitum sit iam supra prope conuencionem fieri et inde fieri instrumentum siue cartam attamen illi qui tenebuntur prestare dictos census teneantur ad requisicionem illorum quibus tenebuntur prestare dictos census facere instrumentum siue cartam recognicionis dictorum

censuum scribendam per manum publici notarij Massilie continentem res illas cum suis confrontacionibus pro quibus prestandi sunt uel erunt illi census et tempus in quo prestandi erunt et locum seu loca ubi res ille sunt uel erunt et quantitatem seu quantitates ipsorum censuum.

Preterea nemini liceat aliquam fidelitatem petere uel exigere ab aliquo rerum predictarum possessore nec pactum aliquod fidelitatis pro inde in eundo suscipere occasione alicuius honoris censualis existentis in Massilia uel eius territorio et si contra hoc fieret a quocumque contractus ille seu pactio inde facta uel fidelitas pro inde prestita nullius sit roboris uel ualoris nec pro inde quis alicui domino a quo honorem haberet uel rem aliquam censualem nullatenus teneatur nisi duntaxat pro censu pro ea re debita uel prestanda. Et pro penis predictis si committi eas contigerit. Et similiter pro laudimio uel censu domini in uendicione rei interponendo uel ea retinendo si mallet eam retinere uel habere quam laudare.

Similiter hijs adiungimus quod quandocumque aliquis occasione dictorum censuum conquerentur de aliquo quod tunc curia ex officio suo summatim et eciam sine libello inquirat inde a reo an debeat censum ab eo petitum ab actore uel alio pro eo quem si cognoscet uel confitebitur curia tunc compellat illum ad illum dandum uel soluendum et si negauerit nichilominus si actor postulabit curia inde inquirat prestito utrinque iuramento

calumpnie quo facto si in ea negacione uel post iuramentum prestitum perseuerabit dictus reus hoc est et quod prorsus negaret se debere censum illum uel partem aliquam illius super eo quod negabitur ab inde nichilominus ordinario iure quo ad libellum pro inde faciendum. Et quo ad alia prout iudici curie Massilie uidebitur procedatur.

Uerum id quod inde confitebitur tunc ille reus se debere de censu petito faciat dictus iudex uel curia Massilię solui dicto actori et ex quo qui reus procax fuerit inde negando se debere dictum censum uel partem aliquam in dicta curia quod inde iurauerit actor de calumpnia ut dictum est tunc nichilominus eciam si illud confitetur ille reus uel eciam statim solueret compellatur a curia dicta ad prestandum inde calumpnie sacramentum. Et tunc confessio quecumque dicto officio curie uel iudicis pro censu petito facta fuerit in curia dicta siue ante sacramentum dictum siue post ad eternam memoriam scribatur et redigatur semper in cartulario curie dicte ita tamen si illud postulabit scribi dictus actor uel alius pro eo et semper deinceps per illam scripturam dictus census taliter ut dictum est confessus ad dicto reo probetur efficaciter debitum aduersus illum reum et eius successores uniuersos et si uolent supradictus actor uel sui de ea scriptura sibi fieri cartam publicam faciat eis inde eam fieri curia supradicta.

Quod autem hinc retro in ciuitate Massilie obseruatum est huic statuto subiungimus uidelicet

quod quilibet tenens aliquam possessionem ad certum censum pro inde prestandum in pecunia numerata uel in alijs rebus quibuscumque possit dictam possessionem seu rem censualem domino cui pro inde tenebitur prestare dictum censum deserere nisi pactiones inter eos in contrarium essent facte et postquam dictus homo illi domino deseruerit dictam possessionem uel rem censualem de predicto censu prestando ipsi domino uel alij pro eo realiter uel personaliter pro censu illo a tempore quo deseruerit in antea minime teneatur. Et si quod instrumentum de recognicione dicti census factum fuerit de quo dictum est superius debere fieri illud instrumentum tempore dicte desemparacionis debeat restitui predicto deserenti dictam possessionem seu rem censualem nisi predictus dominus haberet aliam iustam causam retinendi racione dicti census debiti in preteritum non soluti ut ob hoc posset retineri a domino illud instrumentum recognicionis donec census predicte rei pro tempore preterito solueretur.

CAPUT XXXI.

De fundo alicui dato non remesurando uel iterum dextrando (1).

Ordinamus hoc presenti capitulo quod si aliquis dederit ad acaptum aliquem fundum rusti-

(1) *D'un fonds donné à quelqu'un ne devant être remesuré ou de nouveau dextré.*

cum uel urbanum ad edificandum uel plantandum in toto uel in parte et fundum illum illi acaptatori seu partem aliquam ei mensurauerit seu canauerit siue dextrauerit siue mensurari uel cannari seu dextrari a quocumque alio fecerit ipso domino ratum habente. Et post modum dictus acaptator dictum acaptum per annum tenuerit et censum statutum pro inde soluerit ab inde non liceat dicto domino qui dictum fundum ut supradictum est ad certum censum concesserit nec eius successoribus dictum fundum datum domino acaptatori nec eius successoribus remensurare seu recannare uel iterum dextrare nec censum eidem augere nec similiter dictus acaptator dictum censum possit minuere nec eius successores nisi forsan de comuni uoluntate tam eius qui dedit quam illius qui accepit hoc fieret uel successorum eorumdem sed infra annum a tempore dicte donacionis computatum liceat unicuique ius suum recognoscere et si necesse fuerit remensurare.

CAPUT XXXII.

De facherijs uinearum et agrorum (1).

Si quis facherius uinee uel colonus parcionarius perpetuus uel eciam temporalis siue emphyteoticarius scilicet ad aliquos plures annos cessa-

(1) *Des fermiers des vignes et des champs.*

bit aut steterit a modo per triennium continuum quo minus uineam colat predictis modi a se possessam uel detentam de qua scilicet certum censum in pecunia numerata aut blado uel rebus alijs constitutum non prestet uel teneatur prestare annuatim sed partem fructuum uel prouentuum liceat domino a quo tenet uel tenebit dictam uineam ad partem fructuum pro inde ei dandam elapso dicto triennio ab inde quandocumque que uolet authoritate huius capituli predictam uineam uelut sibi commissam pro inde capere authoritate sua uel inuadere eamque deinceps perpetuo retinere et ex tunc omni iure possessionis et dominij careat dictus facherius uel colonus dicte uinee qui cessauit per triennium uel stetit quod non colui uineam dictam.

Similiter eadem per omnia obseruentur in agro et in terra quam quis tenet ab aliquo ad facheriam uel acaptum eodem modo quo dictum est de uinea eo excepto ut quod ibi dicitus de triennio hoc locum habeat siue in terra uel agro de quinquennio.

Si uero dictus uel colonus desereret uel cessabit per annum uel amplius minus tamen dicto triennio colere dictam uineam tunc liceat predicto domino uel eius successoribus eam uineam authoritate propria ingrediendo expensis proprijs colere. Et de fructibus inde prouenientibus expensas illas precipere siue deducere. Et si quandocumque infra dictum triennium uolet facherius uel colonus

dictus recuperare et colere liceat ei hoc facere restitutis tunc dicto domino expensis ibi factis in cultura illius uinee nisi ex fructibus inde perceptis dictus dominus uel eorum fructuum extimacione computata sibi satisfecerit uel poterit inde satisfieri.

Si uero per dictum triennium tacuerit uel cessauerit dictus colonus siue emphyteota non petendo a dicto domino uel eius successoribus ut dictum est dictam uineam ab inde possit dictus dominus eam retinere in perpetuum uelut suam iam sibi commissam ut alias supra dicitur. Et quod dictum est superius de predicta uinea uel triennio sic intelligi uolumus de terra et agro per quinquennium et hec ualeant nisi forte aliquis pretenderet iustas excusaciones seu impedimenta iusta ut puta guerrarum uel capcionis persone sue uel nisi aduersus hec beneficium minoris agenti subueniret uel alterius iuste in integrum restitucionis.

CAPUT XXXIII.

De non imponendis nouis servitutibus facherio (1).

STATUIMUS ut quicumque possessionem aliquam ad facheriam alicui dederit siue concesserit uel dabit uel concedet ad certam quantitatem uel partem reddituum ipsius possessionis pro inde per-

(1) *De ne pas mettre de nouvelles servitudes à un fermier.*

cipiendam uel contingeret quod ille dominus uel eius heredes possessionem illam siue ius suum quod ibi haberent uellent alienare quocumque modo uel obligare et alienauerit uel obligauerit cuicumque quod ille in quem alienabit uel cui alienauit siue alienauerit non possit a facherio illo uel eius successoribus aliud petere uel exigere amplius nisi id quod uel quam primus dominus qui dictam possessionem uel ius alienauerit uel obligauerit exigebat seu exigere debebat et si forte contra hoc aliqua fieret inter eos contrahentes pactio uel conuencio nullatenus ualeat in preiudicium dicti facherij uel eius heredum aut alicuius sit momenti et huiusmodi constitucionem locum habere dicimus in presentibus negocijs et futuris.

CAPUT XXXIIII.

De eodem (1).

Constituimus ut si contigerit quod contractus aliquis celebretur in quo necessario exigatur laudimium dominij quod dominus ille non possit illi imponere contractui aliquam aliam condicionem seu seruitutem grauiorem penes illum qui contrahit siue acquirit predictam rem nisi illam conuencionem uel seruitutem quam penes primum uenditorem aut alias contrahentem habet uel habeat quod si faceret nullius sit momenti.

(1) *Du même chapitre* (De ne pas mettre de nouvelles servitudes à un fermier).

CAPUT XXXV.

De trezeno non dando pro re censuali data in solutum pro dote (1).

Decernimus hoc presenti statuto firmiter obseruandum quod si aliqua persona uel persone constituerint seu promiserint dotem in pecunia numerata alicui marito seu alij pro eo et illa persona que constituerit dotem non possit soluere illi dotem dicto marito in pecunia numerata. Et conuenerint predicte persone constituentes dotem cum dicto marito seu maritis de dandis possessionibus suis iusta extimacione sine fraude directi domini a quo haberent causam illius possessionis in solutum dicte dotis seu pro aliqua summa dotis quod pro re seu dacione possessionum seu rerum facta in solutum pro dicta dote predicti seu alicui ex eis nullatenus dare teneantur trezenum uel aliquid pro laudimio uel trezeno possessionum uel rerum predictarum. Et quod pro inde teneat dacio predicta in solutum facta de dicta dote ac si datum foret inde dominis trezenum.

Ut autem dominus cui prestandus est census pro illa re sciat ab inde in antea nomen possessorem illius rei dantes et accipiantes ut dictum est in solutum aut quando fiet aut infra mensem

(1) Du trézain ne devant être donné pour la chose censale octroyée en paiement de la dot.

post factam huiusmodi dacionem in solutum uenire teneantur coram domino cui prestandus est census pro illa re domino inquam habitanti in Massilia causa requirendi laudimium a dicto domino. Et ille dominus tunc requisitus teneatur suum laudimium interponere sine trezeno et de suo laudimio possit dominus habere instrumentum continens quantitatem illius census et quomodo et quando et a quo et in quem fuit illa possessio censualis translata causa dandi in solutum ut supra dictum est.

Decernentes insuper quod nullus deinceps teneatur uel possit compelli ad dandum trezenum de aliqua re uel possessione uel eius occasione que data erit alicui uel legata in testamento uel aliquibus alijs ultimis uoluntatibus uel que uendetur a modo uel alienabitur alijs simulate hoc est ad certum tempus simulata autem intelligatur esse illa uendicio uel alienacio quando de illa uendicione uel alienacione ad certum tempus rescindenda conuenerit inter partes cum instrumento inde facto uel eciam sine instrumento.

Item per omnia uolumus obseruari cum alicui mulieri repetenti dotem a marito uel alio pro eo uel eius occasione aliquid dabitur in solutum dicte dotis de bonis immobilibus dicti mariti.

Sane cum sit ad tempus uendicio uel alienacio ut supradicitur lapso tempore possit emptor compellere uenditorem ad uendicionem sibi confirmandam. Et ille qui habet directum dominium

in re alienata possit ex tunc trezenum suum exigere et alienacionem confirmare.

Huic autem adijcimus de nouo quod cum fiet et quociens ad tempus uendicio uel alienacio ut supra dicitur teneatur ille talis uenditor prius per mensem denunciare illi domino habitanti in Massilia qui habet directum dominium in re illa. Et si per similem uendicionem ille directus dominus uult illam rem sibi retinere hoc ei liceat et omni alij preferatur infra dictum mensem et si absque predicta denunciacione uel ante finem dicti mensis illa possessio translata fuerit simulate ut dictum est citra uoluntatem expressam dicti domini liceat nichilominus authoritate huius capituli illi directo domino expellere illum nouum possessorem soluendo ei tamen illud seu tantumdem quod seu quantum dictus nouus possessor ex predicta simulata uendicione seu empcione dederat predicto uenditori seu alij pro eo. Et quod diximus supra prope licere directo domino quando predicta possessio ut supra dictum est simulate transfertur uolumus similiter ut liceat illi possessori habitanti in Massilia qui pro dicta re censum prestabit quando dictus dominus maior cui prestandus erat ille census uoluerit ius suum transferre in alium simulate ut supra dictum est.

CAPUT XXXVI.

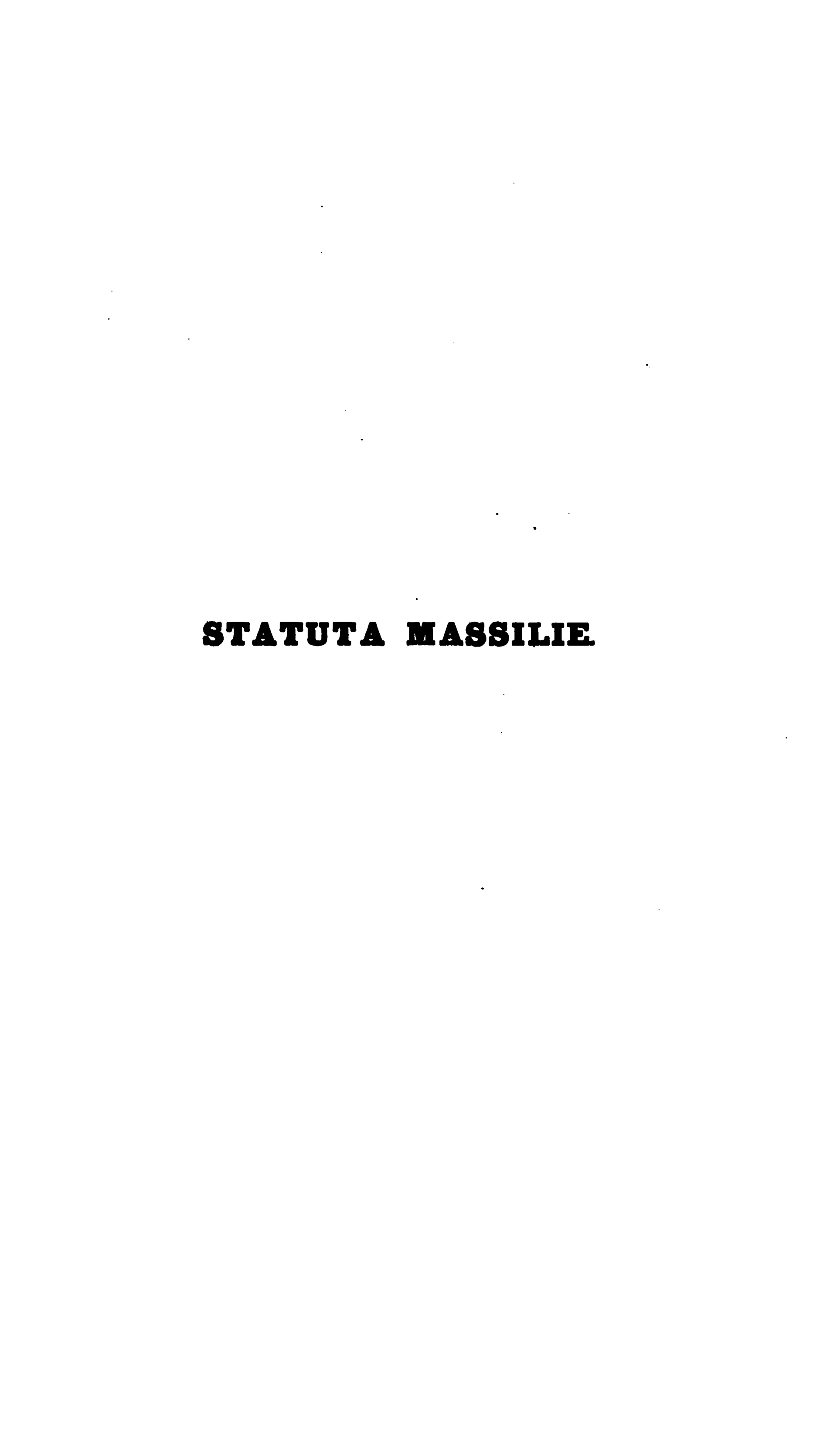
De trezenis datis uicarijs pro honoribus mascaratorum alienatis et alijs debitis eorumdem solutis iterum non soluendis (1).

Cum publice intersit ne bis idem debitum persoluatur idcirco statuimus hoc presenti capitulo perpetuo firmiter obseruandum quod quicumque ciuis Massilie emerit uel emet de cetero aliquas possessiones seu aliquas res immobiles que sint uel fuerint sub dominio mascaratorum uel esse reperiantur aliquo tempore pro quibus laudimia receperunt uel recipient a uicario uel alio pro eo seu syndicis comunis Massilie et precio quarum fuerit possessionum ipsi uicario uel alijs seu syndicis comunis satisfactum in trezeno seu trezenis uel satisfaciet in posterum quod ille uendiciones et confirmaciones et laudimia ab eis facta ualeant et teneant ac si ab ipsis eisdem mascaratis in Massilia existentibus facta essent. Et ea de causa non sint commisse nec possint nec debeant ullatenus in commissum immo authoritate huius capituli perpetuam obtineant firmitatem. Idem dicimus obseruandum de censibus solutis ipsi uicario uel alij pro eo et de alijs debitis ad ipsos

(1) *Des trézains donnés aux viguiers pour les honneurs*

mascaratos pertinentibus de quibus fuissent eis ciues Massilie debitores si uicario uel alijs pro eo satisfecerint dum tamen de eorum solucione facta dicto uicario uel alij pro eo constiterit uel constaret.

EXPLICIT LIBER TERTIUS.



STATUTA MASSILIE

LIVRE TROISIÈME.



CHAPITRE Ier.

Des servitudes des édifices. (1)

Des maîtres des murs (*magistris murorum*) étaient établis pour apprécier ces sortes de servitudes ; ils décidaient les questions de mitoyenneté ; ils s'assuraient si l'état d'un mur était tel qu'il pût supporter des poutres ou une réparation ; ils veillaient aussi à ce que la cheminée d'un four ne fût pas établie de manière à incommoder les voisins.

CHAPITRE II.

Des dépenses ou améliorations faites chez autrui (2).

Les maîtres des bois ou des pierres (*magistris lapidum seu lignorum*) appréciaient les améliorations faites par un mari dans la propriété de sa femme, par un beau-père dans celle de sa bru, par un frère dans celle de sa sœur, par un tuteur dans celle de sa pupille, et évaluaient les dépenses que ces améliorations avaient nécessitées.

(1) Voy. le texte original p. 27 et suivantes.
(2) id. p. 29 id.

CHAPITRE III.

Des conduits d'eau (éviers) faits au bas des maisons (1).

Tout propriétaire était tenu d'établir dans sa maison un évier (*aqueria*), par lequel s'écoulaient les eaux ménagères ; cet évier devait être fait de manière à empêcher cette eau de tomber de haut dans la rue, mais de s'y écouler par le bas des maisons, sans se répandre trop sur le pavé.

CHAPITRE IV.

De la chose obligée en gage et devant être vendue (2).

Ce chapitre détermine les délais après lesquels des meubles remis en gage pouvaient être vendus.

CHAPITRE V.

Du gage donné sur les navires pour quelque somme (3).

Ce chapitre a trait aux assurances maritimes.

CHAPITRE VI.

Comment les marchés faits et les ventes doivent être observés (4).

Dans ce chapitre il est dit que le denier à Dieu (*Denarius Dei*), ou les arrhes rendent un marché ou une vente parfaite entre personnes ayant qualité pour contracter.

(1) Voy. le texte original, p. 30 et suivantes.
(2) id. p. 31 id.
(3) id. p. 32 id.
(4) id. p. 34 id.

CHAPITRE VII.

De ceux qui doivent être préférés dans les ventes (1).

Un meuble acheté de bonne foi ne pouvait être revendiqué, après trois ans, par son légitime propriétaire.

CHAPITRE VIII.

De ceux qui ne peuvent être forcés de vendre leurs possessions à la commune (2).

La prise de possession ne pouvait avoir lieu sans une juste et préalable indemnité, d'après une estimation faite par deux hommes probes, et dans ce cas la commune n'occupait qu'après le paiement de l'estimation : ce qui n'avait lieu que lorsque la nécessité et l'utilité publiques le permettaient : *pro magna necessitate et utilitate comunis.*

CHAPITRE VIIII.

Des chairs salées (3).

Elles devaient être vendues au poids.

CHAPITRE X.

De la vente de l'étain (4).

Elle ne pouvait se faire à nul autre quintal qu'à celui de Marseille.

(1) Voy. le texte original p. 35 et suivantes.
(2) id. p. 37.
(3) id. p. 38.
(5) id. p. 38.
(6) id. p. 39.

CHAPITRE XI.

*De ceux qui ont l'*honneur (*propriété*) *libre et qui peuvent le vendre librement* (1).

Ils pouvaient le vendre comme et à qui ils voulaient, excepté à ceux qui ne pouvaient acquérir.

CHAPITRE XII.

Des cuirs et des basanes (2).

Quiconque achetait des cuirs altérés (*affolatæ*) devaient les vendre tels et ne pas les mêler à des cuirs d'une bonne qualité.

CHAPITRE XIII.

Du chanvre cru (3).

Il ne devait être vendu qu'après l'acquittement du droit et par *centenaria* (4).

CHAPITRE XIIII.

Du coup donné aux éminots quand le blé ou le sel seront mesurés (5).

On punissait du fouet les mesureurs surpris en contravention. Les mesures devaient être aux armes de la ville.

(1) Voy. le texte original p. 39.
(2) id. p. 39.
(3) id. p. 40.
(4) La *centenaria* avait cent cannes de longueur, suivant les termes mêmes du statut.
(5) Voy. le texte original p. 41.

CHAPITRE XV.

Des charges de bois (1).

Il était défendu, sous peine du fouet, de refaire les charges de bois.

CHAPITRE XVI.

Des cordes ne devant être faites si ce n'est avec du chanvre femelle (2).

Les cordiers étaient tenus à employer le chanvre, tel que le prescrit ce statut.

CHAPITRE XVII.

Comment les boutes (*tonneaux*) *devaient être faites et vendues par les* boutiers (*tonneliers*) (3).

Ce chapitre fait connaître la manière dont il fallait que les tonneaux fussent faits, leur forme, leur capacité et les bois qu'on devait y employer.

CHAPITRE XVIII.

Comment les pierres doivent être vendues (4).

Ce chapitre détermine la longueur, la largeur et la hauteur des pierres de taille.

CHAPITRES XVIIII, XX, XXI, XXII, XXIII, XXIIII et XXV.

Des sociétés et des commandites (5).

Tous ces chapitres règlent les sociétés ou conventions commerciales ou autres.

(1) Voy. le texte original p. 42.
(2) id. p. 43.
(3) Voy. le texte original ainsi qu'une note y relative, pag. 44. et suiv.
(4) id. p. 45.
(5) id. p. 46.

CHAPITRE XXVI.

Des donations par les parents devant être révoquées en faveur des fils (1).

Toute donation, à l'exception des biens donnés en dot ou d'une donation *propter nuptias*, pouvait être révoquée.

CHAPITRE XXVII.

De la cession de la peine et de la vente du nom prohibées (2).

Le cessionnaire était au lieu et place du cédant.

CHAPITRE XXVIII.

Des portes des inquilins (*locataires*) *devant être fermées pour les* pensions (*loyers*) *non payées* (3).

Le propriétaire pouvait retenir ses meubles : *rauba*.

CHAPITRE XXVIIII.

Des choses données en emphytéose (4).

Un emphytéote ne pouvait ni vendre, ni aliéner sans le consentement du seigneur.

CHAPITRE XXX.

Des possessions données pour un certain cens (5).

Il était établi par ce chapitre que celui qui avait un fonds

(1) Voy. le texte original p. 55.
(2) id. p. 56.
(3) id. p. 57.
(4) id. p. 58.
(5) id. p. 59.

pour lequel il était tenu à donner le cens en argent ou en blé ou tout autrement devait l'acquitter annuellement, sous peine de perdre le fonds, trois mois après l'époque fixée pour l'acquittement du cens.

CHAPITRE XXXI.

Du fonds donné à quelqu'un, ne devant être remesuré ou de nouveau dextré (1).

Un an après la vente, le vendeur n'était plus dans le délai nécessaire pour faire renouveler l'opération du mesurage du fonds : *non liceat remensurare seu recannare, vel iterum dextrare.*

CHAPITRE XXXII.

Des fermiers des vignes et des champs (2).

Si pendant trois années consécutives, la vigne n'avait reçu aucune culture ou le champ avait été négligé, le colon pouvait être renvoyé, malgré son bail, à moins qu'il pût alléguer d'en avoir été empêché par la guerre ou la captivité de sa personne.

CHAPITRES XXXIII et XXXIIII.

De ne pas mettre de nouvelles servitudes à un fermier (3).

L'acheteur d'un fonds était tenu d'observer les conditions faites par le vendeur à celui auquel il l'avait loué.

(1) Voy. le texte original p. 66.
(2) id. p. 67.
(3) id. p. 69.

CHAPITRE XXXV.

Du Trézain ne devant être donné pour la chose censale octroyée en paiement de la dot (1).

Il était interdit de payer des lods ou des trézains sur les biens remis en acquittement de dot.

CHAPITRE XXXVI.

Des Trézains donnés aux viguiers pour les biens aliénés des mascarats (2).

A Gênes on appelait mascarats ceux qui avaient adhéré à la faction des Gibelins ; il paraîtrait que les Marseillais qui tenaient aux Gibelins, portaient aussi le nom de *mascarats*. Ce statut ne tarda pas, du reste, à tomber en désuétude.

(1) Voy. le texte original p. 71.
(2) id. p. 71.

FIN DU LIVRE TROISIÈME.

STATUTA MASSILIE

LIBER QUARTUS.

Incipit liber quartus.

CAPUT I.

Quod omnia ligna aqua plena leuentur a portu Massilie (1).

Ordinamus obseruandum quod nulla nauis uel lignum aliquod caupulus ue uel barqua aliqua teneantur deinceps uel sustineantur plena in portu seu in aliqua parte portus Massilie aqua scilicet et quod si qua ibi erunt plena extrahuntur inde. Et aqua et lutum atque fimus quecumque ibi sunt hauriantur et extrahantur inde et eleuentur siue sint naues siue ligna alia infra terminum eis a curia statuendum. Et si quis dominus nauis uel aliorum lignorum quorumcumque predictorum infra terminum sibi constitutum hoc non fecerit nisi iusto impedimento hoc remanserit puniatur inde taliter quod pro naue

(1) *Que tous les bois pleins d'eau soient enlevés du port.*

qualibet et hysneca uel coca compellatur dare comuni Massilie penam arbitrio rectoris uel consulum Massilie. Et de ceteris lignis omnibus supra dictis prout consulibus uel rectori Massilie uidebitur faciendum. Et nihilominus pena soluta id quod negletum est facere compellatur.

CAPUT II.

De barquilibus faciendis in transuersijs Massilie de portu (1).

Ordinamus hoc presenti capitulo ut rector uel consules Massilie qui pro tempore fuerint teneantur et debeant fieri facere in portu in extremitate scilicet uiarum transuersarum que descendunt ad portum in singulis unum barquile in quo tota terra et rumenta omnia que per dictas uias transuersias adducuntur ab acquis pluuialibus ad dictum portum possit uel possint remanere scilicet in barquili dicto uel fouea ut ita per predicta barquilia dictus fimus dicta que omnia rumenta retineantur ne portum intrare possint sed et postmodum transacta dicta pluuia inde extrahantur et alibi exportentur.

(1) *Des* barquious *(réservoirs) devant être établis aux traverses aboutissant au port de Marseille.*

Hijs de nouo addimus qui nobis uidetur facilius esse retinere terram et omnia alia rumenta per dictas uias et transuersias ne intrent dictum portum quam de dicto portu extrahere postquam introïrent. Ideo duximus prouidendum quod nulla persona audeat terram uel scobillam uel fimum uel lapides uel cenradam uel quicquam aliud mobile quod posset nocere portui immittere uel impingere uel prohicere in aliqua parte dictarum uiarum postquam aque pluuiales incipient currere per dictas uias uersus portum nec eciam antequam incipiant fluere dicte aque si illa taliter in imissa uel proiecta in dictis uijs talia sint uel erunt uel essent quod aque fluentes possent facile illa trahere secundum solitum cursum aquarum pluuialium ad portum aut uersus portum aut mouere de loco ubi essent proiecta uel missa. Et si qua personna contra fecerit cogatur soluere nomine pene pro qualibet uice quinque sol. reg. coronat. cuius pene medietas sit accusantis seu denunciantis et alia medietas curie Massilie. Et quod hoc statutum preconizetur publice quolibet mense per totam ciuitatem Massilie.

Non tamen prohibemus quin dum plueret uel post uel ante possint predicta remoueri de cursu illarum aquarum pluuialium siue de carreria trahendo illa uersus parietes et latam dictarum uiarum.

CAPUT III.

Ne aqua turpis uel stercora uel fimus in carrerijs Massilie prohiciantur (1).

Constituimus hoc presenti capitulo quod nullus in hac ciuitate stagiam faciens prohiciat uel prohici faciat aquam turpem aut stercus uel fimum in carrerijs publicis ciuitatis Massilie per fenestras siue ab alto quod si quis contra fecerit soluat inde comuni pro banno XII denarios singulis uicibus quibus hoc faciet.

Statuentes insuper quod rector uel consules Massilie qui pro tempore erunt teneantur eligere infra mensem ab ingressu sui regiminis sex bonos homines qui curam habeant tenendi carrerias publicas Massilie mundas a fimo et immundicijs et specialiter carrerias que sunt iuxta uel prope portum et imponendi dictum bannum omnibus prohicientibus uel aliquid aliud turpe et similiter illis qui non tenerent eas mundas.

Huic statuto de nouo addimus quod si contra prohibicionem in presenti capitulo factam de aqua uel stercore uel fimo non prohiciendis factum fuerit et in illa proiectione aliqua persona per illam aquam

(1) *De l'eau sale, de la fiente et du fumier ne devant être jetés dans les rues de Marseille.*

uel stercus uel fimum in carreria publica erit tacta puniatur prohiciens in quinquaginta sol. curie per soluendis. Et si ille prohiciens hanc penam soluere non poterit per ciuitatem Massilie fustigetur. Et hoc singulis statutum preconisetur per ciuitatem Massilie mensibus ad hoc ut predicte pene sciantur. Et facta que superius in presenti capitulo prohibita sunt fieri euitentur.

CAPUT IIII.

De fimo uel terra uel scobillis non prohiciendis in certis locis Massilie (1).

ORDINAMUS hoc presenti statuto ut nullus de cetero sit ausus mittere uel imponere fimum uel terram uel scobillas aliquas seu lutum in uijs seu in aliqua parte ipsarum uiarum que sunt et protenduntur a portali Callate usque ad collam de ualle fogueressa nec in uia seu uijs que sunt et protenduntur de portali Laureti usque ad archus et usque ad collam Sancti Stephani et usque ad collam Sancti Michaelis nec in uia seu de uijs que protenduntur a portali Fontis usque ad collam Duranti sarracene et usque ad uiridarium quondam Guirandi Amelji nec in uia seu in uijs que sunt et

(1) *Du fumier, ou de la terre, ou des balayures ne devant être jetées qu'en certains lieux hors de Marseille.*

protenduntur de portali Sancti Martini usque ad fontem coopertum. Et de fonte cooperto protenditur usque ad ortum Hugonis de Conchis nec in uia que est et protenditur de fonte cooperto usque ad collam de Syer Marin uersus ciuitatem nec in uia que est et protenditur usque ad uiam que intrat ciuitatem per portale de Annonaria de turribus. Et si quis contra hec fecerit puniatur inde singulis uicibus quibus contra hoc fecerit in XII den. de quibus XII den. medietas sit accusantis et alia medietas sit comunis Massilie. Et de hijs qui audiendis et custodiendi et accusantis teneantur illi probi uiri qui debent esse in officio de stratis publicis uidendis et allargandis. Et predicti banni medietas sit eorum et altera comunis Massilie et illi possint imponere penam seu bannum imponentibus fimum uel lutum ut supra dictum est in locis supra prohibitis usque ad V sol. cuius pene medietas sit eorum et altera communis Massilie.

CAPUT V.

De fimo portus ter in anno a caupolerijs portando (1).

Statuimus ut quilibet caupolerius in Massilia stagiam faciens teneatur ter in anno deferre et

(1) *De l'enlèvement, trois fois par an, du* fumier (*de la boue*) *du port ainsi que des débris apportés par les bâtiments.*

facere deferri unam caupolatam cum suo caupolo uel cum alio de fimo extracto a comuni seu ad expensas comunis de portu extra buocam portus illuc scilicet ubi consuetum est fimum prohici et illi qui preerunt negocijs maris teneantur ad hoc compellere dominos caupolorum tam discoopertorum quam coopertorum. Ita tamen quod dictus fimus expensis comunis Massilie in ipsis caupolis honeretur.

CAPUT VI.

De nauibus que dabunt latus in portu Massilie (1).

Hac presenti constitucione deinceps statuimus obseruandum quod si nauem uel naues aliquorum parcionarium contigerit dare latus in portu Massilie quod antequam dicte naues parentur ad latus dandum quod duo maiores domini seu parcionarij dictarum nauium et gardiani earundem nauium iurent ad Sancti Dei Euangelia et teneantur iurare ne lapides uel saoram uel alia aliqua rumenta prohiciant uel prohicij faciant uel permittant prohici uel cadere in portu Massilie. Et idem dicimus obseruandum de nauibus et de lignis que honerare uoluerint in portu Massilie uel extra buoca portus usque ad gorgonassam de

(1) *Des navires qui doivent* la latte (*) *dans le port de Marseille.*
(*) En français *droit de lelaige.*

blado uel de sale. Et de predictis seruandis et custodiendis et contra non ueniendis teneantur speciali sacramento illi probi uiri Massilie qui erunt statuti pro tempore super facto maris qui predictos iurare faciant sicut superius dictum est quod si aliquis contra faceret compellatur dominus nauis uel ligni a qua uel a quo prohiciatur dicta saora uel rumenta seu lapides pro singulis banestonis proiectis in dicto portu uel ad minus curet eijcere uel eijci facere de luto dicti portus unam caupolatam suis expensis si uero in buoca portus Massilie scilicet a Torreta usque ad punctam Gorgonasse aliquid eijceretur de saora uel rumentis seu lapidibus compellatur dominus nauis uel ligni dare uel soluere comuni Massilie pro pena nomine pene centum sol. reg. pro singulis uicibus que pena portui curando applicetur de qua pena habeat gardianus qui hoc reuelauerit X sol. Et hoc capitulum preconisetur per ciuitatem Massilie annuatim ter in anno. Addentes quod extranei quorum erunt ille naues que aptabuntur antequam aptentur in portu Massilie satisdent et sacramento teneantur non honerare peregrinis extra portum Massilie eo anno a Monacho usque ad collem Liberum.

Item statuimus ut omnis calafatus qui sit maior capitaneus alicuius operis nauis antequam incipiat opus facere dicte nauis iuret et teneatur iurare ad Sancta Dei Euangelia illis probis hominibus qui sunt uel essent pro tempore officiales

portus Massilie de portu mundo custodiendo et de seruandis statutis factis super facto portus et si inciperetur opus facere ante sacramentum prestitum puniatur in hoc scilicet quod teneatur extrahere seu extrahi facere unam caupolatam fimi de portu nomine pene.

Item quod omnis nauis et omnis lignum cooperta uel coopertum uel discooperta uel discoopertum que uel quod dabit latus in portu Massilie det tantumdem quando raspabitur seu torquebitur seu quando sit rasparia o si torquaria que non brusquet quantum daret si bruscaua.

CAPUT VII.

De nauibus conductis ad naulum (1).

Statuimus ut ille qui nauem uel aliud quodcumque lignum ad naulum conduxit uel conducet ad aliquem locum certum ducendam uel ducendum uel mittendum aut mittendam si ultra locum nominatum eam uel illud duxerit uel ducet aut miserit uel mitteret nisi iusto et manifesto impedimento hoc fecerit uel faciet si naui illi uel ligno periculum uel dampnum contigerit tunc nauem illam uel lignum emendare et naulum soluere teneatur et compellatur. Quod si salua nauis uel

(1) *Des navires loués pour le nolis.*

lignum inde rediret tunc naulum totum conuentum et insuper extimacione facta per milliaria de eo quod ultra certum locum duxerit naulum inde tribuat. Si uero infra nominatum locum ubi portus sit uel non sit ierit uel ibit uel nauem uel lignum miserit ut supra dictum est tunc naulum totum quod conuenerit soluat. Sed de periculo uel dampno si quod naui uel ligno sine culpa inde contigerit non teneatur. Et hoc intelligimus et dicimus de naue uel ligno ad scarum conducta uel conducto.

CAPUT VIII.

De eodem (1).

Si quis nauem alicui uel aliquibus ad aliquem locum nominatum ducendam locauerit uel locabit et certo termino et nauem ipsam locator dictus pro ut conuenit statuto termino illuc duxerit uel miserit si ille qui nauem conduxit eam caritabit uel non caritabit naulum inde conuentum dare teneatur quod si naulum non dederit si dominus nauis uel ille qui nauem duceret uel mitteret de naulo illo minus haberet qui nauem conduxit illud restaurare teneatur locatori predicto. Sed si ad terminum quem conuenerit nauem non duceret uel non mitteret et hoc iusto impedimento remaneret

(1) *Du même chapitre (des navires loués pour le nolis).*

si postea conuenienti tempore illuc sine fraude nauem duceret uel mitteret conductor siue eam caricauerit siue non tunc naulum dare inde locatori teneatur uel quantum minus de naulo illo ille qui locauit haberet uel in eo loco ab alijs habere potuit. Quod si iusto impedimento illud non staret et nauem dicto termino quo debebat non duceret uel non mitteret tunc totum dampnum quod conductor inde haberet locator nauis eidem conductori restituere compellatur.

CAPUT VIIII.

De eodem capitulo (1).

Si quis nauem alicui in aliquod uiagium ducendam locauerit uel locabit et pro naulo inde sibi conuento pignus uel arrhas ab eo qui conduxit uel conducet accipit uel accipiet et ille qui conduxit pignus uel arrhas pro inde dabit uel dedit et illuc ire pro ut conuenit nollet nisi iusto et manifesto impedimento remaneret pignus uel arrhas illas amittat et insuper restituat ei qui pignus accipiet totum dampnum sine interesse quod inde haberet pignoribus tamen uel arrhis computatis in dampno illo uel interesse. Si uero iusto impedimento remaneret uel impediretur dictus conductor in nichilum teneatur. Et conuerso autem te-

(1) Du même chapitre (*des navires conduits pour le nolis*).

neatur similiter qui tamen locauit et pignus et arrhas dictas accipit uel accipiet dicto conductori. Iustum si quidem impedimentum intelligimus aut infirmitatis aut capcionis aut detencionis a domino uel a iudice facte sine culpa sua et hijs similia.

CAPUT X.

De eodem capitulo (1).

Si quis nauem uel aliud quodcumque lignum alij locauerit uel locabit et eam uel illud postea nolit uel nollet concedere uel dare nisi ille qui conduxit precium nauli eidem locatori accresceret statuimus ut quidquid pro inde qui locauit ab eodem conductore uel alio pro eo accipit uel accipiet eidem conductori sine mora reddere teneatur. Similiter hoc eadem obseruanda decernimus inter eos et ab eis qui auera aliqua portanda per terram alicubi conduxerint aut conducent uel dederint aut susceperint ad uecturam.

Statuentes quod in casibus omnibus supra dictis qui plus hac occasione a conductore extorserit non solum illud conductori restituat sed et tantumdem pene nomine soluat cuius medietas sit curie et altera conductoris et hoc per officium precipimus expediri.

(1) Du même chapitre (*Des navires conduits pour le nolis*).

CAPUT XI.

De nauibus non tenendi in portu Ratonelli certis temporibus (1).

Statuimus hoc presenti capitulo quod nullus de Massilia mittat uel teneat nauem de cetero a festo Sancti Michaelis usque ad Pascha in portu Ratonelli qui est in insula nostra Sancti Stephani et quis contra fecerit puniatur inde in L lib. reg. uel in plus arbitrio rectoris uel consulum predictorum.

Statuentes similiter quod aliqua nauis non possit stare in portu Massilie uersus buocam ipsius portus Massilie ab illo pilari in quo est quedam crux sculpta inter domum Guillermi Cornuti quondam et domum Bernardi Bainberi sicuti recto limite protenditur per ipsum portum siue uersus ipsum portum et quod alique naues non possint se ormeiare uel prohicia ponere ad Torretam portus que est in medio portus.

CAPUT XII.

De omnibus nauigantibus Massilie qualiter se habere debeant erga Massilienses (2).

Constituimus ut omnes nauigantes in nauibus Massilie exceptis peregrinis cruce signatis aut

1) *Des navires qui ne devaient être tenus dans le port de Ratonelle* (Ratoneau) *hors des temps prescrits.*

(2) *De tous les navigants de Marseille; comment ils devaient se comporter envers les Marseillais.*

alijs sanctorum lumina uisitantibus teneantur speciali sacramento iurare manutenere saluare et defendere in rebus et personis contra omnes personas homines Massilie et de districtu eius in terra et in mari et ubicumque quandiu perseuerauerint in uiagio quod inceperint cum hominibus Massilie. Et insuper idem teneantur obedire consulibus Massilie in terra illa constitutis pro tempore in personis et rebus et expendere per solidum et libram cum hominibus Massilie ad mandamentum et uoluntatem dictorum consulum et huiusmodi sacramentun faciant fieri et recipi seu recipiant illi qui presunt pro tempore expediendis negocijs maris pro comunis Massilie ab omnibus predictis.

Statuentes similiter quod homines Massilie et consules in terra illa constituti teneantur iurare et iurent manutenere saluare et defendere bona fide omnes nauigantes cum eis tanquam homines Massilie. Et hoc dicimus saluis pactis factis inter ciuitatem Massilie et ciuitates alias seu personas.

CAPUT XIII.

De Januensibus non nauigandis per pelagus a portu Massilie uel in nauibus Massilie (1).

AD pacem conseruandam quam habet comune Massilie eum Januensibus et quia publice inter est

(1) Des Génois qui ne pouvaient naviguer dans la haute mer et arriver dans le port de Marseille, ainsi que de voyayer sur des bâtiments de cette ville.

ut pax et concordia facta inter ciuitatem Massilie et Januene firmiter obseruetur hoc presenti statuto duximus inuiolabiliter obseruandum ut nullus Januensis uel aliquis de eorum districtu nauiget uel possit de cetero nauigare per pelagus eundo uel redeundo in nauibus hominum Massilie uel in alijs apud Massiliam portum faciant nisi secundum formam pacis facte inter Massilienses et Januenses et hoc statutum teneantur rectores et consules qui pro tempore fuerint seruare et seruari facere speciali sacramento et ipsum non permittant ab aliquo uel aliquibus infringi.

CAPUT XIIII.

De uexillo cum cruce comunis Massilie portando in nauibus et de alio uexillo non portando (1).

STATUIMUS quod quilibet nauis hominum Massilie portet et portare teneatur in naue uexillum comunis Massilie cum cruce extensum in altum. Et quod aliqui ciues Massilie domini nauium non possint nec debeant deferre in nauibus suis infra portum Massilie uel extra aliquam segneriam uel uexillum aliquod comunitatis alicuius ciuitatis nisi tantum uexillum comunis Massilie cum cruce excepta terra Surie in qua illi ciues Massilie domin

(1) *De l'étendard avec la croix de Marseille devant être arboré par les navires et d'un autre drapeau ne devant être porté.*

nauium qui in illa terra maiori gaudent libertate quam celeri ciues Massilie comuniter possint aliud uexillum in suis nauibus ponere dum tamen in illis nauibus sit semper uexillum comunis Massilie cum cruce in altum extensum.

CAPUT XV.

De marinarijs (1).

Si quis conduxerit marinarios uel alios operarios aliasue personas qui ei pro precio seu loquerio constituto aliquid licitum se facturos conuenerint statuimus ut illi id quod conuenerint complere teneantur nisi iusto impedimento et euidenti remaneret dum tamen et ille persone marinarij scilicet uel operarij tales sint que alijs ad ea se ualeant obligare et si forte contingeret quod arbor nauis in qua predicti irent uel temo uel temonaria uel antene uel aliud simile romperetur uel si nauis illa aquam nimiam faceret illis aptatis nichilominus predicti conducti id quod conuenerint pro eodem precio ut supradictum est complere teneantur quod si complere nollent quantum plus precij siue loquerij conuenti illis uel dati uel alijs propter ea sine fraude datum esset restituere compellantur et si plus precio uel loquerio primo conuento eis datum uel promissum fueri ideo quia quod promiserat complere no—

(1) *Des mariniers.*

lebant si plus acceperint illud reddere compellantur et si plus eis pro inde promissum uel conuentum fuerit his qui promiserat illud uel conuenit eis dare non teneantur. Et si forte marinarius aliquis infra uiagium inceperat aufugeret uel nauem desampararet nisi iusto impedimento hoc faceret statuimus ut totum loquerium quod inde habuerit domino nauis uel ductori reddere teneatur et similiter nichilominus totum loquerium quod alij pro eo deficiente dominus dicte nauis uel ductor dederit domino nauis restituat uel ductori et insuper tantundem nomine pene comuni Massilie tribuat.

Decernentes similiter quod prope dictum fugiciuum liceat authoritate huius capituli domino uel ductori dicte nauis in fuga dicta uel post ea ubicumque eum inueniet capere uel detinere pro uoluntate sua et eundem uinctum et eciam bene custoditum uel aliter ad rectorem uel consules Massilie adducere authoritate sua scilicet ipsius domini uel ductoris nauis taliter tamen quod propterea dictum fugiciuum non uerberet uel uulneret aut membra aliqua ei frangat siue ledat.

Si uero contingeret quod dominus uel ductor nauis relinqueret alicubi aliquem marinarium non culpa tamen dicti marinarij teneatur dominus uel ductor nauis reddere et restituere dicto marinario totum loquerium sibi conuentum et ultra omnes expensas quas dictus marinarius faceret pro redeundo in Massiliam.

CAPUT XVI.

De eodem [1].

Si quis marinarios aliquos conduxerit uel conducet ad certum loquerium uelut apud Ceptam uel Bogiam uel ad alium locum et conuenerit inter eos de redeundo Massiliam pro eodem loquerio statuimus ut si dominus uel ductor nauis uel ligni apud Ceptam uel locum quo ierit uel ibit nauem illam totam uel aliud lignum uenderet quod totum loquerium dominus nauis uel ductor et expensas reuertendi Massiliam ipsis marinarijs dare ibi uel soluere teneantur nisi de uoluntate illorum marinariorum remaneret.

Si uero dictus dominus uel ductor ibidem aliam nauem uel lignum emeret uel aliter acquireret dicti marinarij pro eodem loquerio sibi ut dictum est conuento teneantur complere inceptum illud uiagium in dicto ligno uel naue predicta nisi de uoluntate dicti domini nauis aut ligni uel ductoris remaneret. Et dicta nauis a massiliensibus uendita fuerit aut lignum alijs massiliensibus qui emptores illius nauis uel ligni idem uiagium facere debeant cum ipsa naue uel ligno dicto quod primi domini uel ductores facere proposuerant. Statuimus ut dicti marinarij teneantur tunc sequi dictos emptores illius nauis uel ligni in ipso uiagio pro loquerio eis conuento a primo domino uel a primis dominis nauis predicta uel ligni predicti.

(1) *Du même chapitre* (des mariniers.)

CAPUT XVII.

De eodem (1).

STATUIMUS ut omnes marinarij qui conuenerint uel conuenient uel promiserint mercede conuenta uel loquerio aliquo uel aliquibus quandocumque se ituros in aliqua naue in aliquod uiagium teneantur speciali sacramento quod nullo modo ex quo nauis causa eundi in dictum uiagium erit extra buocam portus Massilie iaceant de nocte extra nauem illam sine licencia uel uoluntate naucherij dicte nauis qui naucherius debeat uel possit dare licenciam alicui marinariorum predictorum quin ad minus tercia uel quarta pars marinariorum dicte nauis iaceat qualibet nocte in dicta naue et quod predicti marinarij ibi et alibi dicte nauis seruicia debita facianti bona fide nisi iusto et euidenti impedimento remaneret alioquin si contra fecerint puniantur inde de ea transgressione prout superius dictum est in alio capitulo facto de marinarijs quod incipit si quis conduxerit marinarios uel alios, eta.

Hoc statutum approbantes et nichil de precedentibus tollentes addimus quod infra sequitur uidelicet quod ad minus tercia pars ipsorum marinariorum stet et jaceat qualibet nocte in eadem naue extra buocam portus Massilie et medietas

(1) *Du même chapitre* (des mariniers).

apud insulas Massilie. Ita tamen quod domini uel ductores illarum nauium teneantur prouidere illis marinarijs in cibo et potu quandiu iacuerint et moram fecerint pro sua uezenda in illis nauibus tam extra buocam portus quam ad insulas Massilie.

Si uero aliquis ex predictis marinarijs negligentes fuerint in hoc facto contra hec temere ueniendo pro singulis uicibus quibus contra fecerint dicta naue existente ad insulas Massilie in XX sol. curie applicandis puniatur.

Decernentes quod scriptores dictarum nauium speciali sacramento teneantur accusare et manifestare curie Massilie et syndico portus Massilie omnes illos marinarios qui in hoc facto fuerint transgressores et qui uezendam sibi iniunctam non fecerint ut superius est expressum.

Si uero aliquis uel aliqui dominorum dictarum nauium noluerint dictis marinarijs predicta seruicia facientibus in uictualibus ut dictum est prouidere pro singulis uicibus quibus contra uenerint in singulis dictis locis simili pena dictis marinarijs imposita puniantur et quod aliqui marinarij non exeant de nauibus que uenerint de uiagijs in Massiliam quo usque ipse naues bene fuerint ormeiate alioquin quilibet eorum in XX sol. puniantur.

Predicte autem pene si commisse fuerint comuni Massilie applicentur.

CAPUT XVIII.

De cibarijs marinariorum (1).

Constituimus ut naues de ultra mare uenientes stantes que in dicto uiagio alicubi teneantur tunc dare uictualia marinarijs suis à festo natiuitatis Domini in antea uel XV sol. reg. pro uictualibus pro inde cuilibet marinario singulis mensibus à dominis uel ductoribus nauium dentur qui marinarij si nauem desererent hoc eis obseruato puniantur inde in personis et rebus arbitrio rectoribus uel consulum Massilie. Et quod dictum est de uictualibus locum habeat nisi in contrarium forte inter dominos uel ductores nauis dicte et dictos marinarios conuenerit de hijs concorditer.

Statuentes similiter quod quilibet nauis que honerabit peregrinos in Massilia uel domini earum satisfaciant marinarijs de suo loguerio in hac terra antequam collet de insula Massilie. Et quod nullus a modo dominus nauis uel ductor quilibet portet uel ducat aut habeat in naue aliqua faciente uiagium a Massilia ultra quatuor marinarios ultramontanos nisi essent ciues Massilie facientes ibi stagiam suam. Et si quis dominus uel ductor nauis contra hoc uenire presumeret quandocumque puniatur inde a rectore uel consulibus Massilie pro singulis marinarijs in C sol. quotquot essent.

(1) *Des aliments des marins.*

Decernentes similiter quod omnes marinarij quicumque ibunt in nauibus Massilie teneantur et debeant esse et eciam iurent ad Sancta Dei Euangelia esse obedientes consulibus statutis Massilie et in terris illis ad quas nauigabunt in nauibus Massilie. Et si quis marinarius non Massiliensis contra hoc uenire presumeret non obediendo ut suo consuli dictisue consulibus ab inde nullatenus nauiget ille marinarius usque ad tres annos tunc proximos in aliqua naue Massilie et ultra hec si inueniretur in Massilia nichilominus puniatur inde in LX sol. a rectore uel comuni Massilie.

CAPUT XVIIII.

De garnizonibus in navibus portandis (1).

GENERALITER decernimus obseruandum a modo quod omnes mercatores portantes in aliqua naue Massilie ualens C. lib. reg. uel amplius habeant et portent loricam ad minus uel ausbergotum in quodcumque uiagium ibunt per pelagus et similiter omnes portantes ualens duc. lib. uel amplius

(1) *Des garnisons (armes) portées dans les bâtiments* (*).

(*) Garniso, species armaturæ, f. eadem quæ Italis Garzerino, Lorica, Gallis *Jaseran*.

Glossaire de Ducange.

portent garnizonem et pro seruiciali suo ausbergotum uel curellum et similiter portantes ualens minus C lib. per punctum et scutum cum galea.

Et si quis huiusmodi statuti contemptor fuerit contra hoc ueniendo puniatur inde a rectore uel consulibus Massilie in LX sol. quociens contra hoc uenire attemptabit. Et hec teneantur facere attendi domini uel ductores nauis in qua uehentur uel ibunt domini supradicti eaque dicere et nota facere rectori uel consulibus dictis pro comuni Massilie sine mora cum erunt reuersi domini uel ductores dicte nauis Massilie.

Addentes insuper huic capitulo quod domini nauis seu nauium que fuerint duorum milium quintalium et supra in quibus nauibus uehentur mercatores portent in singulis nauibus duas balistas de cornu ad minus de duobus pedibus et quod ducant secum pro marinario quendam balistarium et ex quo nauis erit a quatuor milibus quintalibus supra portent domini nauis duas balistas de duobus pedibus et unam balistam de torno et unum balistarium similiter pro marinario et ad predicta facienda teneantur habere curam illi probi uiri qui fuerint pro tempore statuti super facto maris nauium Massilie que baliste sint bene garnite de omnibus garnimentis sibi necessarijs et sint ad minus CC lib. carrelli pro singulis balistis.

CAPUT XX.

De aueris super coopertam non ferendis (1).

Statuimus ut nulla persona scilicet naucherius uel domini nauis uel mercatores uel marinarij aut quelibet alia persona deferat aut portet uoluntarie merces aliquas supra coopertam in aliqua naue nisi forte subtiles merces in capsia de quibus naulum non datur exceptis inde nauibus ab altra marinis partibus redeuntibus uel uenientibus que habeant duas uel plures coopertas quibus liceat in prima cooperta portare et hoc sine fraude et si quis contra hoc fecerit uel faciet et iactus illarum rerum que supra coopertam ueherentur factus erit iusto timore maris uel cursariorum ille cuius res tunc iacte fuerint si uoluntate eius expressa supra coopertam misse uel honerate fuerint nichil inde recuperet ab aliquo nec ob hoc possit aliquem qui predicto modo iactauerit aut alios conuenire. Et insuper domini illius nauis qui in naue sunt uel erunt nomine pene C marchas argenti pro iusticia inde comuni Massilie presture cogantur a rectore uel consulibus Massilie. Et preterea si quod dampnum alijs mercatoribus contingeret illud totum ille uel illi dicti

(1) *Des choses ne devant être portées sur le couvert des bâtiments.*

quorum res dicte iactate fuerint et dicti domini nauis pariter restituere dampnum passis teneantur. Et quod dictum est de dictis dominis nauis intelligi similiter uolumus de illis omnibus qui nauem in commanda habebunt aut eam nauem uelut exercitores ducent in eo uiagio et in naue tantum illa uehentur tunc temporis et si contra predicta conuencio aliqua inter mercatores et dominos nauis facta fuerit nullatenus ualeat. Que autem dicta sunt in hoc capitulo uolumus et statuimus obseruari in reditu nauium duntaxat quem naues aliqua facient ab aliquibus partibus uersus Massiliam siue quandocumque uenient ad has partes Massilie uerumptamen ab hijs omnibus excipimus omnes naues quocumque honus bladi aut fructuum ut est auellanarum nucium castanearum et sicuum et similium portarent et similiter omnes alias naues quecumque in aliquibus partibus honerare non deberent ex proposito cause exhonerandi cum honere suo uenire uersus Massiliam.

Item decernimus similiter obseruandum quod de pena supradicta C marcharum nullatenus ipsa nauis seu alij domini nauis illius aut commendatarij teneantur qui non uenirent uel essent in naue in qua contra prohibicionem predictam res alique ut dictum est ueherentur.

Statuentes preterea quod prope dictis in hoc capitulo contentis minime obstantibus quelibet nauis possit portare supra coopertam equos et alias bestias et lanam et braudrons si nauis ueniret de partibus Barbarie.

Ad hoc decernimus ut si auera in nauium missa deperdita uel deteriorata seu consumpta culpa domini nauis uel rectoris scilicet illius qui naui preerat regende et ducende uel uicio ipsius nauis esse dicentur et illi quorum sunt uel erunt auera deposuerint querimoniam audiatur questio et terminetur sine libello de plano et per officium tam in curijs Massilie quam coram consulibus Massilie extra Massiliam constitutis. Ita quod curia Massilie uel consules extra Massiliam per se uel per uiros prouidos neutri parti iusta racione suspectos super hijs ueritatem inspiciant et secundum bonam et equam extimacionem statuant sine strepitu iudicij quod uidebitur statuendum.

CAPUT XXI.

De hijs qui auera aliorum dissoluunt (1).

Si quis alterius auere in naue uel ligno aliquo positum siue honeratum. Et puta coria uel becunas seu stangnum uel aliquas alias merces absque uoluntate domini illarum mercium dissoluit uel dissolueret seu dissullaret et dampnum aliquod in dictis mercibus dissolutis siue peioramentum pro inde contingeret statuimus ut domini illius nauis uel ligni qui tamen in ea naue uel ligno irent uel essent

(1) *De ceux qui perdent les* AVOIRS *des autres.*

uel eciam illi qui eam nauem commendatam ducerent tunc omne dampnum et peioramentum illarum mercium restituant eidem domino mercium predictarum seu qui eas honerauit in dicto ligno uel naue sine mora et ultra hoc naulum amittant quod pro illis aueris dissolutis habere debebant et si illud habuerant restituere compellantur dicto domino mercium suo sacramento pro creditore de omni dampno et peioramento dictarum mercium sine alia probacione et hec omnia per officium explicentur.

CAPUT XXII.

De Judeis quot debeant uehi in singulis navibus (1).

Statuimus quod usque ad quatuor Judeos tantum ad plus et non ultra possint. Et debeant nauigare mercando seu aliter in qualibet seu una naue Massilie in quolibet uiagio ubicumque eat uel undecumque ueniat nauis illa excepto uiagio Alexandrie in quo ire non possint nec debeant et unusquisque dictorum iudeorum habeant semper et portet secum unam garnizonem ferream in eundo et redeundo in uiagio. Et quod Iudei pre–

(1) *Des juifs ; combien chaque navire doit en porter.*

dicti debeant tunc cessare et cessent in naue dicta qua ibunt a carnibus manducandis in quibus Christiani cessabunt inde.

Que autem dicta sunt de Iudeis non nauigandis ultra quatuor locum habeant in nauibus illis Massilie duntaxat que leuabunt uiagia sua ex proposito causa ueniendi uel eundi tunc Massiliam aut que de Massilia nauigabunt quandocumque et non in alijs.

Addentes in presento capitulo.........(1).. ......pro f.............ciuitatis Massilie ultra quatuor Iudeos quotquot.........Iudei possint adduci in ciuitatem istam ubicumque extra Massilie inueniantur.

CAPUT XXIII.

De conseruagijs conservandis (2).

Si quis inter se conseruagiūm fecerint uel facient in aliquod uiagium faciendum de uolun–

(1) Les points remplacent ici les passages illisibles qui existent dans le manuscrit original par suite de l'oblitération de l'écriture.

(2) *De la conservation de la conserve.*

Conserva Gall. *Conserve*, fœderatæ naues, quæ eumdem cursum tenentes sibi mutuam opem promittunt.

(*Glossaire* de Ducange).

La conserve était arrêtée par écrit ou verbalement. Voy. le chapitre 286, f° 83, du *Llibre de Consolat dels fets maritims ara novament corregit y emendat ab algunes declaracions de paravles als margens. — En Barcelona, en la Estampa administrada per Sebastia de Cormellas Mercader, any de MDCXXXV.*

tate spontanea uel mandato rectoris uel consulum Massilie illius loci nisi conseruagium dictum fieret in aliquod certum uiagium et penam sibi ad inuicem promiserint de hoc obseruando statuimus ut illi qui dictum conseruagium non obseruarent nisi iusto impedimento interueniente hoc facerent promissam penam conseruagium obseruare uolentibus soluere compellantur uel comuni Massilie si comuni uel alicui pro comuni dicta pena promissa fuerit quam penam si dicti fidem conseruagij rumpentes soluere nollent rector uel consules qui pro tempore erunt eos qui eam promiserunt ad soluendam dictam penam sine mora compellant.

Si autem pena promissa non fuerit sed solum dictum conseruagium statutum et conuentum fuerit inter eos statuimus ut rector aut rectores predicti tunc teneantur auferre nomine pene L marchas argenti per nauem ipsum conseruagium rumpentibus et de penis dictis nullatenus teneatur ipsa nauis uel eius domini nisi partes tantum ille quas in ea haberent ipsi deliquentes et similiter nisi illi soli qui in ea naue essent in illo uiagio rumpentes conseruagium dictum.

———

CAPUT XXIIII.

Qualiter domini et rectores nauium se habere debeant erga peregrinos (1).

Presenti constitucione decernimus quod domini nauium qui peregrinos portabunt si ipsi domini in nauibus illis ibunt uel si ipsi non ibunt illi quibus regimen et cura nauis in illo uiagio committetur iurent ad sancta Dei Euangelia quod bonam fidem gerent omnibus quos portabunt et speciali-

(1) *Comment les maîtres et les conducteurs des navires doivent se comporter envers les pèlerins.*

Nous croyons devoir donner ici, pour compléter les principes observés pour le transport des voyageurs dans les siècles précédents, le texte des chapitres 120, 121, 122 et 123 (f° 24 v° et f° 25 r°) du *Llibre de Consolat dels fets maritims.* (*)

Dret de barquer et gardia, del pelegri, qui mor en nau.

CAPITOL 120.

Lo barquer de la nau deu hauer del pelegri qui mora : les sabates el coltell e la correia, e lo guardia de la nau deu hauer les calces. E lo barquer e lo guardia ab dos ensémps deuen lo (**) sebollir en terra o en altra loch o gitar en mar.

De la uianda del pelegri qui mora en nau.

CAPITOL 121.

Encara mes que la vianda del pelegri o de tot altre home que mora en la nau, deu esser donada al Senor de la nau. E aquest

(*) *Voy.* le titre de cet ouvrage fort rare aujourd'hui et que nous avons déjà cité, à la page 110 du présent vol.

(**) Soterrar.

ter peregrinos in sanitate et egretudine uita et morte tam in personis quam in rebus eorum et si in potestate ipsorum dominorum seu rectorum nauis aliquis ex peregrinis quos portabunt deces–

capitol es axi fet entenent dels altres pelegrins e dels homens qui vagen de un loch en altre axi com dessus es dit.

De nolit paga : si pelegri resta , e de nolit de roba.

CAPITOL 122.

Si algun hom doquests hauia donat nolit al senyor de la nau. E volgues romandre, lo senyor noli es tengut de retre lo nolit. Encara si algun pelegri o altre hom o mercader nolieiara al senyor de la nau : e com seran en terra o en altra loch e uolra rendre son haver : e que no li bast aquell hauer al seu nolit quascu paga son nolit, ualla o no ualla aquest present hauer, que deura pagar son nolit, e si lo mercader haura altre hauer, que fos millor, aquell milor no ha damnatge per la plus auol (*), e axis paga lo nolit als senyors de les naus o dels lenis. E perço sont fet aquest capitol : quels mercaders no poguessen un a altre anganar ne manleuar sobre aco : que no ualria si en lo principal hauer.

De quo es tengut pelegri.

CAPITOL 123.

Aco deu fer pelegri a senyor de nau e tot hom qui en la nau, e vaia que es tengut de aiudar e de saluar e guardar la nau e de no abandonnar entro al cap de viatge : si donchs noufahien ab voluntat del senyor de la nau. E perço fon fet aquest capitol, car molts senyors de naus leuen menastrals per pelegrins e homens darmes : els fan millor mercat de nolit que no ferien si sabessen que sen uolien exir e molts mercaders no si mettrien si no perço, car saben que homens darmes hi van. Encara son tenguts los pelegrins e tots los altres qui en la nau iran : de esser e star al consell e a totes costumes que seran meses ne stablides en la nau.

(*) Dolent.

serit et de rebus suis aliquid disposuerit illud pro iuribus suis faciens obseruari.

Si uero nulla facta disposicione decesserit res

En donnant ici la traduction des chapitres qui précèdent du LLIBRE DE CONSOLAT, *nous nous empressons de faire savoir que nous devons cette traduction à l'obligeance de M. Mir, professeur de langue espagnole, auteur d'une grammaire trèse-stimée.*

Droit du capitaine ou patron d'un navire et du contre-maître, du passager qui meurt dans un navire.

CHAPITRE 120.

Le capitaine ou patron du navire doit avoir du passager qui meurt: les souliers, le couteau et la courroie, et le contre-maître du navire doit avoir les culottes. Et le capitaine ou patron et le contre-maître tous deux ensemble doivent l'ensevelir en terre ou ailleurs, ou le jeter à la mer.

De la nourriture ou ration du passager qui meurt dans un navire.

CHAPITRE 121.

En outre, la nourriture ou la ration du passager ou de tout autre homme qui meurt dans le navire, doit être donnée au propriétaire du navire. Et ce chapitre est fait ainsi, s'entendant des autres passagers et des hommes qui vont d'un endroit à un autre ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Du nolis que paie le passager s'il reste, et du nolis d'effets (roba).

CHAPITRE 122.

Si quelqu'un de ces hommes avait donné le nolis au propriétaire du navire, et qu'il voulût rester à terre (romandre), le propriétaire n'est pas tenu de lui donner ou rendre le nolis. En outre, si quelque passager ou quelqu'autre homme ou marchand nolisait le propriétaire du navire, et que lorsqu'ils seront à terre ou à un autre endroit, il voulût donner au propriétaire son avoir, et que cet avoir ne suffît pas pour son nolis, chacun paie son nolis, soit que ce présent avoir qui devra payer le nolis vaille ou qu'il ne vaille pas; et si le marchand a quelqu'autre avoir qui soit meilleur, cet avoir meilleur n'a

eorum omnes fideliter conseruabunt et cum consilio rectoris Massilie si tunc Massiliam uenerint uel cum consilio consulis si tunc inuenerint in achonem in aliqua domo religiosa deponent heredibus defuncti per annum et diem fideliter reseruandas alioquin ex tunc curie uel consulibus Massilie reddendis sub eodem eciam iuramento concludent quod uictualia peregrinis facient in nauibus per cargatores sufficienter ministrari secundum mensuram per curiam Massilie statuendam nisi temporis aduersitas uel aliud iustum impedimentum arctari uictualia suaderet. Et si hoc contigerit quod fieret illa arctacio tunc cum consilio illorum qui essent in naui prompciores in hac industria. Et si quis dominus uel rector nauis huius sacra—

pas de dommage pour l'autre plus mauvais, et ainsi il paie le nolis aux propriétaires des navires ou des bâtiments. Et ce chapitre a été fait pour que les marchands ne puissent se tromper les uns les autres, ni s'emprunter à l'égard de ce que le principal avoir ne vaudrait pas.

Du droit du passager.

CHAPITRE 128.

Voici ce que le passager, de même que tout homme qui va dans le navire, doit faire envers le propriétaire : il est tenu d'aider, de sauver et de garder le navire, et de ne pas l'abandonner jusqu'au terme du voyage; à moins de ne pas le faire du consentement du propriétaire du navire. Et ce chapitre a été fait parce que plusieurs propriétaires de navire reçoivent des artisans et des hommes d'armes comme passagers, et ils leur font meilleur marché du nolis qu'ils ne feraient s'ils savaient qu'ils veulent s'en sortir, et plusieurs marchands ne s'y mettraient pas si ce n'était pour cela, car ils savent qu'il y va des hommes d'armes. Les passagers et tous les autres qui vont dans le navire sont obligés de *se soumettre aux résolutions prises* (esser é star al conseil) et à tous les usages qui seront mis et établis dans le navire.

menti transgressor inuentus fuerit pro qualitate excessus arbitrio curie puniatur.

Ordinamus eciam quod nullus dominus uel rector nauis seu ductor habeat ad uiandam suam nisi quatuor peregrinos nisi gratis et pro miseria uellet eum transuehere omni mercede cessante nec habeat aliquam societatem cum cargatoribus in cargaria seu uianda peregrinorum nec expleto uiagio domini nauium aliquid accipiant uel auferant de eo quod superauerit de uianda nec eciam aliquam cargatorem ad nauem suam honerandam recipiant donec curie eum presentauerint ut curie caueant secundum formam inferius annotatam et si quis contra fecerit in XXV lib. regal. puniatur.

Hijs eciam illud adiungimus quod nullus dominus nauis recipiat peregrinum uel recepi paciatur in naui nisi secundum quod consuetum est locum seu plassam et uictualia in ipsa naue habeat et scriptus sit in cartulario nauis si uero contra hoc per dominum nauis uel per alium eius mandato uel ipso sciente et paciente factum fuerit dominus ipse pro singulis peregrinis contra hanc formam receptis in C sol. regal. puniatur.

Sane ab hac constitucione excipimus seruiciales cargatorum de quibus est ordinatum quod XXV peregrinis possit adhjici unus seruicialis quamuis non habeat certam plassam uel uiandam si tamen in cartulario nauis nichilominus est scribendus.

Item et illud subiungimus quod quando do-

mini nauium ab obseruatoribus passagij requirentur de aliquo cargatorum suorum an sufficientem uiandam immiserit dicant modis omnibus ueritatem alioquin quod deerit suplere de suo proprio teneantur et pro mendacio a curia puniantur.

Precipimus eciam ne aliquem peregrinum uel equum recipiant ultra numerum ab obseruatoribus passagij determinandum alioquin pro singulis peregrinis immissis ultra numerum in C sol. et pro singulis equis in XV lib. reg. puniantur.

CAPUT XXV.

De placijs peregrinorum constituendis (1).

Ad honorem Dei et eius sepulcri et pro salute omnium pro sancta terra uisitanda proficiscencium constituimus ut cuilibet peregrino detur platea duorum palmorum (2) et dimidij canne in latitudine et in longitudine septem palmorum uel sex et

(1) *Des places attribuées aux pèlerins.*

(2) Mesure dont on se servait encore naguère en Italie et qui contient huit pouces ou environ (*). Les anciens avaient deux sortes de palmes, un grand et un petit, qui partageaient le pied en deux parties inégales : le grand était de douze doigts et le petit de quatre.
(*Dictionnaire* de l'abbé Danet, tom. 1, page 801.)

(*) 20 centimètres et 15 millimètres.

dimidij ad minus exceptis correterijs in quibus detur longitudo platee sicut fieri consueuit et pro equo detur platea in latitudine trium palmorum que platee ex quo domini nauium inde precium habuerint nullatenus minuantur uel auferantur illis qui eas conduxerint. Et si quis temerario ausu contra uenire presumpserit statuimus ut pro singulis plateis diminutis uel ablatis dominis nauium X sol. auferantur et curie Massilie applicentur. Et hec omnia obseruare et contra non uenire iurent omnes illi qui nauem in Massilia peregrinis nauleiabunt.

Quod autem superius dictum est de dicta platea peregrinorum que fiat septem uel sex et dimidij ad minus palmorum in longitudine et de duobus palmis et dimidio in latitudine intelligimus fieri taliter quod nichilominus possint uel debeant ibi esse seu stare duo peregrini sicut consuetum est eos collocari in nauibus scilicet uno tenente pedes uersus caput alterius. Et in plateis nauium ab eis locatis.

CAPUT XXVI.

De scriptoribus nauium (1).

STATUIMUS quod omnes scriptores nauium qui tamen ibunt in naue aliqua in uiagijs aliquibus

(1) *Des écrivains des navires.*

teneantur et iurent speciali sacramento se scribere et scribent omnia auera mercatorum in suis cartularijste similiter nomina eorum mercatorum et cognomina et prenomina qui fecerint honerari et honerauerunt auera illa in nauibus et quod signa que illi mercatores faciunt uel facient in aueris suis dicti scriptores faciant similiter in cartularijs dictis scilicet mercatorum dictorum uehencium merces uel auera in eis nauibus. Et hoc faciant dicti scriptores de omnibus mercibus uel aueris honeratis in nauibus illis quarum ipsi ut dictum est scriptores sunt uel erunt.

Statuentes similiter quod dicti scriptores de predictis omnibus a se scriptis teneantur facere et faciant absque mora copiam mercatoribus dictis et eciam alijs uniuersis quorum intererit ex iuxta causa predicta scripta sibi exhiberi uel edi uel aliqua eorum que omnia prope dicta uel eorum exemplum legitime inde factum dentur uel exhibeantur et edantur a dicti scriptoribus bona fide.

Addentes his similiter quod dicti scriptores nullatenus tradant uel reddant alicui dicta cartularia quin semper ea uel consilia penes se habeant uel et retineant que possint ostendere curie Massilie si necesse fuerit uel peteretur ab eis. Quod si non facerent puniantur inde in rebus et personis arbitrio rectoris uel consulum Massilie aut dicte curie. Et iurent in curia Massilie omnes scriptores predicta fideliter adimplere. Et ultimas uoluntates decedencium in nauibus ad quas scri–

bendas uocati fuerint fideliter scribere et nichil addere uel minuere nisi de uoluntate testatoris et credatur scriptis cartulariorum nauis preterquam in ultimis uoluntatibus in quibus cum cartulario nauis duo testes nichilominus exigentur qui iurati deponant sic esse ut in nauis cartulario continetur.

Item ordinamus et statuimus quod scriptores nauium que peregrinos portabunt teneantur speciali sacramento et sub pena L sol. scribere in duobus cartularijs omnia nomina peregrinorum et cognomina si qua habent quanto clarius et discrecius poterunt et sine abreuiaturis. Et caueant quod tot sint linee in uno cartulario quot in alio et non plures et in eisdem cartularijs scribatur ad quorum uiandam erunt peregrini predicti et numerus equorum similiter si cum peregrinis equos nauis portauerit et cum compleuerint numerum unum ex illis cartularijs dimittant in curie potestate.

Item singulis peregrinis separatim cartam suam tradant in qua contineatur platea cum nomine et cognomine peregrini nec quicquam pro carta illa accipiat prout in statuto ueteri continetur nec aliquem preter se in dictis cartularijs aliquid scribere paciatur et quod in omnibus fidem geret integram peregrinis. Et si quis in fraudem aliorum per alios fieri uiderit uel perpendet uicario uel Iudici palacij quam cito poterit indicabit.

Item ordinamus et statuimus quod scriptores

nauium et marinarij ad suam uiandam nullum habeant peregrinum ultra sex et si quis contra fecerit in C lib. pro peregrinis singulis puniatur.

Addimus similiter huic capitulo quod dominus siue domini nauis teneantur per sacramentum habere et tenere quendam bonum et ydoneum scriptorem ad portam nauis qui scriptor iuret et teneantur sacramento fideliter scribere in suo cartulario omnia auera que in dicta naue mittentur uel honerabuntur et nomina et cognomina illorum quorum erunt dicta auera ut supra dictum est. Et denunciare scriptori tabule dicte nauis ipsa die qua dicta auera fuerint honerata que dies in qua honorabuntur dicta auera scribatur ab ipsis scriptoribus in cartularijs suis. Et postquam dicta auera reperientur taliter scripta in dictis cartularijs ut supra dictum est si postmodum dicta auera amissa uel subrepta fuerint in dicta naue dominus seu domini dicte nauis seu ille uel illi qui habebunt curam dicte nauis restituere per officium compellantur predicta auera uel eorum extimacionem sine mora ille uel illis quorum fuerint illa predicta auera in eo loco ubi predicta nauis portum fecerit causa descargandi.

Preterea cum sciamus olim fuisse statutum id quod nobis uidetur utile. Et hic repetimus renouando uidelicet ut domini seu ductores uel rectores lignorum coopertorum Massilie in omnibus uiagijs in quibus ibunt cum lignis suis uel alienis coopertis quorum regimen ad ipsos

pertineat habeant scriptorem in quolibet ligno bonum et legalem qui fideliter scribat in cartulario suo omnes res et merces que honerabuntur in ipsis lignis seu auera et signa ipsorum auerorum et nomina et cognomina ipsorum mercatorum quorum erant res seu auera que in dictis lignis honerabuntur. Et predicti scriptores iurent predicta omnia scribere et facere bona fide.

CAPUT XXVII.

De cargatoribus nauium (1).

Decernimus ut omnes cargatores nauium peregrinorum iurent ad Sancta Dei Euangelia se bonam fidem gerere peregrinos et conuenciones quas cum eis inierint bona fide attendere et complere et uictualia emere hijs quod ad uiandam receperint bona et incorrupta et sufficiencia et quod societatem non habeant cum dominis nauium uel parcionarijs super cargaria seu uianda peregrinorum nec in fraudem peregrinorum aliquid machinabuntur seu facient uel eciam facienti consencient et si scie-

(1) *Des chargeurs de navires.*

Cargaria, cargator, cargare, onerare, Gall. *charger*, hisp. caragar. Charta anni 1177 ex archivo S. Victoris Massil. : *ut omnes ibi* (in portu) *cargantes et descargantes sint securis.*

(Glossaire de Ducange.)

rint curie reuelabunt. Et quod eciam de nauibus ciuium palam uel occulte nullum malum dicent nisi scirent ibi aliquod uicium quod possint et debeant curie Massilie seu officialibus solum modo reuelare.

Eodem eciam sacramento concludent quod non se astringent aliquo pacto ad emenda uictualia a certis personis imo per ciuitatem ea communiter ement.

Si quis autem ex dictis cargatoribus huius sacramenti transgressor inuentus fuerit pro qualitate excessus a curia puniatur.

Item decernimus quod nullus cargator emat uictualia ab obseruatoribus passagij qui pro tempore fuerint uel uxoribus eorum uel liberis uel alijs eorum nomine in fraudem constitucionis alioquin in XXV lib. reg. puniatur. Sed nec aliquem peregrinum ad uiandam suam recipiant eidem in terra ministrandam. Sed tantum a die qua nauis uelum fecerit et si contra fecerit cargator pro singulis peregrinis in C sol. puniatur.

Illud eciam adiungimus quod nullus cargator biscoctum faciat uel fieri faciat uel paciatur in domo sua uel per suos et si contra uenerit in X libris reg. puniatur.

Item statuimus quod quilibet cargator in propria persona transeat cum peregrinis nisi egritudine uel alio iusto impedimento interueniente remaneret quo casu personam ydoneam ad cognicionem curie pro se mittat cargator autem qui contra fecerit pro qualitate excessus arbitrio curie puniatur.

CAPUT XXVIII.

Quod scriptores nauium nichil exigant a peregrinis pro cartis faciendis (1).

STATUIMUS ut domini uel ductores nauium et marinari et cargatores et scriptores et barquerij omnes teneantur speciali sacramento nichil petere uel exigere uel accipere a peregrinis pro cartis peregrinorum uel pro extimacione botarum uel pro signandis plateis nauis. Et similiter quod domini nauium siue barquerij nullatenus petant uel exigant uel habeant uel accipiant de mortuis peregrinis uel eorum occasione uestes aliquas uel calciamenta de hijs scilicet uel eorum occasione qui in ipsis nauibus morientur nisi forsan ei ab ipsis peregrinis expressim relinquerentur siue relicta fuerint. Et predicta omnia teneantur domini uel ductores nauium inde pro quolibet excessu dicto illis singulis auferre V sol. delinquentibus eosque V sol. reddere uel dare comuni Massilie. Que si non fecerint dicti domini uel ductores soluant eos uel dent de suo proprio dicto comuni eaque ab eis pro comuni à rectore uel consulibus Massilie exigantur.

Decernentes similiter quod si qui domini uel ductores nauium quandocumque contra predic—

(1) Que les écrivains des navires ne doivent rien exiger des pèlerins pour leurs actes.

tam prohibicionem uestium peregrinorum factam uenire presumerent pro quolibet excessu dicto dictarum uestium teneantur ipsi dare et dent predicto comuni LX sol. pro singulis uestibus supradictis.

Et hec omnia superius prohibita teneant et obseruent non tantum homines dicte ciuitatis Massilie si eciam alij quilibet de Massilie uel cum massiliensibus nauigantes.

CAPUT XXVIIII.

De peregrinis modis omnibus portandis ultra mare (1).

Nauis si qua honerata est uel erit peregrinis causa eundi ultra mare decernimus et statuimus ne illi qui dictam nauem ducent in dictum uiagium siue sint domini uel alij quibus sit uel erit commendata uel alij quicumque exercitores seu alij curam illius nauis habentes teneantur complere dictum uiagium omnibus peregrinis uel alijs licet essent paucissimi qui dictum uiagium ad impleri desiderant uel postularent. Et si forte dicti domini nauis uel alij supradicti qui eam ducerent alicubi ex quo a portu recesserint dictos peregrinos citra partes ultra marinas dimitterent aut in aliquo loco causa honerandi

(1) *De toutes sortes de pèlerins devant être portés au delà des mers.*

de nouo aliqua auera seu aliquas personas moram facerent dictos peregrinos inuitos ibi detinendo.

Et eis inuitis faciendo per quod tardius ad partes ultra marinas cum dicta naue peruenirent statuimus ut rector aut consules Massilie qui pro tempore fuerint auferant predictis dominis dicte nauis aut qui eam ut dictum est ducent totum naulum quod a dictis peregrinis habuerint siue tantumdem pecunie quantum fuerit illud naulum. Et nichilominus ab eisdem restitui faciant similiter ipsis peregrinis si presentes erunt suum naulum. Et si absentes erunt a Massilia illi peregrini pro communi Massilie ipsum naulum totum retineant ipsi rector uel consules nonobstantibus pactis uel conuencionibus aliquibus factis uel habitis inter dictos dominos et peregrinos seu ductores predictos illius nauis nisi dictis peregrinis cum uoluntate eorum expressa totum naulum quod ab eis pro inde habuerint restituerint et hec teneantur obseruare dicti domini. Et qui nauem ducerent nisi quantum iustissimo impedimento remaneret quod in euidenti sit illud que sit in arbitrio rectoris uel consulum Massilie qui pro tempore fuerint et consiliariorum suorum uel maioris partis eorum an illud quod interuenerit sit uel reputetur iustum impedimentum necne.

Et quod dictum est et statutum supra de naulo restituendo a dominis et a ductoribus nauis dictis peregrinis. Idem statuimus de marinarijs eiusdem nauis et naucherijs et cargatoribus euntibus ta—

men in ea naue et in eo uiagio scilicet ut si dicta nauis uiagium ultra marinum ut supra dictum est non adimpleret sed citra partes transmarinas peregrinos dimiserit uel dimitteret naucherij et marinarij et cargatores dicti teneantur in integrum restituere peregrinis ipsis uel comuni Massilie quidquid habuerint ab ipsis peregrinis dictis uel a dominis dicte nauis aut alijs occasione loquerij uel conducti uel alio quocumque modo. Et tantumdem nomine pene comuni Massilie et rector aut consules qui pro tempore fuerint teneantur eos compellere ad hec nisi quantum iustissimo impedimento remaneret quod in eisdem sit quod impedimentum sit in cognicione et arbitrio rectoris et consulum Massilie. Et consiliariorum eorum uel maioris partis eorum et preterea predicta nauis nec domini eiusdem nauis illi scilicet qui in eo uiagio in dicta naue non essent uel non irent aut erunt uel ibunt de premissis in hoc capitulo contentis nullatenus teneantur nisi duntaxat in eo quod ipsi habuerunt de dicto naulo dicte nauis uerum si alij domini qui iuerunt in dicta naue et naucherij et marinarij illud quod habuerunt de dicto naulo dictis peregrinis restituere non poterint in solidum et dominus qui non iuerunt resarcire dampnum quod dicti domini qui non iuerunt inde sustinebunt rector uel consules qui pro tempore fuerint teneantur illos dominos et marinarios et naucherios qui in dicta naue ierint capere et tandiu in carceribus comunis tenere donec supra dictis peregrinis uel

alijs eorum nomine et dictis dominis qui non iuerunt in dicta naue de dampno predicto in solidum satisfacerent.

CAPUT XXX.

De iactu mercium in mari (1).

Si superueniente aliquo periculo maris uel uentorum uel timore de cursariorum aut alijs iustis modis contingeret iactus mercium qui in naue uel ligno aliquo erunt misse fieri si iactus ille comuni concordia mercatorum factus fuerit uel maioris uel sanioris partis eorum qui in ea naue uel ligno tunc essent siue iusto uel legitimo modo causa iusti periculi imminentis euitandi. Et nauis illius uel ligni mercium que in ea honeratarum seruandarum uel conseruandi tunc dampnum illius iactus et peioracio mercium propter iactum illum facta super totum auere quod in naue dicta uel ligno tempore illius iactus remanserit naue eciam uel ligno ita saluatis ibi computatis per solidum et libram adequentur uel contribucio inde fiat in qua contribucione auere dictum quod iactatum est et merces inde peiorate computentur. Et secundum quo similiter merces illis ualebunt in illa terra in qua nauis dicta uel illud lignum eas res saluatas discaricabit portum faciendo.

(1) *Du jet des marchandises dans la mer.*

CAPUT XXXI.

Quod omnia ligna que peregrinos portabunt in singulis passagijs inspiciantur per curiam an sint ydonea et opera similiter que in eis fient (1).

Statuimus quod omnes naues et omnia ligna portatura peregrinos ad partes ultra marinas in singulis passagijs inspiciantur per probos uiros a curia Massilie destinatos et opera que in eis fient an sint sufficiencia ad complendum passagium ipsa naues uel ligna et an opera sint talia que conueniant dictis nauibus siue lignis et ex quo semel fuerint approbata ex tunc non liceat eisdem inspectoribus uel alijs in eo quod cognouerint aliquod immutare.

CAPUT XXXII.

De homagio non faicendo (2).

Constituimus deinceps obseruandum ne aliquis ciuis Massilie christianus uel Judeus obliget se uel promittat pro fidelitate uel homagio

(1) *Que tous les navires portant des pèlerins soient inspectés par la curie, afin de savoir s'ils sont aptes.*

(2) *De l'hommage ne devant être prêté.*

faciendo alicui ciui Massilie militi uel alij de prestando seu dando ei aliquid pro censu seu ei aliquid pro censu seu recognicione homagij ad hoc ut ab ipsis manu teneantur et foueantur. Et si huc usque factum est uel a modo fieret ab aliquo uel aliquibus illud ressindatur et aboleatur. Et de cetero nullius sit ualoris et curia Massilie non teneantur inde reddere ius alicui cui talis obligacio uel promissio facta fuerit ab aliquo uel aliquibus et insuper quicumque contra hec dictam promissionem uel fidelitatem fecerit et qui taliter illam receperit puniatur inde quilibet pro singulis uicibus in X sol. reg. coron. qui illis delinquentibus nullatenus remittantur et nullus tabellio Massilie de hoc debeat uel ausus sit facere aliquod instrumentum.

Explicit liber quartus.

STATUTA MASSILIE.

LIVRE QUATRIÈME.

TRADUCTION.

CHAPITRE I[er].

Que tous les bois pleins d'eau soient enlevés du Port (1).

Cette mesure avait pour but de rendre la navigation du port libre.

CHAPITRE II.

Des barquious (réservoirs) *devant être faits au bas des traverses aboutissant au port* (2).

Il était enjoint au recteur et aux consuls d'établir, à l'extrémité des rues qui aboutissaient au port, un réservoir (*barquile*) au moyen duquel les boues et les immondices amenées par les eaux pluviales ne pouvaient s'écouler dans le bassin de Marseille. Après les pluies, ce réservoir était nettoyé. Nos pères croyaient qu'il était plus facile d'empêcher les immondices de pénétrer dans le port, que de les en extraire, quand elles y étaient versées. Il était sévèrement défendu de jeter dans le port les moindres débris, de la terre, de la balayure (*scobilla*), du fumier (*fimus*), des pierres (*lapides*), de la cendre (*cenrada*), tout ce qui enfin pouvait nuire au port (*nocere portui*).

(1) Voy. le texte original p. 89.
(2) id. p. 90.

CHAPITRE III.

De l'eau sale, de la fiente et du fumier ne devant être jetés dans les rues de Marseille (1).

Ceux qui contrevenaient à ce réglement étaient condamnés à l'amende. Six hommes probes (*sex boni homines*) étaient chargés de l'inspection des rues, pour s'assurer si rien n'y choquait la vue ou l'odorat.

CHAPITRE IIII.

Du fumier, ou de la terre, ou de la balayure ne devant être jetés qu'en certains lieux hors de la ville (2).

Ces lieux, où nul dépôt d'immondices ne pouvait être établi, s'étendaient depuis la porte Callate (*des Calades*) jusqu'à la colline; ils comprenaient la vallée *Fogaresse*, depuis la porte du Lauret jusqu'aux aqueducs de la colline de St.-Etienne (Notre-Dame du Mont), jusqu'à celle de St.-Michel; de la porte de la Fontaine jusqu'à la colline de Durand le Sarrazin et jusqu'au vivier de Giraud Amiel; depuis le portail de St.-Martin jusqu'à la Fontaine couverte, et de la Fontaine couverte jusqu'au jardin de Hugues de Conchis, et à la colline de Siermarin, etc.

CHAPITRE V.

De l'enlèvement, trois fois par an, du fumier (de la boue) *du port ainsi que des débris apportés par les bâtiments* (3).

Le titre explique suffisamment le chapitre

(1) Voy. le texte original p. 92.
(2) id. p. 93.
(3) id. p. 94.

CHAPITRE VI.

Des navires qui doivent la latte dans le port de Marseille (1).

Leurs propriétaires devaient jurer sur les évangiles de ne jeter dans les eaux du bassin ni pierres ni immondices, sous peine d'une amende de cent sous royaux. Les maîtres calfats devaient également jurer de ne rien faire qui pût nuire à la propreté du port: *de portu mundo custodiendo.*

CHAPITRE VII.

Des navires loués pour le nolis (2).

Celui qui louait un navire ne pouvait pas le conduire autre part qu'à l'endroit où il s'était engagé de le mener.

CHAPITRES VIII, VIIII et X.

Ils ont trait au même sujet (3).

(1) Voy. le texte original p. 95.
(2) id. p. 97.
(3) id. p. 98 et suiv.

CHAPITRE XI.

Des navires qui ne devaient être tenus dans le port de Ratonnelle (Ratonneau) *hors des temps prescrits* (1).

Il était interdit de mouiller à *Ratonnelle* (ile St.-Etienne, à cette époque), depuis la fête de St.-Michel jusques à Pâques, sous peine d'une amende d'une livre royale. Il paraît, d'après ce chapitre, qu'il y avait à l'entrée du port, là où s'élèvent les forts St.-Jean et St.-Nicolas, deux maisons dont l'une appartenait à G. Cornatus et l'autre à Bernard Sainheri.

CHAPITRE XII.

De tous les navigants de Marseille; comment ils devaient se comporter envers les Marseillais (2).

Ils étaient tenus à se protéger et à protéger les biens et les vies des marseillais et d'obéir aux consuls de cette ville.

CHAPITRE XIII.

Des génois qui ne pouvaient arriver dans le port de Marseille ainsi que de voyager sur des bâtiments de cette ville (3).

Pour conserver, dit ce chapitre, la paix qui existe entre Marseille et Gênes, et parce qu'il est d'un grand intérêt que cette paix soit fermement maintenue, on avait décidé de ne recevoir aucun génois à Marseille.

(1) Voy. le texte original p. 101.
(2) id. p. 101.
(3) id. p. 102.

CHAPITRE XIIII.

De l'étendard avec la croix de Marseille devant être seul arboré par les navires (1).

La croix de nos armes devait occuper le haut du pavillon.

CHAPITRE XV.

Des Mariniers (2)

Ce statut ordonnait aux marins de ne jamais abandonner le navire, d'accomplir le voyage pour lequel ils s'étaient engagés et aux capitaines de ne pas blesser, mutiler ou excéder de travail leurs matelots.

CHAPITRES XVI, XVII et XVIII.

Ces chapitres traitent du même sujet (3).

CHAPITRE XVIIII.

Des garnizons (armes) *portées dans les bâtiments* (4).

Les capitaines des navires étaient tenus de se pourvoir d'une cuirasse, au moins, de plusieurs hauberts, d'un bouclier, d'un casque, de deux arbalètes en corne, etc.

(1) Voy. le texte original p. 103.
(2) id. p. 104.
(3) id. p. 106.
(4) id. p. 110.

CHAPITRE XX.

Des AVOIRS *ne devant être portés sur le couvert des bâtiments* (1).

Les marchandises légères (*subtiles in capciá*) pouvaient seules être placées sur le pont.

CHAPITRE XXI.

De ceux qui perdent les AVOIRS *des autres* (2).

Ce chapitre détermine la manière de restituer les marchandises perdues.

CHAPITRE XXII.

Combien chaque navire pouvait porter de juifs (3).

On ne pouvait pas recevoir plus de quatre juifs à bord d'un navire ; ceux-ci étaient tenus de se munir d'une cuirasse et de se priver de chair pendant les jours d'abstinence chez les chrétiens. De plus, il était défendu de les transporter à Alexandrie.

(1) Voy. le texte original, p. 111.
(2) id. p. 114.
(3) id. p. 115.

CHAPITRE XXIII.

De la conservation de la conserve (1).

Ce chapitre mentionne les peines auxquelles on s'exposait, quand on n'observait pas l'engagement contracté sous le nom de *conserve* maritime.

CHAPITRE XXIIII.

Comment les maîtres et les conducteurs des navires doivent se comporter envers les pèlerins (2).

Ils devaient jurer, sur les saints Évangiles, d'agir envers les pèlerins avec bonne foi et de veiller sur leur santé; si un pèlerin venait à décéder, ils devaient prendre soin des objets qu'il avait laissés, et si celui-ci n'avait fait aucune disposition testamentaire, ces objets devaient être déposés dans une maison religieuse. La nourriture gratuite ne pouvait, sur un navire, être accordée qu'à quatre pèlerins.

CHAPITRE XXV.

Des places réservées aux pèlerins sur les navires (3).

Ce chapitre établit que pour l'honneur de Dieu et de son sépulcre, et pour le salut de tous ceux qui vont visiter la

(1) Voy. le texte original, ainsi que la note y relative, p. 116.
(2) id. id. 118.
(3) id. id. 123.

Terre-Sainte, une place de deux palmes soit donnée à tout pèlerin. Cette place devait avoir la moitié d'une *canne* (*canna*) en largeur et sept palmes en longueur; une place de trois palmes était affectée au cheval.

CHAPITRE XXVI.

Des écrivains des navires (1).

Tout écrivain de navire était tenu, par un serment spécial, d'écrire toutes les marchandises sur son cartulaire, ainsi que les noms, surnoms et prénoms des marchands qui les avaient fait charger sur le navire; il devait reproduire sur son cartulaire la marque de ces marchands. Ces cartulaires devaient, à leur première demande, être communiqués aux marchands.

L'écrivain de navire qui portait des pèlerins était astreint, par un serment spécial et sous peine d'une amende d'un sou, d'écrire sur deux cartulaires tous les noms des pèlerins, sans abréviation, ainsi que le nombre de leurs chevaux. Chaque pèlerin recevait un morceau de parchemin sur lequel étaient mentionnés sa place dans le navire, son nom et ses prénoms.

Tout maître de navire était tenu d'emmener avec lui un écrivain honnête et apte.

CHAPITRE XXVII.

Des chargeurs de navires (2).

Ils devaient jurer, sur les saints Évangiles, de se bien comporter envers les pèlerins, de remplir avec bonne foi tous leurs engagements, de se munir de victuailles en quantité suffisante et de bonne qualité, etc.

(1) Voy. le texte original p. 124.
(2) id. 128.

CHAPITRE XXVIII.

Les écrivains des navires ne doivent rien exiger des pèlerins pour leurs cartes (1).

Ils ne devaient le faire sous peine d'une amende de cinq sous.

CHAPITRE XXVIIII.

Des pèlerins qui devaient être portés au-delà des mers(2).

Ce chapitre indique les peines qui étaient portées contre ceux qui contrevenaient à leurs engagements envers les pèlerins.

CHAPITRE XXX.

Du jet des marchandises dans la mer (3).

Si par l'effet d'un danger qui survenait ou par le péril des vents, ou par les craintes des corsaires, ou par tout autre motif, le jet des marchandises était inévitable, ce jet devait se faire au gré des marchands ou du plus grand nombre d'entre eux, quand ils se trouvaient embarqués ; on réglait ensuite ce dommage sur le reste des marchandises sauvées, au sous la livre.

(1) Voy. le texte original p. 130.
(2) id. 131.
(3) id. 134.

CHAPITRE XXXI.

Des navires qui devaient être inspectés par la curie (1).

Ils l'étaient par des prud'hommes à ce désignés, lesquels s'assuraient si les navires étaient en bon état et fournis de tout ce qui était nécessaire pour le voyage.

CHAPITRE XXXII.

De l'hommage ne devant être prêté (2).

Nul citoyen marseillais, soit chrétien, soit juif, ne devait promettre fidélité ou hommage à tout militaire ou autre; s'il le fesait, il était frappé d'une amende de cent sous royaux. Défense était faite aux notaires de recevoir de pareilles obligations.

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

(1) Voy. le texte original, p. 135.
(2) id. 135.

STATUTA MASSILIE.

LIBER QUINTUS.

Incipit Liber Quintus.

CAPUT I.

De querimonijs iniuriarum (1).

DECERNIMUS ut quociens quis passus iniuriam conqueretur curie scilicet rectori iudici uel notario curie Massilie de iniuria sibi facta uel dicta uel alijs personis ex quarum persona possit iniuriarum agere inquirantur utrum ordinario iure uelit agere uel per officium ea inquiri postulet et puniri. Et si dixerit quod per officium uult inquiri et ex tunc si uelit agere ordinarie nullatenus audiatur sed curia per suum officium inquirat et puniat prout uisum fuerit expedire.

Si uero dixerit inquisitus quod uult prosequi ordinarie tunc secundum ius et statuta Massilie audiatur et si passus iniuriam nullam detulerit

(1) *Des plaintes des injures.*

querimoniam nec ordinario iure nec per officium prosequi ius suum curauerit nichilominus liceat curie in factis grauibus consideratis circunstancijs personarum temporum et locorum id inquirere per officium ne maleficia impunita remaneant et ne possint quies popularium et ciuitatis tranquilitas perturbari. Quod autem diximus posse inquiri per officium in casibus supradictis sic restringimus nisi leuis sit iniuria in qua partes composuerint inter se quo casu non liceat curie inquirere uel punire nisi inter partes essent inimicicie propter quas magna discencio seu perturbacio uel scandalum in ciuitate possit oriri.

Quod autem fuit olim statutum per alios et huic statuto subiungimus uidelicet quod rector uel consules uel iudex palacij uel uicarius qui preest super inquisicionibus accusacionibus uel denunciacionibus maleficiorum seu iniuriarum teneantur uocare suo officio quemlibet accusatum de maleficio uel iniuria uel quemlibet alium contra quem erit inquisicio in curia facienda et eum certificare super quo est contra illum inquisicio facienda requirantur que an uelit se defendere super eo si se defendere noluerit audiatur et hoc fiat antequam ad condempnacionem procedatur et si requisitus non uult uel non curat se defendere ante condempnacionem et infra terminum uel terminos sibi dato post factam condempnacionem uolens se defendere nullatenus audiatur nisi ante condempnacionem esset iusto impedi-

mento impeditus. Ita quod propter illud se defendere non ualeret. Et predictus processus per notarium Massilie scribatur.

Item quod si aliquis ciuis uille inferioris Massilie est uel erit de cetero in curia Massilie de aliquo crimine uel facto aliquo accusatus et inde per officium contra illum accusatum sunt uel erunt testes aliqui recepti quod ille accusatus possit habere nomina illorum testium qui producti sunt uel erunt contra eum uel producentur et contra illos testes obijcere in dictis et personis et si postea ille accusatus accusacionem uel denunciacionem uel inquisicionem seu dictum accusantis uel dictum denunciatis et dicta testium contra se productorum habere uoluerit curia Massilie teneatur ea facere sibi dari ad expensas ipsius petentis. Et predicta obseruentur si curia per se inquirat aut aliter ad denunciacionem alicuius persone.

CAPUT II.

Ne alicuj liceat conqueri de Domino suo pro uerberibus sibi ab eo illatis (1).

PRESENTI capitulo duximus ordinandum quod nemini pro mercede cum aliquo uel ad alterius ex-

(1) *Sur la défense faite de se plaindre d'un maître qui a battu ses serviteurs et sur la durée des services de ceux-ci.*

pensas assidue moranti liceat a modo pro uerberibus uel ictibus sibi illatis uel inferendis ab eo cum quo ut dictum est moraretur uel staret agere inde contra ipsum per se uel per alium nisi forte ictus uel uerbera data atrociora fuerint ut sunt uulnera grauia et membrorum abscicio aut eluscacio lesione corporis aut ablacio grauis et similiter quod pro hijs premissis in quibus quis hoc statuto excusabitur uel eorum occasione a rectore uel consulibus curie ue Massilie minime per officium puniatur.

Huic addimus quod si qua persona de predictis seruientibus pro seruiendo prestiterit iuratoriam caucionem et spreto iuramento recesserit stagiam deserendo uel seruire recusando absque bona uoluntate illius cui seruire tenebitur ex conuencione tunc perdat totam mercedem suam habitam et habendam et quidquid lucri inde habuerat gratuito uel ex pacto et persona cui seruiri debebat hac quod ille seruiens perdit habeat et nichilominus restituat ille seruiens totum dampnum quod ob hac sustinet illa persona cui seruire tenebatur. Et hoc sic uolumus nisi forte illam personam seruientem excusaret super hijs nimia seruicia illius domini uel domine qui cui iurauerat se seruire.

CAPUT III.

Qualiter quis puniatur in causa iniuriarum (1).

Constituimus ut si qua persona in causa aliqua iniuriarum alicui uel aliquibus in curia Massilie condempnata fuerit ad summam aliquam pecunie pro inde dandam si persona illa condempnata uictori dicto uel eius heredibus aut alij uel alijs pro eis postulantibus soluere non poterit inopia uel aliter tunc dicta curia pro singulis sol. quos dicta persona condempnata soluere non poterit predicto conquerenti teneatur et debeat predictam personam condempnatam a tercia usque ad uesperas percutere uel uerberari facere nudis carnibus uno ictu corrigiarum eo loco quo dixit uel fecit dicta persona condempnata iniurias ob quas predicta condempnacio est uel erit sequta nisi ea facta uel dicta fuerit in ecclesia uel infra muros Massilie tunc ea predicta uerberacio fiat ante curiam in uia publica.

Decernentes similiter inuiolabiliter obseruandum quod si quis uel si qua qui pro mercede tamen cum alio stet ad tempus uel mortem cum alio ut mercenarius ad expensas alterius uel alia que nisi per-

(1) *Comment on doit être puni dans la cause des injures.*

sona uilis appellabit aliquam matrem familias siue coniugatam uel uiduam aut domicellam honestam et bonam meretricem et proinde condempnata fuerit officio rectoris si eam condempnacionem dare uel soluere non poterit simili modo uerberetur pro inde ut superius de alio ut dictum est predictam condempnacionem non soluente nichilominus prope dicti et alij superius nominati propter egestatem suam pecunialem penam eludere uolentes iuxta arbitrium uel uoluntatem rectoris uel consulum predictorum corporali pena uel alia extraordinaria puniantur. Que autem superius dicta sunt de predictis uerberandis occasione condempnacionis predicte facte ordinario iure in dicta curia taliter locum habeant nisi forsam illud remaneret de uoluntate expressa uel remissione illius cui dicta persona esset ut supra dictum est in dicta curia condempnata aut heredum eiusdem uictoris.

CAPUT IIII.

De pena illorum qui post sonum campane uadunt sine lumine (1).

Statuimus hac presenti constitucione perpetuo obseruandum quod nullus de cetero uadat per ciuitatem Massilie uel sub urbia ciuitatis contigua

(1) *Du châtiment de ceux qui après le son de la cloche* (couvre-feu) *vont sans lumière.*

de nocte ex quo campana que dicitur salua terra sonata fuerit sine lumine et hoc uolumus idem intelligi de familia rectoris uel consulum nisi forte irent pro comuni quod si quis contra fecerit soluat pro inde pro banno V sol. reg. coron. et non ultra nisi forsan esset ille qui sic esset inuentus sine lumine homo uel mulier male fame et opinionis qui similiter solutis V sol. puniri possit arbitrio rectoris Massilie uel consulum.

Addentes similiter quod si aliquis de familia rectoris aut consulum aliquod delictum uel iniuriarum commiserit sua propria authoritate rector uel consules dicti teneantur et debeant ipsum punire ut alios homines Massilie uel extraneos.

Statuentes quod si forte contingeret quod aliquis bone fame tamen uenientes de aliquo uiagio uel itinere per mare uel per terram ueniendo ad hospicium suum inuenti fuerint sine lumine non teneantur soluere penam V sol. Idem statuimus in illis qui forte iuerint per ciuitatem sine lumine occasione incendij extinguendi uel occasione subueniendi nauibus et lignis uel occasione armorum hoc est si ciuitas ad arma surrexerit. Idem statuimus ut nullus bone fame et opinionis tempore uindemiarum neque in uigilia natalis Domini dictam penam V. sol. soluere teneatur.

Statuentes similiter ut homines bone fame et

opinionis possint esse in suis plateis et carrerijs et ibi morari sine lumine de nocte. Exceptis tamen de hijs omnes homines euntes pro comuni uel mandato comunis.

CAPUT V.

De pena illorum qui non permittunt se pignorari ab officialibus (1).

ORDINAMUS presenti capitulo quod si quis uel si qua superbia uel temeritate ductus non permiserit se pignorari per cursorem comunis Massilie uel possessionem auferri seu dari uel possessionem datam a curia ruperit uel uiolauerit soluat pro banno comuni Massilie de qualibet libra unde data uel danda erit tenuta seu possessio tres sol. Et insuper ex officio rectoris pro inde mulctetur arbitrio rectoris uel consulum si essent inspecta qualitate persone et debiti quantitate nec non eciam et contumacia resistentis.

Hec omnia presenti statuto contenta intelligi uolumus nisi illa persona que resisteret uel super pignore uel super possessione iustam haberet causam contradicendi seu resistendi.

(1) *De la peine encourue par ceux qui se permettent de se révolter contre les officiers de justice.*

CAPUT VI.

De coniuracionibus et rassis non faciendis (1).

Constituimus ut rector uel consules Massilie qui pro tempore erunt omnes teneantur diligenter inquirere coniuraciones et rassas seu sacramenta facta super pactionibus uel statutis improbandis qualitercumque factis inter homines ciuitatis Massilie ministrales seu officiales alicuius ministerij seu aliquos alios et illa inuenta quam citius dissoluant siue dissolui faciant si fecerint seu facere inceperint qui si admonicionem et mandamentum rectoris aut consulum Massilie desistere inde uolent rector seu consules supradicti teneantur capita seu maiores illius coniuracionis per quinquennium forestare a Massilia et singulos de illa coniuracione per duos annos ipsos que habere et tenere per dictum tempus forestatos nisi postea inde ad mandamentum et uoluntatem rectoris et consulum. Et omnium consiliariorum Massilie aut maioris partis illorum starent in quo casu esset in arbitrio rectoris aut consulum predictorum. Et consiliariorum omnium aut maioris partis eorum-

(1) *Des conjurations* (conspirations, assemblées illicites) *ne devant être faites*.

dem quam penam uellent eos inde portare. Et hec intelligimus de illis sacramentis que sine uoluntate et permissione rectoris aut consulum Massilie cum consilio et uoluntate omnium consiliariorum Massilie uel maioris partis eorumdem publice electorum fierent. Que autem dicta sunt de predictis in quinquennium forestatis taliter locum habeant quod illi nichilominus ultra eas penas sint ad uoluntatem rectoris uel consulum Massilie puniendi pro inde ab eis uelud seductores et peruersores patrie. Et si forte quis tunc diceret et assereret se ea predicta fecisse non ad lesionem uel dampnum comunis ciuitatis Massilie sed pocius pro comuni se ea fecisse uel facere tunc illa contradictio uel questio sit et debeat esse in cognicione summaria rectoris aut illorum qui preessent tunc regimini comunis uel ciuitatis Massilie si id quod fieret uel factum esset contra comune nec ne simili modo statuimus inuiolabiliter obseruandum a rectore seu consulibus Massilie omnibus et singulis ne faciant aliquas pactiones aut quascumque inheant coniuraciones fieri ue faciant aut concedant cum aliquibus ciuibus Massilie aut ab eis nisi ea facerent de comuni consensu et uoluntate expressa omnium consiliariorum predicte ciuitatis Massilie publice electorum uel maioris partis eorumdem.

CAPUT VII.

De coniuracionibus illicitis infringendis (1).

Si qui coniuracionem illicitam uel promissionem inter se facerent cum sacramento de emendo uel uendendo rem aliquam uel de operando uel non operando et hec faciant sine uoluntate expressa rectoris uel consulum Massilie omnium uel maioris partis eorum qui pro tempore fuerint et eorum consiliariorum singuli in XX sol. regal. puniantur. Et si factam illam conuencionem uel promissionem non frangerent incontinenti ad iussum rectoris ciuitatis statuimus ut rector Massilie qui pro tempore erit auferat singulis qui contradixerint centum sol. reg. coron. et nichilominus eam dissoluere modis omnibus compellantur.

CAPUT VIII.

Ne Judei operentur diebus prohibitis (2).

Statuimus ut curia teneatur prohibere Judeis ne operentur aliquid uel in aperto diebus dominicis uel alijs festis solempnibus que a Christianis obseruantur uel coluntur. Et si contra fecerint puniantur inde arbitrio curie.

(1) *Des conjurations illicites devant être dissoutes.*

(2) *Des juifs opérant les jours prohibés.*

CAPUT VIIII.

De trichatoribus (1).

Si quis aleatorum aut alius quicumque mutuauit seu mutuabit ad ludum uel in ludo quandocumque alicui uel aliquibus ciuibus Massilie datis sibi pignoribus uel non datis minime qui taliter accepit uel eius successores dicto mutuandi uel eius successoribus pro inde teneantur et ea pignora que data fuerint dictus mutuans dicto accipienti uel eius successoribus libere restituere compellatur. Et similiter idem sit et cenceatur si quis ex causa uel occasione ludi se daturum uel soluturum conuenerit uel promiserit quicquam tamen Massiliensis alicui lusori cum eo prohibentes similiter ne quis mutuet uel tradat in ludo uel ad ludum alicui predictorum. Et si quis contra faceret puniatur siue a rectore uel a curia Massilie ex officio in tanta quantitate quanta mutuabit cuilibet predictorum contra prohibicionem predictam ausu temerario ueniendo que pena a rectore uel comuni Massilie predicto delinquenti quociescumque contra hec fiet mutuando ab aliquo auferatur.

(1) *Des berlandiers.*

CAPUT X.

De tricharia in Massilia non tenenda (1).

Ordinamus presenti capitulo quod nemo deinceps in Massilia possit uel audeat tenere domum tricharie in qua publice lusores alearum seu daciorum seu taxillorum siue trichatores alij indifferentur ad ludendum conueniant hoc excepto quod quilibet possit ubique ludere ad scacos et ad tabulas et ad reginetam et quicumque contra hoc fecerit puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum Massilie qui pro tempore preerunt regimini huius ciuitatis.

CAPUT XI.

De pena illorum qui iurant ad ludum (2).

Statuimus hoc presenti capitulo quod si aliqua persona ad ludum alearum uel deciorum uel scacorum uel ad alium quemlibet ludum iurauerit quod amittat pro qualibet uice qua iurabit XII den.

(1) Des berlans interdits à Marseille.
(2) Des peines encourues par ceux qui juraient en jouant.

de quibus habeat medietatem comunis Massilie et alia medietas sit eius qui hoc manifestabit curie. Et si illos XII den. dare et soluere non poterit acabussetur penitus indutus cum uestibus quas tunc detulerit in portu Massilie uel in uallato quod est a portali collate usque ad portale sancti Martini tot uicibus quod iurabit.

CAPUT XII.

De meretricibus (1).

PRESENTI statuto ordinamus ut nulla meretrix publica audeat uel possit portare uestes aliquas de grana uel pelles uarias seu grisas siue herminas nec mantellum aliquem nisi de panno uirgato sine stachis de alio panno non tamen de grana capam transuersariam portet si uolet. Et si aliqua meretricum temerario ausu contra hoc quocumque modo ueneri presumpserit teneatur ei auferre tunc curia LX sol. reg. cor. pro omni uice qua contra ueniet. Quod si hoc ipsa prestare non poterit per ciuitatem Massilie publice fustigetur famosas enim et annotatas mulieres a pudicis secernendas dignum fore existimamus publica autem meretrix intelligitur que publice in lupanari seu meretricali domo uel que se palam questum faciendo supponit uel ad

(1) *Des courtisannes.*

eius mansionem duo pluresue de die uel de nocte uelut ad publicam mulierem confluerint publice animo sine causa uel gracia libidinis seu luxurie cum ea faciende.

Statuentes similiter quod nulle meretrices audeant uel debeant a modo residenciam uel stagiam facere eciam modicam alicubi prope monasterium sancti Saluatoris Massilie hoc est sicut uia monete ueteris transit usque ad carreriam Bernardi de Bello Loco et transit uel protenditur usque ad furnum Guillelmi Hugonis nec circa ecclesiam Beate Marie de accuis a collibus molendinorum et macello de turribus sicut protenditur per loqueriam usque ad domum Bernardi Bonafossi et per totam illam insulam carbonelli basculi et per totam insulam Duranti de Villa-noua et per insulam D. Guirandi de Syronia et Raymbaudi candelerij et infra unum mensem post recitacionem huius capituli omnes dicte meretrices a dictis locis penitus remoueantur et expellantur arbitrio uicinorum proborum hominum quibus sit standum an dicte mulieres que de hoc accusate fuerint sint meretrices uel eciam expellende.

Item statuimus quod curia Massilie teneatur expellere omnes meretrices que morantur inter probos uiros et honestos Massilie ad requisicionem illorum proborum uirorum qui inde extiterint querelosi.

Item dicimus quod prope alias ecclesias nulla meretrix audeat morari et si quis eas meretrices contra huiusmodi prohibicionem ibi locando eis domum uel domos uel aliter recipiet uel tollerabit stagiam facientes puniatur inde in tantum quantum erit loguerium illius domus annuatim in qua recipientur dicte meretrices uel aliqua earum que pena tociens recipienti eas infligatur quociens fiet contra huiusmodi prohibicionem.

CAPUT XIII.

De prohibicione facta Judeis et meretricibus ut sint in stuphis prohibitis (1).

Constituimus inuiolabiliter obseruandum ne aliquis a modo tenens stuphas uel balnea recipiat in dictis stuphis uel balneis ad balneandum uel stuphandum Judeum uel Judeam nisi tantum una die singulis septimanis scilicet die ueneris nec similiter recipiat meretricem publicam seu mancipam nisi duntaxat una die uidelicet in singulis septimanis die lune et si quis contra hoc fecerit det pro banno comuni LX sol. et plus arbitrio rectoris.

Statuentes similiter ne predicti Judei nec Judee

(1) *De la défense faite aux Juifs et aux courtisanes de se rendre aux étuves ou bains publics les jours prohibés.*

nec meretrices dicte ullo temerario ausu intrent stuphas seu balnea nisi in diebus supra concessis. Et quicumque ex eis contra fecerit puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum.

CAPUT XIIII.

De signo quod debent portare Judei (1).

Statuimus quod omnes Judei a septem annis supra portent in pectore unam rotam latam et magnam ad modum palme hominis. Ita quod eam nullatenus cooperiant et similiter omnes Judee maritate undecumque sint portent orales et si quis contra fecerit soluat proinde qualibet uice pro pena V sol. uel plus ad libitum rectoris.

CAPUT XV.

De leprosis nisi in certis temporibus in Massilia non tolerandis (2).

Presenti constitucione firmamus deinceps obseruandum quod nulli leprosi seu mezelli diuites

(1) *Du signe que doivent porter les Juifs.*

(2) *Des lépreux non tolérés à Marseille, si ce n'est à certaines époques.*

uel pauperes possint uel debeant stare infra Massiliam nec conuersari deinceps nisi tantum per XV dies ante Pascha et per octo dies ante Natale Domini cum eorum conuersacio ceteris sit indecens et dampnosa et eorum contagium possit de facili sanis hominibus inducere corruptelam quod si quis contra fecerit et inuento infra Massiliam malum aliquod seu dampnum pro inde illatum uel irrogatum fuerit illud malum impunitum remaneat et nichilominus ille qui dictos leprosos infra muros ciuitatis Massilie receperit uel tenuerit puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum Massilie predictorum.

CAPUT XVI.

De banno cuniculorum (1).

ORDINAMUS hoc presenti capitulo ut bannum cuniculorum seu syrogrillorum teneatur et custodiatur in Massilia et in eius territorio et rector seu consules dictum bannum teneri faciant singulis annis. Ita uidelicet ut nullus sit ausus uenari seu cassari cuniculos seu syrogrillos nisi per XV dies ante festum natalis Domini proxime continuos et tunc scili-

(1) *De l'interdiction de la chasse aux lapins.*

—*Cunicularia*, *vivorum cuniculorium*, *gallis*, lapinière, garenne. (*Glossaire de Ducange*).

cet infra dictum spacium mensis liceat cuilibet uenari seu cassare in suo siue gastis tantum et non in alieno nisi hoc fecerit de uoluntate illius cuius esset locus ille et si quis contra hoc fecerit ex animo tamen et uoluntate uenandi seu cassandi puniatur singulis uicibus si inde hoc fecerit uiginti sol. reg. cor. si autem de nocte in LX sol. reg. cuius banni uel quorum bannorum sit medietas accusantis et alia medietas sit comunis Massilie. Et insuper syrogrillos restituat domino uel extimacionem eorumdem eo addito quod si infra dictum tempus uenandi aliqui cuniculi uel syrogrilli in alijs locis se recollegerint uel aliqui casus in ipsa uenacione acciderint quod tunc debeat obseruari et teneri id quod usitatum est seu consuetum in terra ista.

Addentes huic capitulo quod nullus possit uel audeat emere bannariam seu banna ciuitatis Massilie uel aliter sibi acquirere.

CAPUT XVII.

De soquis uinearum non afferandarum (1).

Constituimus firmiter obseruandum quod nullus operarius uinearum uel ligatrices uicium uinearum

(1) *Des souches des vignes ne devant être emportées.*

in quibus operabuntur uel aliunde a modo possint uel audeant afferre uel afferri facere uel apportare seu apportari facere de uineis in quibus operabuntur uel alijs uel operari fuerint soccas uel stipites seu uites uinearum siccas uel uirides nisi de suis uineis et non de alienis et si quis contra hoc fecerit soluat inde pro banno comuni Massilie omni uice qua contra hoc fecerit duos sol. reg. et insuper amittat ipsas soccas et uites.

Addentes eciam quod quicumque hoc manifestabit curie habeat inde medietatem et alia medietas sit comunis Massilie.

CAPUT XVIII.

De soccis arborum uel nemorum non extirpandis (1).

CONSTITUIMUS hoc presenti capitulo ne aliqua persona caucinarius uel alius quilibet audeat de cetero extirpare uel resecare soccas alicuius arboris fructifere uel eciam nemoris nisi fuerit sue nisi tantum soccas de cade et soccas dauals et si quis contra fecerit rectoris arbitrio puniatur.

Et hoc capitulum preconizetur per ciuitatem sub certa pena quam rector duxerit imponendam.

(1) *Des souches des arbres ne devant être extirpées.*

CAPUT XVIIII.

De banno (1).

Cum sit ualde necessarium et euidens utilitas omnibus et singulis in ciuitate Massilie uel eius territorio habitantibus bannum statui et ipsum debere seruari in hac ciuitate ideo super ipso banno obseruando presentem facimus constitucionem in modum infra scriptum.

In primis decernimus quod quicumque equitans causa uenandi uel alio modo transibit seu ibit per

(1) *Du ban.*

On donnait ce nom à la peine qu'encourait celui qui contrevenait aux réglements de police et autres, concernant les propriétés rurales.

A l'époque où le droit de ban fut établi, il n'existait point ou fort peu de maisons dans la banlieue. Sa suppression date du milieu du 17e siècle, époque à laquelle le nombre de maisons de campagne édifiées rendit inutile la nomination des *banniers* par la communauté, chaque propriétaire pouvant garder ou faire garder sa terre.

Les dispositions du présent statut furent réformées par la communauté en 1439, ensuite d'une ordonnance du roi René, datée du 15 juillet de la même année.

Le réglement de 1439 fut lui-même modifié en 1586 ; un arrêt de la cour du parlement de Provence confirma ces modifications en 1612.

—Le ban se payait sur le serment du bannier ou du maître du champ. (*Statvts et Covstvmes dv pays de Provence, par Morgves.* —*Aix*, 1658, — *in-4o*).

alienam uel alienas uineas ab introitu mensis marcij usque ad festum sancti Michaelis soluat et soluere cogatur nomine pene banni pro qualibet uice X sol. reg. Et à festo sancti Michaelis usque ad introitum mensis marcij V sol. Et si per campos uel feragines seminatas uel hortos laboratos siue cultos transibit equitando ut dictum est a festo Paschalis usque ad festum beati Joannis Baptiste soluat nomine pene banni quinque sol. Et pro transitu alterius temporis per loca seminata III sol.

Item quicumque non equitando sed pedester cum balista uel cum barbos uel aliter uenando uel non uenando transibit uel ibit per alienam uineam seu uineas uel per terram seu terras alienas laboratas siue cultas et seminatas soluat nomine pene banni tres sol. hoc saluo quod quisque probus homo equitando uel non equitando sine canibus. Et sine anibus de cassar uolens honores siue possessiones suas et operarios ducere aut uisitare possit transuersare et transire per alienos honores seu alienas possessiones dum tamen non det ibi aut faciat aliquod dampnum.

Item quicumque de nocte uel de die uenabitur in alieno honore seu alienas possessiones cyrogrillos nomine pene banni tantum quantum super hoc taxatum est sub illo statuto quod loquitur de banno cuniculorum que pena est de die XX sol. et de nocte LX sol.

Item quicumque de nocte furabitur racemos in aliena seu alienis uineis soluat pro quolibet racemo nomine pene banni VI den. et si de die furabitur soluat pro quolibet racemo III den. et simili modo soluat de alijs fructibus pro quolibet fructu hoc est de nocte VI den. et de die III den.

Et si hoc bannum soluere non poterit fustigetur per ciuitatem uel ponatur en lo costell.

Item quicumque herbeiara in aliena seu alienis uineis uel alieno deuenso uel alieno prato uel deuenduda de die soluat pro banno XIJ den. et de nocte V sol.

Item pro asino et pro qualibet bestia grossa que intrabit in alieno deuenso soluat banni VI den.

Item pro ballia ouium uel moutonorum caprarum et bouum de quindecim bestijs et ultra nomine pene banni de die dentur X sol. et de nocte XX sol. et de XV bestijs inferius pro qualibet bestia II den. de die et de nocte IIII den.

Item quicumque furabitur uites de nocte uel de die de aliena uel alienis uineis soluat pro banno pro qualibet trossa X sol. et pro quolibet faxio V sol. et pro quolibet gauello VI den. et si non poterit soluere bannum predictum fustigetur per ciuitatem uel ponatur en lo costell nomine pene banni.

Item quicumque mouebit lapidem seu lapides de alieno pariete soluat nomine pene banni V sol. pro quolibet lapide si non est de angulo parietis uel de ianua. Et si est de angulo parietis uel de ianua soluat nomine pene banni X sol. Et si predictum lapidem seu lapides inde portauerit soluat nomine pene banni duplum propedictarum quantitatum.

Item quicumque colliget maiollos in aliena uinea seu uineis sine uoluntate domini cuius erit illa uinea soluat nomine pene banni pro quolibet maiollo I d.

Item quicumque furabitur seu arrancabit aliquam arborem in aliquo honore alieno de die soluat pro pena banni pro qualibet arbore XXX sol. et de nocte LX sol.

Item quicumque capiet de alieno honore fabas cycera uel lentes siue lentillas uel alia legumina uel bladum soluat nomine banni pro qualibet manata de die VI den. Et pro faxio X sol. et de nocte duplum dictarum penarum.

Item quicumque furabitur caules porros uel aliam ortolaillam in alieno honore soluat nomine banni de die pro quolibet caule et porro V den. et de nocte pro qualibet planta duplum dicte pene.

Item quicumque talabit alienum honorem sine talam faciet in alieno honore de nocte uel de die arbitrio rectoris Massilie puniatur.

Item quicumque fornillerius uel alius a bestia derocara o deffara alienam clausuram soluat nomine pene X sol. et si am faix derocara o deffara autrui clausuram soluat XII den. nomine pene banni.

Item quicumque fornillara o leignerera o soccas e estepas arracara dels termes e dels dependens assignatz e de las collas ad ensa soluat pro qualibet uice nomine banni X sol. et si pro furno causenc calcis coquende a qui lemairara soluat nomine pene banni pro qualibet uice C sol.

Item quicumque de alieno honore seu possessione capiet amarinas uel cannas soluat pro qualibet amarina II den. et pro qualibet canna VI den.

Item quicumque arrabara o trencara illicite alienam arborem fruchier soluat nomine pene banni pro qualibet arbore LX sol. et pro qualibet branca V sol.

Item quicumque furabitur bruscum siue bruscos apium uel apes de brusc soluat nomine pene banni fracti de die LX sol. et de nocte C sol.

Item quicumque furabitur alienum fimum de nocte soluat nomine pene banni X sol. et de die V sol. pro qualibet saumata.

Item si qua auis alicuius uenatoris seu uenantis

equitantis transuolabit et transuolando in uineam uel deuensum aut deuendudam intrabit liceat illi uenatori uel eius scutifero uel alij quem secum haberet ille uenator intrare sine equo et equitatura tamen in illum honorem ubi esset illa auis causa capiendi et recuperandi dictam auem et hoc sine pena banni.

Item quicumque dirruet o destruta clapum alienum de die soluat pro pena banni X sol. et de nocte XX sol.

Item si bannerius uel bannerij uel uxores aut familia uel aliquis de familia eorum frangent bannum seu incident in bannum puniantur illi frangentes in omnibus et singulis casibus supra dictis nomine banni in dupplum pecuniepenarum supradictarum et si illud dupplum nomine banni ipsi uel alij pro eis non soluerent fustigentur per hanc ciuitatem frangentes illud bannum et hec omnia et singula supradicta de penis intelligimusqualiter quod eciam illis penis solutis predicte persone bannum frangentes seu in bannum incidentes nichilominus teneantur ultra dictas penas emendare seu restituere in integrum sine mora arbitrio illorum proborum hominum qui super officio seu custodia banni per tempora erunt a curia constituti totam extimacionem dampni et interesse illi et illis personis que illud dampnum paterentur seu passe essent et quarum interesset factum non esse.

Penas autem supradictas pecuniarias nomine banni soluendas per hoc statutum diuidimus in tres partes quarum unam habeant bannerij qui tamen illud bannum non fregerunt. Et aliam terciam officiales banni a curia constituti seu constituendi alia tercia curie applicetur.

Hoc eciam intellecto quod postquam dicte pene solute fuerint a frangente bannum nichil de predictis penis diuidatur inter dictas tres partes priusquam predictum dampnum dampnificatis personis fuerit restitutum et super illis penis nomine banni predicte persone dampnificate pro extimacionem predictorum dampnorum habeant suum regressum donec de dampnis supradictis eis fuerit satisfactum.

Porro licet huic retro fuerint alique contenciones inter comune Massilie uel aliquos suos officiales et aliquos milites et alios probos uiros huius ciuitatis super iurisdictione et cohercione dicti banni et super bannerijs constituendis per hoc statutum talem finem hijs ponimus quod in omnibus et per omnia ad curiam et dominacionem curie comunis Massilie tantum et non ad alios pertineat super banno officiales et bannerios constituere et iurisdictionem et cohercionem super predictis bannis exercere.

CAPUT XX.

De banno fracto et dampno dato emendandis (1).

STATUIMUS quod quando in territorio Massilie bannum fractum fuerit per quamcumque personam curia bannum inde recipiat et nichilominus personam que bannum dederit ad restitucionem dampni dati dampnum passo compellat per officium ipso dampno per personas ydoneas missas a curia extimando.

Quod autem huic retro per alios statutum inuenimus et huic statuto adicimus uidelicet quod si aliquis banneriorum qui sunt uel per tempora fuerint ex parte curie comunis Massilie constituti in officio bannerie furtum faciet uel fieri pacietur de fructibus ad quorum custodiam fuerant ipsi bannerij constituti uel faciet aut fieri pacietur inde aliquam talam siue in fructibus siue in arboribus uel in aliquibus alijs rebus pertinentibus ad custodiam officij eorum quod ille bannerius hoc faciens uel fieri paciens aut consenciens debeat pro pena per ciuitatem Massilie fustigare et nichilominus eandem penam debeat pati bannerius qui aliquam personam inueniet in banno id est incidentem in bannum

(1) *Du ban rompu et du dommage devant être punis.*

nisi illam personam bannum frangentem manifestaret ille bannerius illius tribus probis hominibus uel alicui eorum qui sunt uel erunt per tempora constituti ad recipiendum bannum pro comuni Massilie.

CAPUT XXI.

De auera aliqua in camerentur siue sosphisticentur (1).

Constituimus ut nemo possit uel audeat in Massilia in camerare seu sosphisticare aliquod auere cuiuscumque sit generis se materiei et quicumque contra hoc fecerit puniatur inde arbitrio rectoris uel consulum.

Addentes insuper quod tres probi homines statuantur ad arbitrium quorum fiant carice auerorum que uehentur in franciam et qui cauere debeant ne possit ibi fieri aliqua incameracio uel sosphisticacio. Et si predicti tres homines non poterint interesse dictis caricis faciendis quod possint fieri ad arbitrium duorum ex eis et qui debeant iudicare auera cum dubitaretur an essent incamerata.

(1) *Des marchandises altérées ou sophistiquées.*

CAPUT XXII.

Ne pene uarie tingantur (1).

Nemini liceat aliquatenus in Massilia de cetero uel audeat quis tingere penam uariam uel uendere ueterem pro noua orlumuo uetus pro nouo ignoranti et cui non dicatur illud a uenditore et si quis contra hoc fecerit penam dictam amittat et orlum similiter et sit illius sine aliquo precio qui eam ignarus ut dictum est emerit et tantum quantum eorum extimacio erit uel ualeret pro inde comuni Massilie quod a dicto uenditore a rectore uel consulibus uel curia Massilie auferatur.

CAPUT XXIII.

De illis qui aliud nomen quam habeant sibi imponunt (1).

Statuimus quod si quis publicum instrumentum uel cartam publicam faciet uel fieri faciet dicendo fraudulenter uel dolose se esse alium

(1) *Des plumes ne pouvant être teintes de diverses couleurs.*

(1) *De ceux qui prennent un autre nom que le leur.*

quam in ueritate sit ponendo uel mutando sibi aliud nomen uel cognomen aut pronomen quod non habet et hoc cognitum uel probatum legitime erit tunc in duplum erit quantitatis illius aut extimacionis rei que in illo instrumento continebitur aut continetur condempnetur et illud curie uel comuni Massilie nomine uindicte applicetur seu pene. Si uero dicta persona ad eo esset pauper quod ab eo uel ab alio pro eo dicta pena solui non posset uel nollet tunc puniatur inde arbitrio curie supradicte.

CAPUT XXIIII.

De pena producencium falsos testes uel falsa instrumenta (1).

Constituimus ut si quis actor uel reus maior annis XVI agendo uel excipiendo uel deffendendo producet falso siue dolose instrumentum seu cartam publicam in curia seu curijs Massilie in aliqua causa uel lite quod uel que probentur et probata fuerint falsa esse aut testem testes falso et dolose et scienter quem uel quos ad dicendam falsitatem qui eos produxerit uel producet instruxerit uel instruet aut instrui faceret uel faciet et de hijs curie dicte legitime constiterit uel constabit tunc primo ca-

(1) *Des peines encourues par ceux qui produisent de faux témoins ou de faux actes.*

data causa illa in qua hijs aut aliquo istorum usus est uel fuerit dictus producens et insuper tantam quantitatem quanta erit causa illa si in quantitate consistit uel erit uel extimacionem nomine uindicte seu pene pro inde tribuat curie supradicte ipsumque quem falsum instrumentum seu falsos testes scienter instruxisse constabit dicte curie similiter ut dictum est dicta curia teneatur inde publice infamare et in cartulario publico comunis uel curie Massilie hoc idem scribi facere sine mora uerumptamen si taliter delinquens ut predictum est minor erit uel esset XVI annorum pubes tamen uel proximus pubertati tunc prorsus cadat a dicta causa ipso iure.

Illam uero personam que instrumenta predicta falsa sciens composuit uel fecit siue sit notarius uel alius quilibet uel que dictum falsum testimonium perhibuit rector Massilie uel curia dicto teneantur. Et debeant arbitrio suo punire cum consilio et assensu consiliariorum ciuitatis Massilie uel maioris partis eorum et simili modo prope dicto puniant illum quem cognoscent racionabiliter tamen falsos testes inquirere et aliquos ad dicendum falsum testimonium instrueret et similiter puniant illos quos simili modo cognoscent interuentu uel spe pecunie sibi conuente uel date testimonium eciam uerum prohibere in aliqua causa uel lite et nichilominus si ille qui falsos testes inquisierit uel inquiret uel ad dicendum falsum testimonium in-

aliqua causa uel lite corrumpendo eos testes aliquos instruxit uel instruet habet uel habebit tantum quantum est uel erit aut ualeret causa illa uel lis tantumdem auferatur eidem uel si minus habet usque ad illud quod habet tunc et curie uel comuni Massilie illud totum applicetur et huius modi capitulum similiter locum habere uolumus et constituimus coram iudicibus delegatis a dicta curia et eciam coram arbitris et compromissarijs et arbitrantibus in Massilia et in eius territorio.

Decernentes eciam quod pene supradicte premissis modis delinquentibus similiter infligantur et quod hijs nonobstantibus similiter secundum iuris ordinem et pena eisdem delinquentibus uel eorum singulis infligatur criminaliter.

Verumptamen premissa uel contenta in hoc capitulo non solum fiat uel fieri debeant inquisicio ex officio uel probacio scilicet taliter quod quicumque aliquid uel aliqua de eis uel circa ea probanda erunt inquirenda per officium uel aliter ante dentur inde tituli seu tradantur taliter incusato aut amicis uel proximis seu procuratori uel deffensori continentes causam seu factum quod dicto incusato obicietur ut super eis titulis fiant a dicto incusato uel alijs predictis pro eo interrogaciones si uolent que fiant a testibus qui occasione predictorum aduersus dictum incusatum producentur uel inquirerentur et similiter dictus in ocusatus uel eciam

conuentus inde aut alius seu alij pro eo habeant copiam et licenciam reprobandi legitime testes aduersus se productos super eo commisso uel delicto in quo si inde constaret fama ipsius incusati in aliquo lederetur occasione predictorum.

CAPUT XXV.

Qualiter homicidia puniri debeant (1).

Cum rei publice inter sit plurimum ue maleficia remaneant impunita et presertim homicidia illicite commissa aucthoritate huius capituli ordinamus in posterum obseruandum quod quicumque inuadet aliquem aut uulnerabit uel ledet mortifere in Massilia uel eius territorio unde quis moriatur si forte ille qui talia fecit aufugerit a Massilia. Ita quod curia Massilie eum non habeat uel habere possit uel ille uocatus uel citatus a dicta curia infra octo dies proximos predicto maleficio non comparuerit ueniendo in dictam curiam absque omni fiducia et securitate in posse rectoris aut consulum uel curie Massilie deinceps aliquo tempore malefactor dictus nullatenus possit uel liceat ei reuerti in Massilia uel sub urbijs Massilie nisi primum composuerit de predicto maleficio cum quatuor uel quicumque de

(1) *De quelle manière les homicides doivent être punis.*

propinquioribus dicti interfecti uel mortui et nisi similiter primo soluerit uel alius pro eo bannum in quo positus erit pro dicto commisso uel malefficio a rectore uel consulibus uel comuni Massilie. Et si quis contra hoc illum homicidam quandocumque recipiet alicubi aut celabit infra Massiliam uel eius sub urbia puniatur pro inde pro qualibet uice qua eum sic celauerit uel recepit in decem sol. reg. pro inde dandis comuni Massilie.

Statuentes similiter quod si dictus homicida alicubi inueniretur uel posset inueniri infra Massiliam uel eius territorium quod tunc a rectore uel consulibus Massilie seu alijs pro eis capiatur per uim eciam si necesse fuit et inde de illo faciant que eis uidebitur facienda rector et consules dicti et teneantur facere.

CAPUT XXVI.

De bannitis (1).

Hanc presenti sanctione firmamus quod nullus qui sit bannitus de maleficio qui tamen scriptus reperiatur in cartulario comunis Massilie admittatur ad peticionem sui iuris in curia uel curijs in Massilia quandiu in eo banno steterit.

(1) *Des bannis.*

Statuentes similiter quod omne malum et dampnum datum in persona banniti cuiuscumque sit sexus qui scriptus est uel erit in libro comunis Massilie sicut predictum est pro maleficio perpetrato perpetuo remaneat impunitum.

Decernentes preterea quod nullus de ciuitate et iurisdictione Massilie recipiat illos bannitos supra dictos in domo sua uel hospicio scienter nec opem uel auxilium eis prestet nisi ad pacem faciendam nec det eis comedere et bibere et si quis contra fecerit et bannitus ille bannitus fuerit pro homicidio uel prodicione ciuitatis Massilie uel pro aggressione itinerum terre uel maris soluat inde qui hoc fecerit XXV lib. reg. coron. comuni Massilie si uero pro alio maleficio bannitus fuerit det pro inde comuni Massilie LX sol. reg.

CAPUT XXVII.

De remotis ab officio non restituendis (1).

Decernimus ut si quando aliquis propter delictum suum remotus fuerit ab officio per sentenciam rectoris uel consulum Massilie non tamen ad tempus certum sed simpliciter idem sine certi tempo-

(1) *De ceux qui écartés d'une charge ne peuvent y être réintégrés.*

ris prefinicione non liceat rectori uel predictis consulibus suam sentenciam postmodum reuocare nec sit remotum ad dictum officium restituere sine consensu tocius consilij generalis uel maioris partis eiusdem.

CAPUT XXVIII.

De parentibus pro filijs et e conuerso non mulctandis (1).

Quoniam tam diuino quam humano iuri reperitur contrarium ab omnibus iniquissimum reputatur ac detestabile ut parentum iniquitas torqueatur in filios et ut iustus pro iniusto mulctari debeat idcirco aucthoritate presentis capituli decernimus perpetuo obseruandum ne parentes pro delictis filiorum aliquorum ue descendencium uel e conuerso nec maritus pro delicto uxoris nec e conuerso uel soror pro delictis fratris aut sororis aliquatenus puniantur nisi forte particeps uel consencientes dictorum delictorum inuenirentur uel alias ipsi eos culpabiles exticissent hoc tamen saluo quod si quod absit aliquis filius familias in patris aliquorum ue ascendencium potestate constitutus delictum aliquod perpetrauerit siue commiserit ob quod bona

(1) *Des parents ne pouvant être mulctés pour leurs fils.*

ipsius delinquentis publicari uel deuastari debeant uel deberent et dictus delinquens auffugeret tunc in eo casu rector uel consules Massilie qui pro tempore preerunt regimini ciuitatis Massilie ne commissa delinquencium penitus impunita remaneant possit uel possint quo ad uindictam exercendam habere regressum in bonis patris aliorumue ascendencium post mortem dicti patris uel dictorum ascendencium seu post ingressum religionis eorum in quorum potestate esset constitutus dictus delinquens in eo duntaxat quod dicto delinquenti per suam falcidiam obueniret et non in plus nisi forte dictus delinquens alia bona haberet non pertinencia ad dictum patrem et ad dictos ascendentes.

Si uero dictus delinquens non aufugerit tunc in persona illius delinquentis et in eius bonis ad patrem alios ue ascendentes non pertinentibus secundum delicti qualitatem iusticia exerceatur.

Si autem dictus delinquens emancipatus fuerit tunc nullatenus aliqua pena dicto patri alijs ue ascendentibus uel eorum bonis infligi debeat uel imponi si autem aliquas pater familias uel aliquis ascendencium supra dicto modo deliquerit tunc pena imponi possit bonis dicti delinquentis secundum delicti qualitatem reseruata tamen de dictis bonis falsidia filio uel filijs descendentibus qua falcidia dicti filij uel descendentes alij nullatenus possint uel debeant defraudari seu priuari.

Statuentes insuper ne aliquis alius innocens pro delicto alicuius alterius nocentis uel qui in culpa repertus fuerit aliquatenus puniatur cum pena suos actores solum modo tenere debeat nec ultra progredi debeat pena quam reperiatur delictum.

CAPUT XXVIIII.

Ut quilibet audiatur a rectore suo ad sui defensionem (1).

Constituimus ut rector uel consules qui pro tempore preerunt regimini ciuitatis Massilie teneantur quemlibet coram eo uel eis conuentum uel accusatum uel quocumque modo interpellatum uolentem proponere iura sua uel de iure suo docere uel innocenciam suam purgare uel excusare diligenter audire nisi forte dictus accusatus uel conuentus predicta facere euidenter uideatur pocius ad subterfugium quam ad sui iusticiam defensionem.

CHAPITRE XXX.

Quod rector non possit aliquem compellere ad prestanda pignora in auro uel argento uel pecunia numerata uel in alijs rebus (1).

Decernimus hoc presenti statuto inuiolabiliter

(1) *De ce que chacun peut être entendu par le recteur dans la défense de son droit.*

(1) *De ce que le recteur ne peut forcer quelqu'un à fournir des gages en monnaie d'or, d'argent ou en toute autre chose.*

obseruandum quod rector siue consules Massilie qui pro tempore fuerint in regimine ciutatis Massilie non possint compellere uel compelli facere aliquem uel aliquos ciues Massilie ad prestanda pignora in pecunia numerata uel auro seu argento nec aliqua alia pignora mobilia uel immobilia uel se mouencia et quia hinc retro actis temporibus hec que sequuntur inuenimus statuta et confirmata fuisse eadem nunc approbantes in presenti statuto comprehendimus ut ualeant in futurum uidelicet quod aliquis ciuis inferioris ciuitatis Massilie non teneatur satisdare uel aliquam satisdacionem prestare uel eciam iurare rectoribus Massilie uel eius officialibus aliqua occasione seu causa nisi prius illa occasio seu causa ob quam ille a dicto rectore uel eius officialibus conuentus fuerit satisdare sibi dicta fuerit et manifestata tunc uero cum sibi illa causa uel occasio manifestata fuerit teneatur iurare et satisdare et prestare fideiussoriam caucionem secundum posse suum pro qualitate delicti et personarum ad cognicionem curie et quod nemo detineatur in palacio pro aliqua causa qui poterit satisdare nisi tale esset delictum quod eius persona non esset fideiussoribus committenda.

CAPUT XXXI.

Quod officialis aliquis comunis Massilie non recipiatur pro firmancia (1).

Ad euitanda dampna ciuium Massilie statuimus quod rector Massilie non recipiat pro iuratore uel pro firmancia uel pro redditore pignorum pro aliquo aliquem officialem comunis curie Massilie et si fecerit non ualeat ipso iure eciam si beneficio huius statuti renunciare uellet idem officialis.

CAPUT XXXII.

Sequitur de guidagio non prestando alicui qui ciuem Massilie offenderit (2).

Constituimus hoc capitulo firmiter obseruandum ut nulla persona Massilie aut eciam rector aut alia quecumque possit ducatum aut fiduciam prestare in Massilia alicui non habitanti in Massilia sub iurisdictione comunis Massilie uel rebus eius qui

(1) *De ce qu'aucun officier de la commune de Marseille ne peut être admis pour la caution.*

(2) *Du sauf-conduit qui ne peut être donné à celui qui avait offensé un citoyen de Marseille.*

offencionem corporalem uel uiolenciam uel rerum ablacionem alicui ciui Massilie fecerit uel intulerit aut faciet quandocumque siue consensu et uoluntate expressa eius qui dictam offencionem seu dampnum passus fuerit uel eius heredis aut eo absente propinquorum ipsius aut cariorum amicorum. Quod si quis contra hec fecerit et dictus passus offencionem uel dampnum uel eius heredes per se uel per amicos suos uel alios offensori illi iniuriam siue offensionem in persona uel rebus siue quas per se uel per alios detineret uindicando dederit uel dabunt non teneantur tunc inde illi nec amici eorum aut coadiutores eorumdem qui ad hec interfuerint uerumptamen predictis liceat dictam uindictam sumere si de dicta offencione uel eorum ablacione ab extraneo data uel illata illi ciui Massilie uel facta curie constiterit antequam predicta uindicta inde a parte offensi sumeretur. Quod autem supradictum est constare curie predicte taliter intelligimus si propter fidem inde factam curie predicte offensio dicta uel rerum ablacio in cartulario dicte curie sit redacta ad hoc ut predicti ultores possint per scripturam dictam de predictis ulcionibus ab eis sumptibus excusari.

Statuentes eciam quod cuilibet Massiliensi liceat se uindicare de dicto offensore authoritate huius capituli quem inueniet uel inuenerit in Massilia qui ibi uenerit absque illius offensi licencia uel mandamento uel eo absente illius propinquorum uel

cariorum amicorum nisi dictus offensus sponte fecerit pacem uel concordiam de offensa supradicta offensori aut alij uel alijs pro eo et similiter nisi pax uel concordia generalis facta esset uel fuerit alicui terre uel ciuitati uel loco unde dictus offensorum est uel fuerit a ciuitate Massilie in qua pace uel concordia dictum uel actum fuerit a rectore uel consulibus aut alio uel alijs administracione comuni fungentibus quod de dampnis hinc inde datis et offensis ac uiolencijs sit pax uel concordia utrinque tunc enim ab inde res predictorum offensorum possint licite uenire in Massiliam et non persone eorum offensorum aliquo modo secure ut dictum est ab offenso nisi ut supradicitur de uoluntate offensi supradicti uel amicorum ipsius et successorum.

Preterea rector uel consules Massilie eorum ue iudices quicumque pro tempore fuerint teneantur et debeant officio suo audire et audiant quemlibet Massiliensem offensum uolentem sibi secreto eciam fidem facere eis uel alicui eorum de offensa in personis uel rebus ab aliquo de supradictis offensoribus alicubi sibi facta uel illata eaque quicumque offensus uolet ostendere uel probare et si taliter de hijs hoc est de predictis ab aliquo de supradictis offensoribus sibi iniuriose factis aliquis Massiliensis qui probabit illud uel ea in cartulario curie Massilie redigere uel scribi facere postulauerit tunc rector uel consules dicti eorum que iudices non re-

quisita eciam in casibus parte aduersa uel citata super eo attencius teneantur.

CAPUT XXXIII.

Sequitur de rebus foritaneorum saluandis (1).

Decernimus hoc presenti statuto inuiolabiliter obseruandum quod si contigerit deinceps guerram fieri inter ciuitatem Massilie et aliam ciuitatem uel ab aliquem dominum terre ante tempus inicum guerre predicte aliquis uel aliqui foritanei tradidissent in depositum seu commandam uel ex alio aliquo contractu annonam uel bladum seu pecuniam uel aliquas alias res excepto bestiano alicui ciui Massilie quod propter illam guerram nichilominus res predicte sint salue foritaneis dictis cum utilius sit ciuibus Massilie res et pecuniam foritaneorum possidere et cum eisdem lucrum facere quam predictis rebus carere.

CAPUT XXXIIII.

Sequitur de spacio uiginti dierum dando mercatoribus qui essent in Massilia tempore guerre (2).

Statuimus deinceps obseruandum quod si tem-

(1) *De la conservation des biens des étrangers.*

Voy. La note relative à ce chapitre insérée dans le 2e vol., pag. 76.

(2) *Du délai de vingt jours accordé aux marchands qui se trouvent à Marseille en temps de guerre.*

Voy. La note relative à ce chapitre dans le 2e vol., pag. 76.

pore alicuius guerre quam haberet comune Massilie cum aliqua ciuitate uel loco uel domino alicuius terre aliquis uel aliqui mercatores fuerint in ciuitate Massilie inuenti uel uenirent in Massiliam de aliquo uiagio quod ex eo tempore ex quo esset illis mercatoribus presentibus in hac terra nota uel manifesta guerra predicta quod predicti mercatores habeant spacium uiginti dierum tantum expediendi se et merces suas de ciuitate ista infra quos uiginti dies predicti mercatores possint merces suas uendere seu deponere uel alio modo prout uoluerint alienare seu collocare et quod ab inde in antea scilicet ultra predictos XX dies predicti mercatores uel alteruter eorum non possint manere ni hanc terra guerra predicta durante nisi remaneret de uoluntate rectoris uel consilij maioris uel maioris partis eorum et hoc habeat locum si predicti mercatores non offendissent ciuem uel ciues in Massilia in persona uel rebus.

CAPUT XXXV.

Sequitur de non redimendis filijs paruulis (1).

CONSTITUIMUS ut nullus ciuis Massilie audeat redimere aliquatenus filium suum uel alienum minorem tamen X annis si quod absit tales filij

(1) *Des petits enfants ne devant être rachetés.*

aliquo tempore caperentur uel subriperentur nisi forsan de uoluntate expressa rectoris aut consulum et consiliariorum Massilie hoc fecerit uel maioris partis eorum et si contra hoc fecerit aufferatur ei pro inde tantum quantum predicto filio dederit.

CAPUT XXXVI.

Sequitur de hostagijs non dandis (1).

Constituimus firmiter ne unquam deinceps occasione aliqua obsides siue hostagiarij pro comuni Massilie dentur uel tradantur in ciuitate Massilie nec extra.

CAPUT XXXVII.

Sequitur ne aliquis edificet in terris prohibitis (2).

Ordinamus ut nemo edificet in territorio Massilie extra muros nouos Massilie domum uel domos aliquas nisi se faciat de iurisdictione Massilie et nisi in omnibus expensis Massilie et caualcatis et omnibus alijs que ciues Massilie teneantur facere et

(1) *Des otages ne devant être donnés*

(2) *De la défense de bâtir dans les lieux prohibés.*

faciunt et facient uellent contribuere et ire et per omnia facere tanquam ciuis Massilie inhibentes firmiter ne aliquis deinceps presumat edificare uel bastire a uia illa publica per quam itur ab ecclesia sancte Marie de paradiso apud sanctum Uictorem usque ad portalguerium maius uersus portum et nisi illud esset ecclesia uel ad opus ecclesie uel domus uel loci religiosorum.

CAPUT XXXVIII.

Sequitur de forcijs seu municionibus in Massilia non faciendis (1).

Quoniam ex municionibus infra ciuitatem seorsum factis plurima mala et dissenciones consueuerunt oriri ideo aucthoritate huius capituli statuentes firmiter inhibemus neque amodo forcia seu municio seorsum in Massilia nec in aliqua serere rupium seu moncium qui uel que sunt infra muros quoscumque Massilie clausure uel extra buocam portus alicubi de qua forcia uel municione presumi possit uel debeat quod aliquod dampnum possit accidere ciuitati Massilie et si quod ibi occasione alicuius municionis attenus factum est in eo neque

(1) *Des forts ou munitions de guerre ne devant être faits dans Marseille.*

in premissis deinceps fiat aliquid alcius extollendum et si quis contra hoc facere atemptauerit uniuersi et singuli ciues Massilie resistere illi operi ne fiat pro inde teneantur.

CAPUT XXXVIIII.

De presumpcione filiacionis et paternitatis et matrimonij et mortis que in indicijs quandocumque proponitur et inter litigantes sepe negantur (1).

Ad euitandas calumpnias procuratorum tutorum et curatorum et aliorum principalium scilicet personarum in curijs et coram arbitris litigancium hac presenti sanctione decernimus firmiter obseruandum quod si in aliqua causa uel causis in curijs Massilie uel coram arbitris uel delegatis iudicibus pendentibus uel in posterum inchoandis ab aliqua parcium litigancium fuit huc usque uel est aut erit quod positum aliqua persona certa est uel fuerit maritus talis mulieris nominate et e contra talis mulier nominata est uel fuerit uxor talis hominis nominati et quod matrimonium fuerit contractum inter dictas personas nominatas et hoc ab aduersa parte defensum uel negatum fuerit

(1) *De la présomption de la filiation, de la paternité et de la mort, qui est invoquée le plus souvent dans les jugements, et souvent aussi niée entre les plaideurs.*

predicte persone conuersentur uel conuersate fuerint in preteritum et simul habitant uel habitauerint in eadem domo tanquam coniuges publice et palam inter notos et uicinos earumdem personarum per unum annum et plus intelligatur et presumatur semper ex uigore huius statuti inter dictas personas ab inicio matrimonium fuisse contractum et ab inde dicta persona negans super hoc nullatenus audiatur nisi dicta persona negans uoluerit in se recipere onus probacionis in contrarium scilicet quod dictus homo teneret dictam mulierem tanquam concubinam uel meretricem tunc inde illi persone neganti circa hoc mos gerendus est et eodem modo statuimus per omnia obseruandum de parentibus et filijs si ab altera parte negaretur de filiacione uel aliquem fuisse patrem alicuius uel aliquorum.

Preterea simili modo decernimus firmiter obseruandum quod si aliqua persona decesserit infra ciuitatem Massilie uel extra in uiagijs uel decedet et ab abuersa parte negetur de cuius morte difficilis sit probacio propter longum tempus uel impossibilis uerbi gracia si nauis que absit in pelago et submersa uel inter ignotos penitus uel in terra aliena decesserit cum solus peregrinaretur uel aliter hoc contigerit accedere si fama puta publica est uel fuerit inter notos et uicinos de morte illius persone per quinquennium presumatur semper de morte illius maxime si ab uxore illius et e contra uel

a parentibus et agnatis defuncti uel defuncte fuerint factus plantus et hoc statutum locum habere et obseruari uolumus in causis pendentibus et futuris.

CAPUT XL.

De claudendis patuis et carrerijs purgandis (1).

Per presentem constitucionem statuimus deinceps firmiter obseruandum ut illi duo probi uiri qui electi et statuti sunt super claudendis patuis et cazalibus ciuitatis inferioris et super carrerijs Massilie ab omni in mundicia purgandis teneantur et debeant sacramento ab eis occasione sui officij prestito carrerias Massilie et transuersias uniuersas semel singulis hebdomadis facere scobari et mundificari ne scobile ille seu in mundicia illa in detrimentum portus Massilie intercurrant et hoc teneantur denunciare uel facere denunciari singulis domibus proborum uirorum ciuitatis inferioris Massilie prout eis uisum fuerit ut predictas carrerias singulis hebdomadis ante domos suas mundificare debeant ut superius est distinctum et hoc statutum preconizetur per ciuitatem Massilie si uero aliquis predicta facere contempserit in uno denario singulis hebdomadis

(1) *De la fermeture des pâtis (cloaques) et de la repurgation des rues.*

quibus contra fecerit puniatur nomine pene soluende que pena sit predictorum officialium.

Statuentes insuper quod predicti officiales circa hec adhibeant curam uigilem et intentam.

Preterea decernimus hoc presenti statuto quod aliqua persona Massilie non teneat uel nutriat porcos uel scrofas in carrerijs ciuitatis Massilie taliter quod illi eant per carrerias.

Quod si aliquis contra fecerit scilicet si aliqui porci uel scrofe inuenti uel inuente fuerint in carrerijs Massilie dissoluti pro singulis pedibus ipsorum porcorum eorum dominis singulis uiciorum nomine pene unus obolus auferatur et ad hec obseruandum predicti probi uiri officiales efficaciter teneantur que pena sit eorumdem officialium.

CAPUT XLI.

Quod salarium accipere debeant nuncij et ambaxatores ciuitatis Massilie (1).

Cum dignum sit ut laborem sequitur premium et qui pro comuni laborant interim de comuni

(1) *Du salaire des messagers et des ambassadeurs de la cité de Marseille.*

uiuere debeant et nemo sit cogendus in alienis negocijs suis stipendijs militare dicto presenti statuto decernimus statuendo ut nuncij et ambaxatores qui a modo missi fuerint pro comuni Massilie expensas et alia infra scripta de comuni recipiant in modum infra scriptum uidelicet quod si duo nuncij uel ambaxatores missi fuerint usque ad duas dictas habeant quinque bestias et si tres fuerint octo et si quatuor decem et quilibet habeat singulis diebus pro singulis bestijs et pro omnibus necessarijs sibi faciendis et pro loquerio et expensis tantum quatuor solidos si uero ultras duas dictas missi fuerint ad laycum uel litteratum quilibet habeat tres bestias et tunc prouideatur sibi in omnibus necessarijs tam pro se quam in suis bestijs ad arbitrium rectoris et officialium suorum et quocumque missi sint et quicumque sint layci uel literati.

CAPUT XLII.

Qua forma condempnaciones a modo fieri debeant (1).

Constituimus hoc presenti statuto inuiolabiliter obseruandum ut condempnaciones pecunie que

(1) *De la forme des condamnations.*

a modo fient per officium in Massilia fiant presente rectore et iudice palacij et iudicibus curiarum Massilie comunis et syndicis uel uno ex syndicis uel uno ex clauarijs uel maiori parte ex eis et septimanarijs uel maiori parte eorum et condempnaciones facte seu approbate a predictis personis scilicet rector et iudicibus syndicis et clauarijs et septimanarijs firme et rate sint adeo quod non possint remitti diminui uel augeri et quod ex aliquibus de predictis personis syndicis clauarijs uel septimanarijs si contigerit aliquem condempnari uel condempnari debere qui sit filius uel frater uel nepos uel sororius uel gener uel consanguineus germanicus uel usque in gradum illi condempnando non intersit condempnacioni illa persona siue sit syndicus uel clauarius uel septimanarius uel iudex uel notarius. Et si aliquis de predictis personis quas dictum est debere interesse condempnacioni sit inimicus alicuius qui condempnari debeant intersit dicte condempnacioni.

Item statuimus quod de tribus in tribus mensibus ad minus nisi iusto impedimento curie remaneret quod impedimentum remaneat in arbitrio consilij scilicet per condempnacionibus pecuniarijs maleficiorum recitandis fiat publicum parlamentum.

CAPUT XLIII.

Sequitur de non accomodando lectos uel pannos rectori uel alijs de familia sua (1).

Hoc presenti capitulo duximus firmiter statuendum quod nullus rector qui a modo pro tempore fuerit in Massilia compellat uel compelli faciat aliquem christianum uel iudeum comodare uel precario concedere lectum uel lectos seu pannos aliquos lectorum. Et si aliquis iudeus uel christianus propria uoluntate uel precibus uel minis inductus lectum uel lectorum pannos alicui rectori uel alicui de familia eius accomodauerit uel concesserit incurrat uel cadat in penam X lib. reg. coron. cuius pene medietas accusanti et alia medietas curie Massilie aplicetur.

CAPUT XLIIII.

Sequitur de custodia carceris (2).

Item olim statutam modo in hoc statuto renouamus uidelicet quod a modo apponantur publico

(1) *Du refus de prêter des lits ou des draps au recteur ou à tout autre de sa famille.*

(2) *De la garde des prisons.*

carceri comunis Massilie duo custodes pro custodia ipsius carceris et personarum que in carcere ponerentur qui eciam custodes percipiant pro custodia carceris competens salarium de clauaria et non accipiant ab aliquo incarcerando uel ab aliquo pro eo ultra XII den. pro ferrando et defferrando et custodiendo et quod a modo aliquatenus nulla mulier intret domum dicti carceris pro aliqua causa nisi culpa sua et tunc non ponatur cum hominibus et custodes carceris uel alij pro eis dent uictualia carceratis tramissa sine diminucione.

CAPUT XLV.

Sequitur de gardia uinearum (1).

Item olim statutam et usitatam presenti statuto comprehendimus precipientes quod nulla persona que habeat dominium super aliquibus uineis sitis in territorio Massilie possit uel debeat per se uel per alium de cetero accipere uel accipi facere gardiam in aliquibus uineis donec facherij ipsarum uinearum uindimient ipsas uineas ipsis que presentibus uel alijs pro eis et si aliquis temerario ausu contra uenire presumpserit quidquid a dictis dominis taliter pro gardia perceptum fuerit

(1) *De la garde des vignobles.*

ipsi domini cum pena duppli scilicet de uno tres a iudicibus Massilie per officium restituere facherijs dictarum uinearum compellantur.

Item statuimus quod aliquis facherius tenens aliquam uineam ad certam partem racemorum ipsius uinee dandam alicui domino uel alius de familia sua uel per se uel per alium non audeat sine licencia illius a quo teneret uineam afferre uel afferri facere de agrestibus uel racemis illius uinee causa comedendi uel alia de causa ultra quinque semel in die alioquin soluat bannum ac si de aliena uinea apportasset uel extraxisset.

CAPUT XLVI.

Sequitur de pena uenancium in alienis uineis (1).

STATUIMUS quod nemo equitando uel pedester eundo audeat uenari in alienis uineis in non suis et quociens quis contra fecerit puniatur eques in XX sol. reg. et pedes in X sol. que pene curie applicentur.

(1) *De la peine de ceux qui chassent dans les vignes d'autrui.*

CAPUT XLVII.

Sequitur de pena illorum qui illicite prohibent operarios operari (1).

Constituimus quod propter prohibicionem uel monicionem aut denunciacionem alicuius persone que prohiberet uel moneret et aut denunciaret alicui uel aliquibus sine aucthoritate curie comunis Massilie nemo magister uel operarius alicuius operis audeat deserere opus conuentum facere pro mercede uel ab opere conuento pro mercede uel in cepto pro mercede exire causa dimittendi aut ab operando cessare ut impediatur uel retardetur illud opus nisi hoc faceret iusta et racionabili causa.

Et si quis prohibicionem monicionem aut denunciacionem supradictas sine aucthoritate curie uel sine iusta et racionabili causa fecerit uerbis uel aliter quominus illud opus compleatur uel quo magis retardetur compleri aut si quis facienti talem prohibicionem monicionem aut denunciacionem sine aucthoritate curie uel sine iusta et racionabili causa hoc obediuerit deserendo illud opus aut exeundo uel cessando ab illo opere causa retardandi

(1) *De la peine de ceux qui par des moyens illicites empêchent les ouvriers de travailler.*

illud opus puniatur pro singulis uicibus in XX sol. reg. coron. curie applicandis et nichilominus illi cuius erat seu esset illud opus totum suum dampnum et interesse restituere teneatur et ad illud opus faciendum secundum quod tenebantur ex conuencione officio rectoris uel iudicis ciuitatis Massilie cogantur. Et hoc intelligimus si illa persona que faceret dictam prohibicionem monicionem aut denunciacionem non haberet prohibendi ius uel denunciandi in re illa in qua fieret illud opus. Inter alias uero iustas et racionabiles causas quibus operarius uel magister operis possit dimittere dictum opus uel cessare ab illo opere uel exire ab illo opere causa dimittendi opus sine uoluntate illius cuius erit illud opus aut facientis fieri illud opus dicimus esse iustam et racionabilem causam quando merces conuenta seu debita et alia que pro operacione debentur non soluerentur illi uel illis qui dimitterent uel dimittent illud opus uel magistro operis uel operarijs sicut solui debent secundum conuencionem inter eos factam aut secundum bonam consuetudinem ciuitatis.

CAPUT XLVIII.

Sequitur de modo bruscandi (1).

Quoniam non est semper in potestate hominis flammas ignis quem possint restringere presenti sta-

(1) *Du mode de la brusque.*

tuto decernimus quod nemo audeat bruscare uel bruscari facere in portu Massilie nauem neque bucium nauem usque ad orle et in bruscando in dicto portu ille qui bruscabit hanc adhibeat cautelam quod ignis ille non transcendat mediam coopertam cum predicta media cooperta superius sit ualde periculosa flamma illius ignis cum transcendit.

CAPUT XLVIIII.

De non descendendo in uijs pro dominabus seu mulieribus (1).

Cum sit graue et maxime senibus equitantibus descendere et incontinenti ascendere et maxime sine scutifero et seruienti hoc presenti statuto statuimus ut de cetero aliquis equitans iuuenis uel senex in ciuitate Massilie cum territorio et sub urbijs eius ob reuerenciam aliquarum dominarum uel mulierum non descendat nisi esset domina terre non ciuis Massilie uel nisi esset monialis uel nisi proprio comodo fieret utriusque uel unius et si quis contra fecerit pro qualibet uice in XX sol. reg. cor. puniatur cuius

(1) *De ce que l'on ne doit pas descendre dans les rues devant les dames ou les nobles.*

pene medietas applicetur curie et alia sit accusantis et quod rector qui pro tempore fuerit dictam penam sine remissione exigere teneatur et quod accusatus possit se iuramento excusare si ob utilitatem sui et proprio facto descendit utilitatis causa ab hoc autem statuto excludimus rectorem et equitantes cum eo et iudicem palacij et equitantes cum ipso siue sint ciues siue non.

CAPUT L.

Sequitur de moneta non trabucanda (1).

Generaliter statuimus prohibentes quod nulla persona audeat trabucare uel trabucari facere nullam monetam que currat in Massilia seu que sit in comuni usu in ciuitate Massilie et quicumque sciret quod per aliquam personam contra fieret teneatur hoc manifestare rectori et syndicis et clauarijs et septimanarijs capitum ministeriorum Massilie et quicumque contra hanc prohibicionem fecerit pro qualibet uice puniatur in X lib. reg. curie applicandis quarum medietas defectus et alia medietas curie Massilie.

(1) *De la falsification de la monnaie.*

CAPUT LI.

Sequitur de fabris quantum debent accipere (1).

ORDINAMUS presenti statuto quod fabri exercentes ad presens uel in futurum ministerium fabrarie per se uel per alios in Massilia uel eius territorio non accipiant precium siue mercedem ultra modum infra scriptum uidelicet pro ferrando equo quatuor denarios de pede uno et de referrando unum denarium de asino et de asina duos denarios de uno pede et de referrando unum denarium de pede et de referrando omnem aliam tres denarios de quolibet pede et de referrando unum denarium.

Item de mittendo unam strillam calibis seu acerij quinque den.

Item de causando quando ligonem sic ut conuenerint inter se iusto modo.

Item de omnibus infra scriptis possint accipere sicut inferius continetur et non aliter uidelicet de causando quadam aissadonum sicut conuenerint.

(1) *Du salaire des ouvriers.*

Item de causando quadam securi sicut conuenerint.

Item de rebatendo ligone uel aissadono sicut conuenerint.

Item de escoda sicut conuenerint.

Item de causanda reilla sicut conuenerint.

Item de palo sicut conuenerint.

Item de esbatre tres obolos.

CAPUT LII.

Sequitur de prohibita preconizacione (1).

Constituimus quod si aliquis ciuis Massilie fuerit requisitus a rectore uel iudice uel aliquo officiali ut ueniat coram rectore uel iudice seu officiali pro aliquo negocio seu facto comunis non tamen ob causam criminis uel ob aliquam querelam de eo factam et ille requisitus non fuerit

(1) *De la criée défendue.*

inuentus rector uel iudex uel ullus alius officialis curie non ualeant ipsum facere preconizari nisi constaret manifeste ipsum requisitum esse uere contumacem.

CAPUT LIII.

De dote prophecticia qualiter post mortem filie familias diuidatur (1).

Statuimus quod si contigerit filiam familias decedere in matrimonio liberis uno uel pluribus extantibus eiusdem matrimonij dos que a patre profecta dos fuerat ob illud matrimonium ad patrem predictam a quo profecta dos fuerat non debeat redire sed apud dictos liberos supertites matris heredes remanere cum hac tamen condicione et causa quod si predicti liberi superstite dicto auo materno omnes decesserint medietas illius dotis ad predictum auum maternum dictorum liberorum tunc superstitem redire debeat alia uero medietas apud patrem predictorum liberorum tunc superstitem remaneat et sic per hoc statutum illam dotem prefecticiam diuidimus inter patrem et auum dictorum liberorum.

(1) *Du réglement de la dot.*

CAPUT LIIII.

Sequitur de sentencijs interloqutoribus per alium recitandis (1).

Causa dubitacionis et questionis et contencionis super hoc tollende statuimus quod rector qui est et omnis qui erit sequentibus temporibus rector uicarius baiulus aut consul regendo ciuitatem uicecomitalem Massilie siue sint litterati siue illitterati sentencias tam interloqutorias quam diffinitiuas quas racione sui officij regimini ciuitatis habebunt necesse pronunciare super questionibus siue criminalibus siue ciuilibus et pecuniarijs liceat eis aucthoritate huius statuti proferre seu pronunciare siue per se recitando et legendo proprio ore siue per alium litteratum ueluti iudicem uel assessorem uel consiliarium eis assidentem uel per notarium qui sententiam illam scriberet mandato eorumdem scilicet uel rectorum uel uicariorum uel baiulorum uel consulum predictorum.

Et huius modi sentencie supradicte quas predicti regentes proferent legendo et recitando forsitan non per se sed per quem alium litteratum de su-

(1) *Des sentences et des interlocutions prononcées par un autre.*

pradictis per inde ualeant ac si ipsi regentes non per alium sed per se ipsos illas sentencias recitando et legendo pronunciassent.

Hoc autem presens statutum ualere uolumus non solum in predictis sentencijs que proferentur de cetero sed eciam in eis quecumque prolate sunt huic retro secundum predictam formam inter quos cumque ciues Massilie seu in curijs Massilie temporibus retro actis a regentibus seu quocumque regente ciuitatem predictam. Et uolumus ut hoc statutum locum habeat similiter et in sentencijs iudicum delegatorum et arbitriorum et compromisso electorum in negocijs iam preteritis et futuris.

CAPUT LV.

De officialibus mutandis et maxime notarijs (1).

DECERNENTES eciam addendo illi statuto qui loquitur de officialibus mutandis quod annis singulis mutantur et remoueantur ex toto omnes et singuli notarij palacij et aliarum curiarum uille uicecomi–

(1) *De la mutation des emplois.*

talis Massilie. Ita quod quicumque notarius fuerint in aliquo predictorum officiorum non sint nec remaneant anno sequenti in aliquo dictorum officiorum quod nullus notarius defferens coronam possit habere officium aliquod in aliqua dictarum curiarum Massilie nec aliquis aduocatus iudex in dictis curijs nisi tempore introitus sui officij iuraret se facere et interesse tam sentencijs et condempnacionibus pecuniarijs quam eciam corporalibus sanguinis et eciam aliarum prout secundum iusticiam et qualitatem criminis fuerint faciende.

CAPUT LVI.

De sex probis uiris eligendis qui eligant officiales cum uicario (1).

QUONIAM scriptum est quod illud quod omnes tangit debeat ab omnibus comprobari uel eciam improbari id circo causa utilitatis et necessitatis et ob bonum statum ciuitatis Massilie et causa cedandi et pacificandi iniquitates et discenciones que forsitan possent de facili inter ciues Massilie suscitari. Id circo hoc presenti statuto duximus firmiter ordinandum ut quicumque sit uel fuerit

(1) *Des six hommes probes chargés d'élire, avec le viguier, les officiers.*

modo uel ab inde in antea de numero illorum sex proborum uirorum cum quorum consilio uicarij Massilie tenentur annis singulis iuxta formam pacis eligere officiales Massilie non sit postea nec possit esse de tribus annis nec redire in dicto officio per tres annos continuos eo saluo quod in alijs officijs possint esse sicut alij ciues Massilie.

Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quinto indicione nonas kalendas decembris fuit confirmatum utrum que predictorum statutorum.

STATUTA MASSILIE.

LIVRE CINQUIÈME.

TRADUCTION.

CHAPITRE Ier.

Des plaintes des injures (1).

Celui qui dénonçait une injure par lui soufferte devait déclarer au tribunal s'il voulait agir par le droit ordinaire ou d'office.

CHAPITRE II.

Sur la défense de se plaindre d'un maître qui a battu ses serviteurs, et sur la durée des services de ceux-ci (2).

Celui qui louait son service ne pouvait, pendant tout le temps qu'il était payé par le maître, se plaindre des coups qu'il recevait de ce maître, à moins que ces coups ne fussent tellement violents qu'ils eussent causé la perte d'un membre ou une grave lésion dans une partie quelconque du corps. Cette tolérance envers les maîtres qui battaient leurs serviteurs explique la fréquente intervention du bâton dans les rapports des personnages de Molière avec leurs valets.

(1) Voy. le texte original, p. 181.
(2) id. 183.

CHAPITRE III.

Comment on doit être puni dans la cause des injures (1).

Si un individu qui s'était permis d'injurier un citoyen ou plusieurs avait été condamné à payer une somme quelconque et qu'il ne pût pas l'acquitter, faute d'argent, il était soumis à recevoir sur ses chairs nues (*nudis carnibus*), depuis la troisième heure jusqu'au soir (*à tertiâ usque ad vesperas*), autant de coups qu'il aurait dû payer de sous, et cette exécution faite avec une courroie (*corrigiâ*) avait lieu à l'endroit même où les injures avaient été proférées ou faites, ou bien sur la voie publique, devant la maison de la curie, si le délit avait été commis dans une église ou hors des murs de la ville.

Tout serviteur ou toute personne vile (*persona vilis*) qui appelait *courtisanne* (*meretrix*) une mère de famille mariée ou veuve, une demoiselle honnête (*domicella honesta*), était punie du fouet.

CHAPITRE IIII.

Du châtiment de ceux qui après le son de la cloche (couvre-feu) vont sans lumière (2).

Par ce statut, il était ordonné que nul ne s'avisât, soit dans la ville, soit dans les faubourgs contigus à la ville,

(1) Voy. le texte original p. 155.
(2) id. 156.

dès que la cloche dite *sauve-terre* (*salva-terra*), c'est-à-dire la cloche de la tour de Sauve-Terre, avait sonné, de sortir sans lumière sous peine d'une amende de cinq sous royaux couronnés; la peine était plus forte, quand on l'appliquait, par ce motif, à un homme ou à une femme de mauvaise renommée.

N'encouraient aucune peine ceux qui, jouissant d'une bonne réputation, étaient rencontrés, sans lumière, au moment qu'ils arrivaient d'un voyage par terre ou par mer et qu'ils se rendaient chez eux. Cette défense était levée pendant le temps des vendanges et la veille de la Noël, mais seulement pour les gens bien famés.

CHAPITRE V.

De la peine encourue par ceux qui n'obéissaient pas aux officiers de Justice (1).

Celui qui par superbe (*superbiâ*) ou par insolence manquait à un huissier de la ville, était condamné à l'amende.

CHAPITRE VI.

Des conjurations (conspirations, assemblées illicites), ne devant être faites (2).

Les recteurs ou les consuls étaient invités à surveiller soigneusement les assemblées illicites, les conspirations entre les citoyens de Marseille, de les dissoudre et d'en bannir les chefs pour cinq ans et les membres pour deux ans. La même vigilance était demandée aux magistrats, pour qu'ils eussent à empêcher les monopoles.

(1) Voy. le texte original p. 158.
(2) id. 159.

CHAPITRE VII.

Des conjurations illicites devant être dissoutes (1).

Si des individus formaient entr'eux l'accord illicite, sous serment d'acheter ou de vendre, de travailler ou non, hors de la volonté expresse du recteur ou des consuls, ils étaient passibles d'une amende de XX sous royaux, et leurs conventions étaient déclarées non avenues.

CHAPITRE VIII.

Des juifs opérant les jours prohibés (2).

Il était interdit aux juifs d'étaler des marchandises, pen-les jours du dimanche et les fêtes solennelles observées par les chrétiens.

CHAPITRE VIIII et X.

Des berlandiers (3).

Nul ne pouvait à Marseille tenir une maison de jeu de hasard (*domus trickarie*) ; les échecs étaient permis, ainsi que d'autres jeux connus sous les noms de *tabola* et de *regineta*.

(1) Voy. le texte original p. 161.
(2) id. p. 161.
(3) id. p. 162.

CHAPITRE XI.

Des peines encourues par ceux qui juraient en jouant (1).

Pour chaque juron, les jureurs étaient obligés de payer XII deniers, lesquels étaient partagés entre la commune de Marseille et le dénonciateur.

CHAPITRE XII.

Des courtisannes (2).

Il était défendu aux courtisannes publiques (*meretrix publica*, il paraît qu'il y avait des courtisannes particulières) de porter des robes *de grana*, des fourrures, des hermines, un manteau, à moins qu'il ne fût d'un drap grossier. Si elles s'avisaient de se vêtir autrement que le leur prescrivait le statut, on leur enlevait leur habillement trop somptueux et on les frappait d'une amende de LX sous royaux couronnés; quand elles ne pouvaient payer cette amende, on les fustigeait publiquement. Ce statut reconnaît la nécessité de séparer les femmes notées et publiques (*famose*) des femmes pudiques; il ajoute que, par courtisanne, il faut entendre la femme qui fait métier de son corps (*facere questum*)

(1) Voy. le texte original p. 163.
(2) id. p. 164.

dans un lupanar; même nom est mérité par la femme qui, dans sa demeure, reçoit le jour et la nuit deux (*duo*) ou plusieurs hommes qui se rendent auprès d'elle, dans une intention de luxure (*animo luxurie*). Il était défendu aux courtisannes de loger, même temporairement, près le monastère de Saint-Sauveur, c'est-à-dire dans la rue de la Vieille Monnaie jusqu'à celle de Bernard de *Bello-joco* et jusqu'au four de Guillaume Hugues, ni autour de l'église des Accoules, depuis la colline des Moulins jusqu'au marché des Tours, et dans toute l'île de Carbonel et de Bascule, dans celle de Durand de Villeneuve et dans celle de Giraud Seyronie et de Raimbaud le chandeleur.

Il suffirait de la réquisition des citoyens honnêtes, pour faire déguerpir les femmes de mauvaise vie du quartier où elles s'étaient établies.

CHAPITRE XIII.

De la défense faite aux juifs et aux courtisannes de se rendre aux étuves et aux bains publics les jours prohibés (1).

Les baigneurs ne pouvaient admettre dans leurs établissements les juifs et les femmes de mauvaise vie qu'un jour par semaine, les juifs le vendredi, et les femmes de mauvaise vie ou les servantes, le lundi.

(1) Voy. le texte original p. 166.

CHAPITRE XIIII.

Du signe que doivent porter les juifs (1).

Dès l'âge de sept ans, les juifs devaient porter une calotte jaune (CROCEA, safranée), ou à défaut une marque sur la poitrine.

CHAPITRE XV.

Des lépreux non tolérés à Marseille, si ce n'est à certaines époques (2).

On ne recevait les lépreux dans la ville que pendant les quinze jours qui précèdent la solennité de Pâques et huit jours avant Noël, parce que leur présence était indécente (*indecens*) et dangereuse, et qu'ils pouvaient infecter les personnes saines.

CHAPITRE XVI.

De l'interdiction de la chasse aux lapins (3).

Cette chasse n'était permise que pendant les quinze jours qui précèdent la fête de Noël.

(1) Voy. le texte original p. 167.
(2) id. p. 167.
(3) id. p. 168.

CHAPITRES XVII et XVIII.

Des souches des vignes et des arbres ne devant être extirpées (1).

Il était interdit aux ouvriers vignerons d'emporter, des champs où ils travaillaient pour le compte d'autrui, les souches ou les sarments.

La même défense était faite aux bûcherons, à l'égard des souches et des branches des arbres.

CHAPITRE XVIIII.

Du ban (2).

On donnait ce nom à la peine qu'encourait, par exemple, le chasseur qui traversant à cheval, pour le déduit de la chasse, les vignes d'autrui, depuis le 1er mars jusqu'à Saint-Michel, devait être condamné à payer dix sous royaux, et cinq depuis St-Michel jusqu'au mois de mars. Si le chasseur était à pied et muni seulement de sa baliste, il ne payait que trois sous. Le noble qui, pour se rendre à son champ, traversait à cheval ou à pied, pourvu qu'il n'eût avec lui ni chiens ni oiseaux de chasse, la terre d'un autre, ne payait rien, pourvu qu'il n'y eût fait aucun dommage.

La peine du ban était également appliquée à celui qui volait

(1) Voy. le texte original, p. 169 et suiv..
(2) Voy. le texte original, ainsi que la note y relative, p. 171.

des raisins pendant la nuit, lequel recevait le fouet, quand il ne pouvait payer les dix deniers d'amende exigés pour ce larcin, s'il avait été commis la nuit et les trois s'il avait été commis le jour.

Le maître de l'âne surpris mangeant l'herbe d'autrui, payait dix deniers pour le jour, et vingt pour la nuit.

On encourait la peine du *ban* pour des vols d'herbes, de pierres, de légumes, de fromens, de choux, de porreaux; pour bris de clôture, pour destruction d'arbres, pour larcin de miel, de fumier, de lapins : les individus soumis à ces réglements s'appelaient *Banniers*.

CHAPITRE XX.

Du ban rompu et du dommage devant être punis (1).

Si un bannier établi par la curie de la commune de Marseille, dans l'office de la Bannerie, fesait un vol ou le souffrait à l'égard des fruits pour lesquels il avait été constitué, il devait pour sa peine être fustigé dans la ville.

CHAPITRE XXI.

Des marchandises altérées ou sophistiquées (2).

Trois prud'hommes étaient chargés de veiller au chargement des marchandises, et ils avaient soin de veiller à ce qu'on ne les dénaturât en aucune manière.

(1) Voy. le texte original p. 178.
(2) id. p. 179.

CHAPITRE XXII.

Des plumes ne pouvant être teintes de diverses couleurs (1).

Défense était faite de teindre les plumes ou de vendre les vieilles pour neuves.

CHAPITRE XXIII.

De ceux qui prennent un autre nom que le leur (2).

Celui qui en fesant dresser un acte public, s'y déclarait autre que ce qu'il était réellement, y changeait son nom, son surnom ou ses prénoms, était puni.

CHAPITRE XXIIII.

Des peines encourues par ceux qni produisent de faux témoins ou de faux actes (3).

Celui qui produisait de faux témoins ou de faux actes, le sachant, perdait le procès dans lequel il les avait produits. Des peines étaient infligées au notaire qui avait dressé un acte faux et au témoin qui avait déposé contre sa conscience.

(1) Voy. le texte original p. 180.
(2) id. p. 180.
(3) id. p. 181.

CHAPITRE XXV.

De quelle manière les homicides doivent être punis (1).

Celui qui attaquait son semblable, le blessait ou le tuait dans Marseille ou dans son territoire, et qui se sauvait ensuite, devait être cité à comparaître devant la curie. Si huit jours après la citation, il ne s'était pas présenté à la curie, il ne pouvait rentrer dans Marseille ou dans ses faubourgs qu'après avoir composé sur son maléfice avec les quatre ou les cinq plus proches parents de la personne blessée ou tuée. La personne qui cachait un homicide était condamnée à payer CL sous royaux à la commune de Marseille.

CHAPITRE XXVI.

Des bannis (2).

Les bannis pour maléfice perdaient leur droit de cité. Il était interdit de les secourir et de les recevoir dans les maisons, de leur donner à manger et à boire. C'était l'antique interdiction du feu et de l'eau.

CHAPITRE XXVII.

De ceux qui, écartés d'une charge, ne peuvent y être réintégrés (3).

Ils ne pouvaient l'être qu'avec le consentement du conseil général ou de la majorité de ce conseil.

(1) Voy. le texte original, p. 184.
(2) id. p. 185.
(3) id. p. 186.

CHAPITRE XXVIII.

Des parents ne pouvant être mulctés pour leur fils et vice-versâ (1).

Les parents pour les délits de leurs enfants ou de leurs descendants et *vice versâ*, le mari pour sa femme et la femme pour son mari, le frère pour sa sœur et la sœur pour son frère, ne pouvaient être poursuivis, à moins qu'ils n'eussent participé au même délit. Il y avait une exception pour le fils de famille, en puissance du père ou de l'un de ses ascendants.

CHAPITRE XXVIIII.

De ce que chacun peut être entendu par le recteur dans la défense de son droit (2).

Le recteur ne pouvait s'y refuser à moins qu'on ne voulût le faire par subterfuge (*ad subterfugium*).

CHAPITRE XXX.

De ce que le recteur ne peut forcer quelqu'un à fournir des gages en or ou en argent, ou en monnaie, ou en toute autre chose (3).

Le titre explique suffisamment le réglement.

(1) Voy. le texte original p. 187.
(2) id. p. 189.
(3) id. p. 189.

CHAPITRE XXXI.

De ce qu'aucun officier de la commune de Marseille ne peut être admis pour la caution (1).

Le titre en dit assez.

CHAPITRE XXXII.

Du sauf-conduit ne pouvant être fourni à celui qui a offensé un citoyen de Marseille (2).

Nul ne pouvait donner un sauf-conduit à tout individu qui aurait commis une offense envers un citoyen soit dans sa personne, soit dans ses biens.

CHAPITRE XXXIII.

De la conservation des biens des étrangers (3).

Si une guerre s'élevait entre Marseille et une autre cité, et si avant la déclaration de cette guerre, des étrangers (*foritanei*) avaient fait dans notre ville un dépôt ou un marché soit en blé, soit en argent, dans les mains d'un marseillais, ce dépôt et ce marché devaient être réputés sacrés.

(1) Voy. le texte original p. 191.
(2) id. p. 199.
(3) id. p. 194, ainsi qu'une note y relative, dans le 2e vol., pag. 76.

CHAPITRE XXXIIII.

Du délai de 20 jours accordé aux marchands qui se trouvent à Marseille en temps de guerre (1).

Ce délai leur était accordé soit pour quitter la ville, soit pour en retirer leurs marchandises. Le recteur ou le conseil pouvait même prolonger ce délai.

CHAPITRE XXXV.

Des petits enfants ne devant être rachetés (2).

Il paraît que, pendant la guerre que les Marseillais soutinrent contre Charles d'Anjou, les ennemis cherchèrent à prendre de jeunes enfants, dans l'espérance d'obtenir de leurs parents une bonne rançon. Ce métier était, sans doute, devenu très-productif; aussi, la communauté marseillaise voulut-elle en diminuer les profits par une mesure qui, au premier abord, semble avoir été dictée par un sentiment peu humain : elle défendit aux parents de racheter leurs enfants prisonniers, sous peine d'avoir à compter une somme égale à celle de la rançon. Une pareille défense avait pour but de détourner de leurs vols d'enfants, les soldats du Comte de Provence, lesquels, forcés de renoncer à l'espérance d'une rançon, devaient ne plus chercher à commettre des enlèvements improductifs.

(1) Voy. le texte orig. p. 194, ainsi qu'une note y rel., 2e v., p. 76.
(2) id. p. 195.

CHAPITRE XXXVI.

Des otages ne devant être donnés (1).

Il était défendu de livrer des otages pour la commune de Marseille.

CHAPITRE XXVII.

De la défense de bâtir dans les lieux prohibés (2).

Défense était faite de bâtir dans le territoire, hors des nouveaux murs de Marseille, une maison ou des maisons, à moins qu'on ne déclarât se soumettre à la juridiction de la ville, à participer aux dépenses communales pour chevauchées et à tout ce qui était exigé des autres citoyens. On ne pouvait bâtir sur la voie publique par laquelle on allait de l'église de Sainte-Marie de Paradis, près de Saint-Victor, jusqu'à *Portalguerie*, vers le Port, si ce n'était une église ou une maison religieuse.

CHAPITRE XXXVIII.

Des forts ou munitions de guerre ne devant être faits dans Marseille (3).

Cette défense avait pour but d'empêcher des mouvements séditieux, que des fortifications intérieures auraient pu protéger.

(1) Voy. le texte original pag. 196.
(2) id. pag. 196.
(3) id. pag. 197.

CHAPITRE XXXVIIII.

De la présomption de la filiation, de la paternité et du mariage (1).

Cette présomption devait s'appuyer sur la notoriété publique et la cohabitation reconnue par les voisins (*inter notos et vicinos*). La femme à laquelle on contestait le nom d'épouse légitime pouvait exiger qu'on en administrât la preuve.

Quand il était difficile de prouver authentiquement la mort d'un absent, quand, par exemple, le navire sur lequel il s'était embarqué n'était plus retourné ou qu'on ignorait les lieux où cet absent s'était rendu, on pouvait admettre sa mort, si ses voisins ou ses connaissances étaient restés cinq ans sans avoir eu de ses nouvelles.

CHAPITRE XL.

De la fermeture des cloaques et de la répurgation des rues (2).

Deux prud'hommes étaient choisis pour veiller à l'exécution de ce statut relatif à la salubrité publique. Ces officiers étaient tenus de faire balayer (*scobari*), une fois par semaine, les rues et les traverses de Marseille, afin d'empêcher les immondices et les balayures (*scobille seu in mundicia*) de descendre dans le port (*in detrimentum portûs*) ; ces mêmes officiers signifiaient aux habitants d'avoir à faire balayer

(1) Voy. le texte original pag. 198.
(2) id. pag. 200.

le devant de leurs maisons, sous peine d'un denier d'amende. Il était recommandé aux susdits officiers d'apporter à leurs fonctions, une grande vigilance (*ut adhibeant circa hoc curam vigilem et intentam*).

Ce chapitre, en outre, défend de nourrir des porcs dans les rues et de les y laisser vaguer. Le propriétaire d'un ou de plusieurs porcs surpris dans la rue payait une obole pour chaque pied de porc. Cette mesure était prise non-seulement en vue de la propreté des rues, que ces sortes d'animaux pouvaient naturellement altérer, mais à cause du danger qu'ils font courir aux enfants.

CHAPITRE XLI.

Du salaire des messagers et des ambassadeurs de la ville de Marseille (1).

Comme, dit ce statut, il convient que la récompense suive le travail, que ceux qui travaillent pour la commune vivent de la commune et que nul ne doit à ses propres frais s'occuper des affaires publiques, il faut que toutes les dépenses faites par les envoyés de Marseille soient supportées par la commune, et que des chevaux leur soient alloués selon leur nombre.

CHAPITRE XLII.

En quelle forme doivent être les condamnations (2).

Les condamnations pécuniaires étaient prononcées en présence du recteur, du juge du palais, des juges des curies de la commune, des syndics et de l'un des clavaires.

(1) Voy. le texte original pag. 201.
(2) id. pag. 202.

CHAPITRE XLIII.

De l'interdiction au recteur de se faire prêter, soit pour lui soit pour sa famille, des lits ou des draps de lit (1).

Il était défendu au recteur ainsi qu'à la famille du recteur, de forcer un étranger ou un juif de prêter pour son usage ou pour celui de sa famille des lits ou des draps de lit. L'étranger ou le juif qui, de son propre mouvement ou par crainte, cédait ou prêtait un lit au recteur, encourait une amende de dix livres royales couronnées.

CHAPITRE XLIIII.

De la garde de la prison (2)

Deux gardiens étaient préposés à la surveillance des prisonniers ; il était défendu à ces gardiens de recevoir des prisonniers au delà de 12 deniers royaux pour les ferrer ou les déferrer. Ces mêmes gardiens devaient maintenir la séparation des sexes dans la prison.

CHAPITRE XLV.

De la garde des vignes (3).

Les dispositions contenues dans ce statut ne tardèrent pas à être négligées.

(1) Voy. le texte original p. 204.
(2) id. p. 204.
(3) id. p. 205.

CHAPITRE XLVI.

De la peine encourue par ceux qui chassent dans les vignes d'autrui (1).

Celui qui y chassait à pied payait X sous royaux d'amende et XX étaient exigés de celui qui y chassait à cheval.

CHAPITRE XLVII.

De la peine encourue par ceux qui empêchent illicitement les ouvriers de travailler (2).

Ce statut prévoyait le cas où une personne aurait usurpé les droits d'un magistrat à l'égard des ouvriers, et établissait les peines que cette personne encourait.

CHAPITRE XLVIII.

Du mode de la brusque (3).

Les bâtiments en construction sont soumis à une opération dans laquelle le feu est employé. Ce statut défendait de faire cette opération (*bruscare navem*) dans le port, de peur d'incendie.

(1) Voy. le texte original pag. 206.
(2) id. pag. 207.
(3) id. pag. 208.

CHAPITRE XLVIIII.

De l'interdiction faite aux cavaliers de descendre de cheval, à cause des dames ou des nobles (1).

Comme, dit ce statut, les vieillards à cheval et même les cavaiiers plus jeunes ne peuvent sans inconvénient, et surtout quand le secours d'un écuyer ou d'un serviteur leur manque, descendre de cheval et y remonter incontinent, il était interdit à tout cavalier jeune ou vieux qui rencontrait en ville ou dans les sentiers, ou dans les faubourgs, des dames ou des citoyens, de mettre pied à terre par révérence, à moins que la dame ne fût celle de la terre, ou le citoyen un moine, sous peine de payer une amende de XX sous royaux couronnés. Ce statut ne concernait ni le recteur, ni le juge du palais.

CHAPITRE L.

De la défense de retrancher du poids de la monnaie (2).

Cette défense exposait celui qui y contrevenait à une amende de dix livres royales.

(1) Voy. le texte original pag. 209.
(2) id. pag. 210.

CHAPITRE LI.

Du salaire des ouvriers (1).

Pour faire ferrer un cheval, on payait quatre deniers par chaque pied, et un âne, un denier seulement, etc.

CHAPITRE LII.

Sur les criées (2).

Quand celui qui avait été appelé à comparaître devant le recteur ou le juge, n'était pas trouvé dans son domicile, on pouvait passer à son jugement après un délai fixé.

CHAPITRE LIII.

Du réglement de la dot (3).

Le retour de la dot ne pouvait avoir lieu quand la mère laissait des enfants ou des descendants.

(1) Voy. le texte original p. 211.
(2) id. p. 212.
(3) id. p. 213.

CHAPITRE LIIII.

Des sentences et des interlocutions pouvant être récitées par un autre (1).

Quand le recteur, le viguier ou le consul ne savaient pas lire, un juge, un assesseur, ou un conseiller, ou même un notaire, pouvaient prononcer à leur place et en leur présence leurs sentences.

CHAPITRE LV.

De la mutation des charges (2).

Tous les ans, on renouvelait les notaires du palais et des curies de la ville vicomtale.

CHAPITRE LVI.

Du choix des six prud'hommes chargés d'élire avec le viguier les officiers (3).

Puisque, dit ce statut, il est écrit que ce qui touche tout le monde doit être approuvé par tous, il faut que dix citoyens

(1) Voy. le texte original p. 214.
(2) id. p. 215.
(3) id. p. 216.

probes soient élus, pour que, par leur conseil, les viguiers choisissent, chaque année, les officiers de la ville ; ces officiers ne pourront, de trois ans, être réélus.

Ce statut, le dernier du cinquième livre, est clos l'an du Seigneur M.CC.LVV, la neuvième indiction des calendes de décembre.

En compulsant divers registres des archives de la ville (1), nous avons été à même de nous assurer que le manuscrit vraiment précieux des *Statuts de Marseille*, que nous venons, conformément à notre promesse (2), de reproduire dans toute son intégrité, ne renfermait pas toute notre ancienne législation communale, puisqu'il existe, en dehors de ce manuscrit, un sixième livre où les chapitres se suivent avec des chiffres qui indiquent de nombreuses lacunes; nous avons cru devoir donner après le cinquième livre, qui, dans le manuscrit original connu, sous le nom de *Livre rouge*, clôture la collection des Statuts, ce sixième livre pris ailleurs, nonobstant les omissions de plusieurs chapitres et l'impossibilité où nous avons été de réparer ces omissions, à l'aide des minutieuses et consciencieuses recherches que nous avons dû faire. Nous dirons ici que la copie que nous publions des Statuts marseillais mérite d'être regardée comme la plus complète, la moins défectueuse, et qu'elle diffère par cela même des autres copies qui ont paru et qui, la plupart, ne renferment que des extraits

(1) Ces registres dépendent de la 1re division, intitulée : *Administration générale.*

(2) *Voy.* le 2e vol., pag. 48 et suiv.

de ces Statuts. Pour juger de la vérité de notre assertion, on n'a qu'à comparer les rares publications de la totalité ou d'une partie de nos Statuts avec celle que nous en donnons aujourd'hui, et l'on sera frappé du peu d'accord qu'elles présentent entre elles, en beaucoup d'endroits. Cette différence, nous la regardons comme un avantage pour notre œuvre, puisque nous n'avons fait, non sans difficultés, que reproduire le manuscrit auquel la plus grande foi doit être attachée.

En effet, ce manuscrit était celui qui figurait sur la table de nos anciens conseillers municipaux, et qui était consulté dans la direction des affaires de la cité. Le soin apporté à sa conservation, les riches enluminures dont il est orné, les notes marginales qu'on y trouve, le lieu où il était déposé, sa reliure où pendent encore les restes d'une chaînette, les coins de cette reliure garantis par des lames en métal, tout atteste que ce manuscrit était véritablement celui que consultaient nos pères et que possédait par conséquent l'assemblée municipale.

Le sixième livre qui va être mis, dans l'ordre si irrégulier de ses chapitres, sous les yeux de nos lecteurs, sera suivi de la table des chapitres de paix, qui dans le manuscrit municipal suit immédiatement le texte du cinquième livre des Statuts ; cette table fait regretter la disparition de ces chapitres que nous n'avons pu retrouver ; mais s'il nous est impossible d'en publier le texte latin, nous pouvons,

au moins, en donner une traduction française, trouvée dans des manuscrits du fonds Michel de Léon achetés par l'un de nous (1). Nous ne garantissons pas, comme de raison, en l'absence du texte original, la fidélité de cette traduction; nous dirons seulement que la lecture de plusieurs chartes dans lesquelles des passages des chapitres de paix sont cités, nous a convaincus qu'elle était exacte quant à ces passages.

Nous ferons suivre cette traduction de l'analyse de tous les documents renfermés dans un autre manuscrit des archives municipales, connu sous le nom de *Livre noir*. Nous aurons donc ainsi réuni tout ce qui reste de cette législation communale si minutieuse, si attentive, qui embrassait tous les actes de la vie du citoyen, pour les régler dans l'intérêt de la cité et des familles qui la composaient.

(1) La bibliothèque de M. Michel de Léon, vendue il y a seulement quelques années, ne se composait presque que de livres, soigneusement recueillis, sur la localité. Nous nous estimons heureux, dans l'intérêt de notre œuvre, d'avoir pu nous procurer une foule de volumes qui nous seront d'un grand secours pour l'accomplissement de la tâche que nous avons à remplir. Parmi les volumes que nous possédons, se trouvent les manuscrits inédits de Ruffi père et fils, historiens de Marseille; l'*Armorial* complet *de Marseille*, écrit et dessiné en entier à la main; l'*Armorial du Consulat de Marseille*; l'*Histoire de la Paroisse de Saint-Ferréol*, depuis le XI[e] siècle; les *Statuts du Chapitre de la Major*, remontant au XII[e] siècle; le *Taphologe, ou Recueil des Tombeaux de Marseille*, dans lequel on trouve le plan des églises et des chapelles qui existaient dans la ville avant larévolution française, l'indication de toutes les tombes renfermées dans ces églises, ainsi que la liste et les armoiries, lorsqu'elles en avaient, des personnes qui y étaient inhumées (ces quatre derniers ouvrages sont également faits à la main), etc.

Notre cinquième volume inaugurera, enfin, l'analyse des délibérations du conseil. Après la continuation de notre aperçu sur le droit municipal jusqu'à 1255 et celle du récit historique, repris à l'époque où nous l'avons interrompu, paraîtront soit analysées, soit données intégralement, suivant l'importance du sujet, les délibérations de l'assemblée municipale. Si l'ordre chronologique, auquel il faut, avant tout, s'astreindre, ne nous a pas permis de classer les sujets de ces délibérations par ordre de matières, on pourra aisément, à l'aide des tables que nous publions, retrouver, aux diverses époques où l'on s'en est occupé, tout ce qui concerne, par exemple, les eaux, la voirie, etc., etc.

Si maintenant on daigne s'arrêter un instant à la marche que nous avons cru devoir suivre, on s'assurera que l'histoire communale ne pouvait pas, nous le croyons fermement, être autrement conçue et exécutée. Si nous nous étions bornés à la reproduction des procès verbaux du conseil de ville, les époques pendant lesquelles notre existence municipale était si vigoureusement établie, se trouvaient forcément mises de côté. Fallait-il les omettre, quand les traces que la vie municipale a laissées à ces diverses époques, pouvaient si aisément se retrouver dans une abondante collection de chartes et dans un véritable code communal? La matière semble s'être trop étendue sous nos plumes, et pourtant nous ne nous sommes atta-

chés qu'à mettre en lumière les documents les plus importants, car ceux que nous avons dû omettre auraient donné à notre travail des proportions gigantesques. Il nous fallait donc, sous peine de nous entendre faire le reproche de n'avoir que bien imparfaitement compris notre tâche, remonter à l'époque où l'existence communale de Marseille donne matériellement, si l'on peut ainsi s'exprimer, signe de vie. Ce signe de vie, nous l'avons découvert dans les actes qui nous restent du treizième siècle. Quelques chartes éclairées par le récit historique réduit aux plus étroites limites, ont rempli tout le temps qui s'est écoulé des premières années du treizième siècle à l'époque où eut lieu la première codification des Statuts municipaux ; nous voilà maintenant arrivés aux délibérations du conseil et astreints à nous renfermer dans ces in-folios de procès verbaux qui rattachent le seizième siècle au nôtre. Nous n'avons pas eu la prétention de faire autre chose que le métier de collecteur de documents et de matériaux, dont des esprits sérieux et philosophiques sauront ensuite tirer un grand parti. Les pierres de l'édifice sont rassemblées et numérotées ; à d'autres que nous à le construire.

STATUTA MASSILIE.

INDEX RUBRICARUM.

Caput.

STATUTA MASSILIE.

LIBER SEXTUS.

CAPUT VI.

De uineis non stercorandis (1).

QUONIAM utilitati ciuium Massilie cedit ne apponat aliquis fimum seu apponi faciat in uineis statuimus hoc statuto inuiolabiliter deinceps obseruandum ne aliquis mittat seu ponat mitti uel poni faciat fimum in uinea seu uineis quibuscumque et qui contra fecerit soluat curie pro singulis banastonis seu cofinis nomine pene quinque solidos de die et decem de nocte.

CAPUT XII.

De tabulis non faciendis in trauersijs nisi ad certam mensuram (2).

QUIA in ciuitate Massilie uicecomitali aliqui faciunt tabulas adeo latas et amplas quod carrerie

(1) *Des vignes ne devant être fumées.*

(2) *De la défense de mettre des établis d'une certaine mesure dans les traverses.*

in tantum arctantur quod transitus impeditur hoc presenti statuto duximus statuendum quod nullus a modo in uijs rectis audeat facere tubulas habentes ultra quatuor palmos (1) et quod nullum obstaculum ante dictas ab aliquibus apponatur nec in trauersijs ultra tres palmos si que uero ultra predictum modum posite sint redigantur ad predictum modum infra mensem a tempore recitacionis stuius statuti et quicumque contra fecerit a modo puniatur in uiginti solidos curie applicandos. Tabulas autem cambijs ab isto statuto excipimus.

CAPUT XIV.

De aueris (2).

Quia non minima dampna proueniunt uniuersitati Massilie culpa illorum qui custodiunt auera infra territorium Massilie que auera scilicet boues eque et alia pecora campi dant dampnum in uineis et agris et alijs possessionibus ciuium Massilie quod quidem dampnum quando probare non possit a passis dampna cumque inficientur omnes custodes predictorum auerorum uolentes prospicere indempnitati ciuium Massilie omnium et singulorum hoc statuto presenti duximus statuendum quod si conti–

(1) Sorte de mesure de 4 doigts; il fallait 4 palmes pour faire le pan. Voy. ce qui est dit à ce sujet à la page 123.

(2) *Des troupeaux* (en patois *auès*).

gerit dampnum dari a predictis aueris in uineis et alijs locis predictis et non reperiatur qui dampnum dictum dederint quod omnes quorum sunt auera similis generis illius quod dampnum dedit ut si boues dederunt omnes habentes boues soluant secus quando certum est ut in eodem lib. cap. LXXIIII predicta que reperirentur infra territorium Massilie emendari faciant dapmnum passis et nichilominus bannum soluant secundum formam statutorum Massilie.

CAPUT XVI.

De officio incantatori (1).

Quoniam res mobiles quotidie per licitacionem uenduntur et in ipsa licitacionem seu incantu mulcte fraudes excogitantur et fiunt in lesionem eas emencium uel uendencium id circo occurrentes dictis fraudibus statuimus inuiolabiliter obseruandum quod nullus incantator audeat uel habeat uel possit habere aliquam societatem cum aliquo alio incantatore uel alia persona seu pactum aliquod ineat super re uel de re quam incantabit seu uenalem portabit et quod similiter non emat ad incantum per se uel aliquam aliam personam rem

(1) *De l'office du crieur public.*

quam incantabit seu uenalem habebit nec dicat uel offerat precium et quod uxor alicuius incantatoris uel aliquis de familia ipsius non audeat per se uel per aliam personam aliquam rem ad incantum emere uel rei incantate precium offerre. Item quod nullus incantator rem suam propriam audeat incantare et qui contra fecerit expellatur ab officio licitacionis in publico parlamento ad quod non possit redire donec transierint tres anni. Item addimus huic statuto quod quicumque rem suam ad incantum uendi faciet possit statuere precium dicte rei et post modum semel tantum admonitum dicere uel precium offerre. Quicumque precium obtulerit in re mobili incantata preterquam in nauibus et ceteris lignis in quibus de presenti ordinacionem non facimus non teneatur ultra illam diem qua precium obtulerit rem illam recipere nisi uoluerit.

CAPUT XVII.

De piscatoribus (1).

Statuimus quod nemini liceat piscem uel pisces emere in Massilia uel eius districtu de nocte uel de die causa reuendendi in Massilia uel in territorio

(1) *Des pêcheurs.*

eius nisi essent tunni locuste seu qui caperentur in zonaria et pisces minuti scilicet sardine, iarreti, sercleti, bogue, aurioli, toutene, sipie, polypi et qui contra fecerit pisces amittat et in quinquaginta solidos uicibus singulis puniatur et singuli piscatores teneantur afferre ipsi uel eorum familia.

CAPUT XX.

De debitoribus cogendis (1).

Si debitor non soluat et intrudatur in carcerem tenetur creditor singulis diebus illi dare pro pane et aqua unum denarium tantum et ibidem tandiu custodiatur donec creditori satisfaciat in suo debito et expensis. Anno Incarnacionis Domini MCCLXXIX indictione III calend. febr. quod statutum confirmatum fuit per consilium generale Massilie V infra eod. lib. cap. LXVI et lib. II cap. I.

CAPUT XXXII.

De areis femoracijs lignarijs et uiridarijs (2).

Statuimus et ordinamus quod de cetero nulla personna faciat iuxta muros et uallata Massilie areas

(1) *De la contrainte à exercer envers les débiteurs.*

(2) *Des aires, des dépôts de fumier, de bois et des vergers.*

nec femoricia nec lignaria nec uiridaria sub pena uiginti solidorum regalium tam ciuitati Massilie quam accusatori predictorum applicandorum V de hoc circa medium.

CAPUT XXXIII.

Forma condempnandi portantes uinum natum extra Massiliam (1).

In nomine Domini amen. Cum Sacra Scriptura testante per iusticiam uirtutum omnium dominam et reginam comunis utilitatis et humane societatis conseruatricem perpetuam omnia regantur salubriter et e contrario propter iniusticiam iniquitatem et contumeliam omnia destruantur et quandoque eciam regnum amittatur et a genti in gentem transferatur decet esurientes et sicientes iusticiam eius ornatibus indui ut prestitis malis et fas ac omni malorum occasione sublatis bona prospere cuncta succedant sic itaque ciuitatem nostram generosam Massiliensem muniri et decorari uolentes nostrisque posteris exempla uirtutum legare.

Ad honorem Domini nostri Jesu-Christi Saluatoris nostri et Beate Marie Virginis Matris eius et tocius

(1) *De l'interdiction d'importer du vin étranger à Marseille.*

curie celestis et statum pacificum predicte ciuitatis Massilie de bono in melius conferendum his statutis presentibus duximus firmiter obseruandum et constituimus et ordinamus quod capitulum pacis factum inter excellentissimum Karolum Dei gracia Regem Hierusalem et Sicilie comitemque Prouincie et Forcalquerij et dominum Massilie bone memorie et dominam Beatricem eius uxorem quondam tunc temporis comitem et comitissam Prouincie et Forcalquerij ex una parte et ciuitatem Massilie ex altera quod capitulum fuit iuratum per dictum dominum comitem in parlamento publico facto in cemeterio ecclesie Beate Marie de Accuis et eciam iuratum per dictam dominam comitissam et quod capitulum post modum fuit confirmatum et eciam iuratum in publico parlamento facto in cemeterio dicte ecclesie Beate Marie de Accuis per excellentissimum dominum Karolum secundum Dominum nostrum Dei gracia Regem Hierusalem et Sicilie comitemque Prouincie et Forcalquerij et dominum Massilie quod capitulum tale est.

Quod uinum factum (1) uel uuas natas extra territorium Massilie presenti tempore uel que in postetorum fient uel nascentur ullo unquam tempore non pacientur dominus comes uel domina comitissa uel eorum successores in comitatu Prouincie et Forcalquerij uel alibi in terra sua uel aliquis locum

(1) Voy. le 30e article des Chapitres de Paix.

eorum tenens in Prouincia uel in Massilia apportari uel adduci uel ferri apud Massiliam nec in eius territorio uel districtu ita quod eciam nec in uillam uicecomitalem uel episcopalem nec eciam sedis Massilie uel earum territorijs per mare uel per terram in hoc autem quod dictum est de uino non afferendo apud Massiliam non intelligatur uinum quod aliquando contingit superare in aliquibus nauibus uel lignis ab hominibus nauigantibus seu itinerantibus in eisdem nauibus uel lignis causa ueniendi ad portum Massilie et excepto uino quod feretur pro domino comite uel domina comitissa uel eorum familia ad bibendum quando uenirent apud Massiliam et ibi morarentur ita quod non uendatur.

Quod quidem capitulum supradictum uolumus presenti statuto firmiter obseruari itaque nullo tempore corrumpatur par aliquas personas priuatas uel extraneas per mare uel per terram et si aliqua uel alique persone in aliquo contra facerent uel uenirent amittant uinum et uuas taliter quod dictum uinum spargatur et uue et quod uue terantur in terram cum pedibus et nauis et lignum et barcha uel quodcumque aliud genus fuerit nauigandi que et quod dictum uinum uel uuas predictas ferret contra predictum statutum et capitulum comburantur incontinenti ita quod nullatenus ualeant pecunia uel rebus alijs redimi sed incontinenti comburantur ut dictum est supra et ultra

soluant nomine pene et pro pena curie Massilie quinquaginta libras regales scilicet dominus uel patronus dicti nauis quinquaginta libras et dominus uel patronus tarte uel galee uiginti libras et dominus uel patronus ligni uel barche duorum thimonorum uel caupoli decem libras et dominus uel patronus barche minoris duorum thimonorum centum solidos et si alique uel aliqua persona uel persone priuate uel extranee afferent cum bestijs suis uinum suum uel uuas suas factum uel natas extra territorium Massilie scilicet terminos territorij Massilie positos tempore Domini Guillermi de Cadeneto (1) tunc uicario Massilie et terminos qui remanserunt ex causa composicionis facte inter ciuitatem Massilie ex una parte et priorem sancti Juliani ex altera parte amittant bestiam uel bestias et uinum spargatur et uue incontinenti et quod dicte uue terantur incontinenti in terram cum pedibus et ultra soluant scilicet quilibet eorum nomine pene et pro pena singulis uicibus dicte curie Massilie centum solidos et quod accusatores habeant medietatem tam bestie uel bestiarum quam pene supradicte et si aliqua uel alique persone priuate uel extranee locatores bestiarum suarum uel aliarum afferent uinum factum uel uuas natas extra dictum territorium Massilie cum bestijs supradictis amittant bestias supradictas et uinum spargatur et racemi terantur cum pedibus ut dictum est supra incon—

(1) D'après la liste des viguiers insérée dans le 2e vol., pages 25 et suivantes, Guillaume de Cadenet était viguier de Marseille en 1293.

tinenti et conductor bestiarum illarum teneantur dicto locatori restituere precium uel ualorem illius bestie uel illarum bestiarum locatarum ut supra incontinenti et ultra soluat dictus conductor bestiarum predictarum nomine pene et pro pena dicte curie Massilie centum solidos regales de quibus scilicet bestijs et pena supradictis accusatores habeant medietatem et si aliqua uel alique persone apportarent in persona sua uinum uel uuas supradictum uel supradictas dent et soluant singulis uicibus nomine pene et pro pena uiginti solidos de quibus accusatores habeant medietatem uel fustigentur per ciuitatem si soluere non possent et quod uinum spargatur et uue terantur incontinenti ut supra.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto indictione octaua quarto decimo calendas aprilis fuit confirmatum et approbatum prescriptum statutum per consilium generale Massilie existente uicario nobili uiro domino Arnaudo de Uillanoua milite domino de Arcubus.

De uino et uuis exteris non afferendis in Massilia.

Item statuimus obseruandum quod a modo uinum aliquod per terram uel per mare ad ciuitatem istam Massilie nullatenus afferatur nec eciam uue nisi uinum illud esset factum uel nisi ille uue essent

de uineis territorij Massilie et si aliquis hoc facere attentaret uinum ipsum amittat de territorio autem Massilie intelligimus territorium castri sancti Marcelli.

CAPUT XXXV.

De Venatoribus (1).

Quicumque uenabitur in uineis siue campis satis siue seminatis ab introitu mensis septembris soluat bannum integrum. Item et quicumque uenabitur in quibus uue siue racemi existant uel in campis seminatis ab introitu mensis septembris usque ad introitum mensis marcij soluat et soluere teneatur bannum integrum sine diminucione.

CAPUT XLV.

De caristia frumenti farine uel leguminis (2).

Item ordinamus et presenti statuto constituimus firmiter obseruandum quod si contigerit caristiam bladi siue farine uel leguminis esse in ciuitate Mas-

(1) *Des chasseurs.*

(2) *De la disette du blé, de la farine et des légumes.*

silie ita quod emina annone ualeat quatuor solidos regales uel plus quod tunc in illo casu liceat curie Massilie authoritate statuti seu capituli presentis facere intrare naues galeas ligna et alia nauilia transeuncia seu nauigancia per mare Massilie que portarent blada farinam et legumina portum Massilie scilicet illum cum quo ciuitas Massilie se tenet et blada legumina et farinam facere discaricari riba uel botiguijs in quibus consuetum est blada legumina et farinam discaricari et quod dicta blada legumina et farina uendantur per illos quorum erunt precio quo communiter uendi poterunt seu ualebunt in ciuitate Massilie quandocumque ipsa blada legumina et farinam uendere uolent.

CAPUT XLVII.

De calce non reuenda (1).

Ordinamus presenti statuto et constituimus quod de cetero nullus magister lapidum uel manobra nec alia persona emat uel emi faciat in ciuitate Massilie uicecomitali calcem causa reuendendi eam neque mutuabunt denarios aliquibus personis facientibus uel fieri facientibus calcem uel furnos calcinos racione uel occasione satisfaciendi dictis merca-

(1) *De la chaux ne devant être revendue.*

toribus in debitis suis de calce supradicta causa reuendendi dictam calcem neque facient societatem aliquam cum aliquibus personis calcem uel furnos calcinos facientibus occasione reuendendi dictam calcem et si contra fecerint amittant dictam calcem et ultra soluant nomine pene curie Massilie singulis uicibus sexaginta solidos regales et accusatores habeant medietatem. Addentes preterea huic capitulo quod a modo ex quo quis certo precio calcem uenalem exposuerit non liceat illi precium augmentare.

CAPUT LV.

De columbis (1).

Cum multi habeant domos bastidas et turres in territorio Massilie in quibus tenent et nutriunt columbos quasi domesticos et ueniunt aliqui non uerentes dampnum facere eisdem predictos columbos cum retibus capiunt et usurpant statuimus quod si quis ceperit ueniendo contra dictam constitucionem soluat pro banno qualibet uice et pro quolibet columbo per eum capto uiginti solidos et rete et columbos amittat et quod bannum diuidatur inter bannerios accusatores et curiam regiam Massilie.

(1) *Des colombes.*

CAPUT LVI.

De pistoribus (1).

Anno Domini MCCLXXIII fuit factum mandatum seu edictum expressum domini Regis Sicilie quod omnes pistores qui faciunt panem et qui tenent panem uenalem in ciuitate Massilie aut sub urbijs debeant facere dictum panem uenalem bonum et legalem aut iusti ponderis et qui contra fecerint amittant totum panem qui non erit iusti ponderis et erit dictorum ponderatorum panis et quotiescumque dicti ponderatores uoluerint possint ponderare et recognoscere dictum panem uidelicet mane et sero et omni die et hora et pistores et alij qui uendunt panem non abscondant nec abscondi faciant dictum panem nec prohibeant ponderari ubicumque fuerit dictus panis et qui contra fecerint soluant pro singulis uicibus decem libras regias pro banno et amittant totum panem absconditum de quo pane abscondito erit medietas Sancti Spiritus et alia medietas dictorum ponderatorum *et lous pesadoures seram cresutes à lous sarmenses* (2).

(1) *Des boulangers.*

(2) Cette dernière phrase est en provençal du temps : *et les peseurs seront crus sous serment.*

CAPUT LXV.

De lapidibus (1).

Statuimus quod omnes lapides qui apportabuntur ad hanc Massilie ciuitatem uel eius territorium uenales de peireria Columne seu de quocumque alio loco sint a modo de bona et sufficienti materia lapidea ad cognicionem arbitrorum proborum uirorum et precium restituant solutum et ultra dampnum passum pro edificio demolito.

CAPUT LXVI.

De debitoribus cessionarijs (2).

Constituimus firmiter obseruandum ut quamuis debitores bonis cesserint et cedant bonis suis nichilominus in carcerem regium intrudantur tandiu in eo carcere moraturi donec fuerit eorum creditori de debitis in integrum satisfactum.

(1) *Des pierres.*

(2) *Des débiteurs cessionnaires.*

CAPUT LXVII.

De capris (1).

Statuimus quod nullum auere caprinum infra terminos auerorum ciuitatis uicecomitalis Massilie ueniat stare pascere habitare seu moram aliquam facere nec per personam aliquam ullo unquam tempore conducatur nisi hoc esset eundo et redeundo retro tramite per stratas publicas seu caminos non se ab ipsis in aliquo deuiando predicta uindicent sibi locum cum uenerint uel redierint de nundinis uel de foro uel alias undecumque uel uendendo ad ciuitatem Massilie ut permittitur retro tramine ad macellum excepto quod quisque unam uel duas capras pro eorum necessitatibus uidelicet infirmitatis uel lactandi pueros tenere poterit infra ciuitatem Massilie uel eius sub urbia et quilibet contra faciens soluat bannum decem librarum regalium.

CAPUT LXXVII.

De manescallis (2).

Inducit racio suadet que equitas ut qui defectu quo titulantur magistri inferant lesiones curacio et

(1) *Des chèvres.*
(2) *Des maréchaux-ferrants.*

reparacio eorum sumptibus lesioni reddant in posterum cauciores et quia manescallorum impericia seu defectu inclauant frequenter animalia nulla coherciono sequuta prouidimus igitur presenti statuto deinceps firmiter obseruandum quod omnes manescali huius ciuitatis Massilie qui inclauabunt equos seu alia animalia quecumque seu in eorum operatorijs per magistros aut familiares eorum fuerint inclauati seu inclauata teneantur magistri in quorum operatorijs talis inclauatura foret commissa eorum proprijs sumptibus ab inclauatura duntaxat curare equos ipsos et enim alia inclauata quod si facere contempserit possint domini ipsorum equorum seu animalium. Illos uel illa curari facere ab inclauatura illata per alios manescallos huius statuti authoritate quod magistri ipsam inclauaturam commitentes seu in quorum operatorijs ipsa inclauatura foret illata teneantur ad expensas curacionis ipsius inclauature resarciendas seu emendendas domino animalium duntaxat.

CAPUT LXXX.

De sueilhis (1).

Ordinamus quod facientes sueilhas siue femoracia teneantur easdem facere subtus terram per

(1) *Des sueilhes* (dépôts de fumier).

quotuor palmos (1) et circum circa facere pariete superante dictam terram duos palmos et qui contra fecerit pena nomine soluat uice qualibet decem libras V ibi de sterquil cetera palee scilicet antiquata nec in uiridi uel inutilia.

---

(1) Voy. pour la longueur du palme les pag. 123 et 256.

STATUTA MASSILIE.

LIVRE SIXIÈME.

TRADUCTION.

CHAPITRE VI.

Des vignes ne devant être fumées (1).

Celui qui déposait du fumier entre les vignes payait pour chaque panier (*singulis banastonis seu cofinis*) cinq sous. Cette mesure était prise dans le but d'empêcher que l'infection du fumier ne se communiquât au vin.

CHAPITRE XII.

De la défense de mettre des établis d'une certaine mesure dans les traverses (2).

Bien des personnes se permettaient d'envahir, dans la cité vicomtale, la voie publique par des établis (*tabulæ*), ce qui, dans les rues étroites, nuisait à la cirulation (*quod transitus*

(1) Voy. le texte original pag. 255.
(2) id. pag. 255.

impeditur) ; il fut statué que ces établis ne pourraient avoir dans les rues droites (*in vijs rectis*) que quatre palmes, et dans les traverses, trois (1); sous peine d'une amende de vingt sous. Les établis du change étaient seuls exceptés.

CHAPITRE XIV.

Des troupeaux (2).

Afin d'empêcher le dommage que les bestiaux pouvaient causer dans les champs, des amendes étaient infligées à ceux qui les laissaient vaguer dans les champs qui ne leur appartenaient pas.

CHAPITRE XVI.

De l'office de crieur public (3).

Bien des fraudes se commettaient dans les ventes publiques à l'encan ; ce statut avait pour but de les prévenir, en punissant tout accord entre les crieurs et en interdisant à la femme d'un crieur ou à quelqu'un de sa famille de se présenter aux encans; le crieur ne pouvait vendre lui-même un objet à lui appartenant, sous peine d'être suspendu de ses fonctions pendant trois ans.

(1) Voy. la longueur du palme, pag. 123 et 256.
(2) Voy. le texte original pag. 256.
(3) id. pag. 257.

CHAPITRE XVII.

Des pêcheurs (1).

Ce statut défendait d'acheter de nuit ou de jour des poissons en ville ou dans la banlieue, pour les revendre ensuite en ville ou dans la banlieue, à moins que ces poissons ne fussent de ceux qui sont encore connus sous le nom de *sardines*, de *jarretins*, de *serclets*, de *bogues*, d'*aureous*, de *tautènes*, de *sipi*, etc.

CHAPITRE XX.

De la contrainte à exercer contre les débiteurs (2).

Le créancier était tenu de fournir au débiteur qu'il faisait emprisonner, pour le contraindre à le payer, à lui donner, chaque jour, un denier pour du pain et de l'eau. Ce statut fut rendu l'an de l'Incarnation MCCLXXIX.

CHAPITRE XXXII.

Des aires, des dépôts de fumier, de bois, et des vergers (3).

Il était défendu d'établir le long des murs et des fossés de la ville des aires, des dépôts de fumier, de bois et des vergers, sous peine de vingt sous royaux d'amende.

(1) Voy. le texte original pag. 258.
(2) id. pag. 259.
(3) id. pag. 259.



CHAPITRE XXXIII.

De l'interdiction d'importer du vin étranger à Marseille (1).

Ce statut nous apprend d'abord que le chapitre de paix fait entre Charles, roi de Jérusalem, comte de Provence, Béatrix, sa femme, et la ville de Marseille, fut juré par ledit comte en assemblée publique (*in parlamento publico*) tenue dans le cimetière de Notre-Dame des Accoules (*de accuis*), et qu'il fut également juré par Charles II dans le même cimetière.

A l'exception du vin qui restait encore dans les tonneaux au retour d'une navigation, on ne pouvait apporter à Marseille du vin étranger, à moins qu'il ne fût destiné au comte ou à sa femme, ou à quelqu'un de sa suite. Le vin et les raisins étrangers à notre territoire étaient l'un répandu et les autres foulés aux pieds, et les tonneaux ou les corbeilles qui les avaient contenus, brûlés; ce qui n'empêchait pas l'application d'une amende de cinquante livres royales payée par le maître ou le patron du navire. Si le vin ou le raisin étaient venus portés par des bêtes de somme, et que ce vin ou ce raisin vinssent d'une autre part que du territoire dont les limites avaient été fixées quand Guillaume de Cadenet était viguier de Marseille, les bêtes de somme étaient confisquées, le vin répandu et les raisins foulés aux pieds (*cum pedibus*). Si les conducteurs de ces bêtes de somme ne pouvaient payer l'amende de cent sous royaux, on les fustigeait par la ville.

(1) Voy. le texte original, p. 260.

Ce statut fut arrêté l'an du Seigneur mil deux cent quatre-vingt-quatorze et approuvé en conseil général, noble Arnaud de Villeneuve étant viguier, le quatorzième des calendes d'avril.

Le vin et le raisin du territoire étaient seuls admis; la terre dépendant de la juridiction du château de St.-Marcel était comprise dans la banlieue de Marseille.

CHAPITRE XXXV.

Deschasseurs (1).

Quiconque s'avisait de chasser dans les vignes et les champs ensemencés, à partir du mois de septembre jusqu'au mois de mai, payait une amende.

CHAPITRE XLV.

De la disette du blé, de la farine et des légumes (2).

En cas de disette, la curie de Marseille pouvait, en vertu de ce statut, contraindre les navires qui portaient du blé, de la farine et des légumes, à débarquer ces comestibles.

(1) Voy. le texte original, p. 265.
(2) id. p. 265.

CHAPITRE XLVII.

De la chaux ne devant être revendue (1).

Il était interdit d'acheter de la chaux pour la revendre ; car nos pères ne permettaient pas qu'on achetât une marchandise quelconque pour la revendre.

CHAPITRE LV.

Des colombes (2).

Comme plusieurs, dit ce statut, ont des maisons, des bastides (*bastidas*) et des tours (*turres*) dans le territoire, où ils nourrissent des colombes privées et que certaines personnes ne se font pas un scrupule de tendre des piéges à ces colombes, il était interdit de se livrer à cette chasse, sous peine d'une amende de vingt sous royaux.

CHAPITRE LVI.

Des boulangers (3).

L'an du Seigneur MCCLXXIII, il fut enjoint, au nom du roi de Sicile, à tout boulanger de ne vendre que du pain légal (*legalem*) et de juste poids.

(1) Voy. le texte original pag. 260.
(2) id. pag. 267.
(3) id. pag. 268.

CHAPITRE LXV.

Des pierres (1).

Nous trouvons dans ce statut l'ancien nom du cap *Colonne*, qui porte aujourd'hui celui de *Couronne ;* toutes les pierres, dit ce statut, apportées à Marseille *de peireria Columne* ou de tout autre lieu, devaient être estimées bonnes au jugement des arbitres.

CHAPITRE LXVI.

Des débiteurs cessionnaires (2).

La cession ne garantissait pas de la peine celui qui la faisait.

CHAPITRE LXVII.

Des chèvres (3).

On ne pouvait, sauf sur la route qui conduisait au marché de la viande (*ad macellum*), introduire plus de deux chèvres dans les rues.

(1) Voy. le texte original p. 269.
(2) id. p. 269.
(3) id. p. 270.

CHAPITRE LXXVII.

Des maréchaux-ferrants (1).

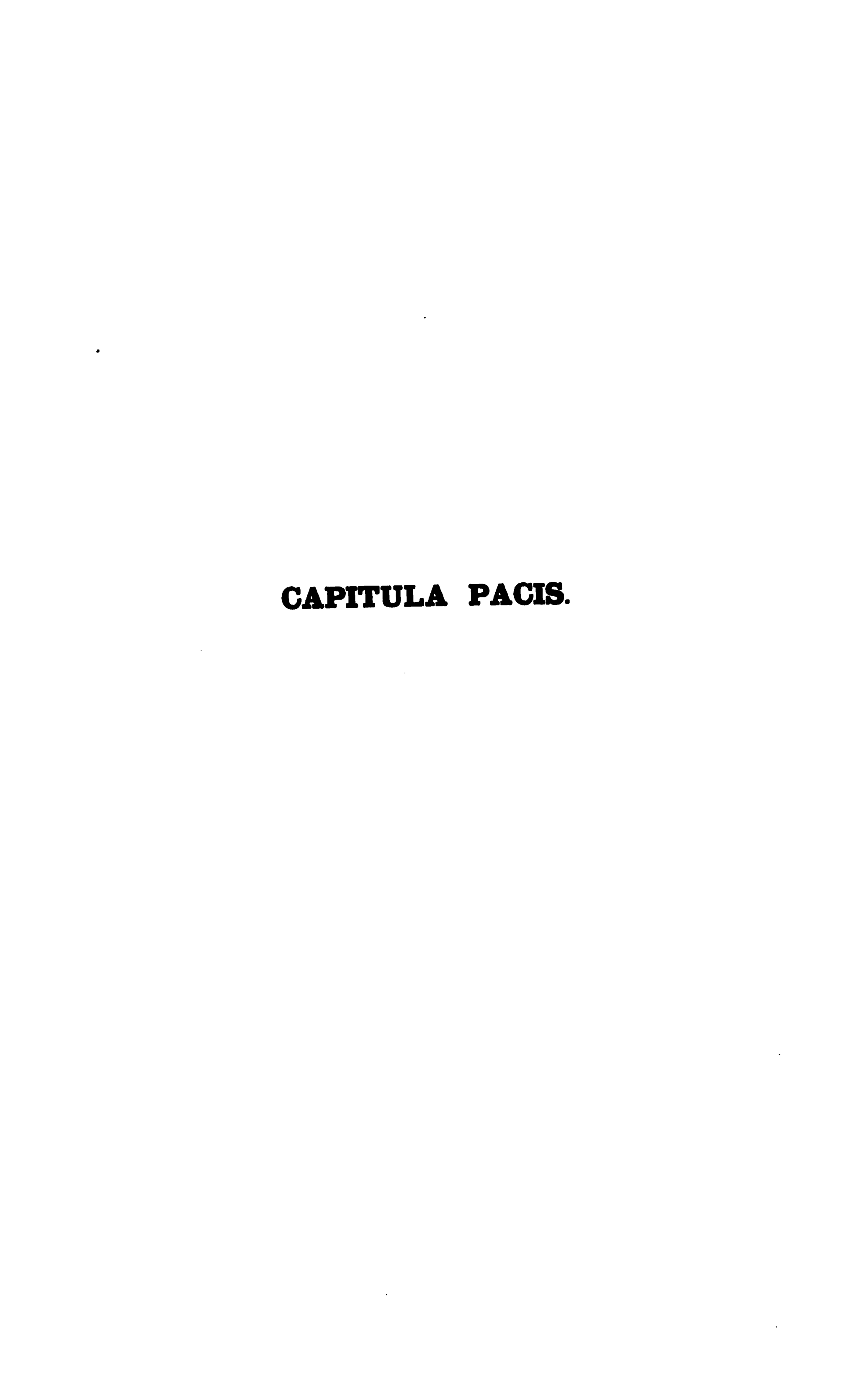
Les maréchaux qui blessaient, en les ferrant, les bêtes qu'on leur confiait, étaient obligés de les guérir à leurs frais.

CHAPITRE LXXX.

Des dépôts de fumier (de sueilhis) (2).

Les trous qui contenaient le fumier devaient être profonds de quatre palmes (3) et entourés d'un mur de deux palmes au-dessus du sol.

(1) Voy. le texte original p. 270.
(2) id. p. 271.
(3) *Voy.* la longueur du palme, pages 123 et 256.



CAPITULA PACIS.

INDEX CAPITULORUM PACIS

DOMINI COMITIS.

Caput.

Caput.

IX Qui officiales debent esse de Massilia et per quos eligi debent.

X De salarijs iudicum soluendis et unde et per quos constitui debeant.

XI Quod omnes cause ciuiles principales et appellacionum quocumque fient et agitari debent ut agitentur in Massilia et non extra.

XII Que lata seu justicia accipiatur pro causis.

XIII Quod preconizetur per ciuitatem antequam fiant condempnaciones et quilibet faciat defenciones suas usque ad XV dies.

XIV De appellacionibus faciendis et usque ad quantitatem fiant et infra quod tempus finiantur.

XV De caualcatis qualiter fieri debeant et quo loco.

XVI Quod de nullo maleficio seu crimine commisso ante hanc conuencionem fiat inquisicio per officium sed iure ordinario possit agi.

XVII Quod pignora non exigantur ab aliquo qui possit dare fideiussores.

XVIII Quod nullus capiatur qui possit dare fideiussores.

Caput.

XIX Quod de iniuriosis uerbis non fiat inquisicio nisi denunciacio precesserit et si concordia fiat infra X dies quod non fiat condempnacio.

XX De moneta facienda et per quos fieri debeat.

XXI De custodia monete.

XXII Quod loca publica et carrerie non arctentur.

XXIII Per quos fiant inquisiciones.

XXIV Quod Brito et Anselmus frater illius et P. Vetulus sint perpetuo banniti.

XXV Quod fideiussores Britonis quos dedit pro castro S. Marcelli sint absoluti et quiti.

XXVI Quod dominus comes teneatur homines Massilie statu tenere contra ecclesiasticas personas in quo erant tempore conuencionis.

XXVII Quod illi qui offenderint Britonem et eius fautores in conflictu sint absoluti.

XXVIII Quod dominus comes teneatur custodire et saluare homnes Massilie ubique et se opponere inimicis eorum.

XXVIIII Quod dominus comes non audiat aliquem uel ciuitatem conquerentem de hominibus Massilie singularibus uel uniuersitate de commissis usque ad tempus conuencionis.

Caput.

XXX Quod dominus comes et sui non exigant aliquid pro tabulis et fenestris et hostijs factis uel faciendis per homines Massilie.

XXXI Quod dominus comes et sui non querant qualiter quis possideat idquod possidet in Massilia uel eius territorio.

XXXII Quod noua uectigalia seu usatica non imponet dominus comes hominibus Massilie.

XXXIII De muris ciuitatis remanendis et leuandis et uallatis faciendis de nouo.

XXXIIII Quod de uectum uictualium et lignorum seu aliarum rerum non fiat.

XXXV Quod uinum seu uue de alieno territorio non trahantur in Massiliam.

XXXVI Quod dominus comes non debeat guidare per Massiliam aliquem qui offenderit in persona uel rebus aliquem Massiliensem.

XXXVII De hostagijs non extrahendis de Massilia.

XXXVIII Quod dominus comes et sui non teneantur exigere id quod tenent qualiter tenent et quod trezenum non exigant.

XXXVIIII De balistis que sunt in Massilia et apportabuntur sint hominum Massilie.

Caput.

XL Quod eleemosine et census soluantur de reditibus per dominum comitem alia uero debita soluantur secundum domini comitis uoluntatem.

XLI Quod dominus comes et sui non faciant fieri mutuum nec donum ab aliquo ciue extraneo uel iudeo nec christiano.

XLII De quistis talijs exactionibus non faciendis per dominum comitem uel suos a ciuibus christianis iudeis sarracenis et extraneis.

XLIII De cassacione statutorum continencium penas ad portum curandum et curie applicandas.

XLIIII De sex probis uiris eligendis qui faciant statuta.

XLV Quod homines Massilie possint ligneirare et fusteirare ubi consueuerunt et furnos calcis facere.

XLVI De reditibus prouenientibus ex iudicaturis curiarum non uendendis.

XLVII Quod admiralli qui uadunt per mare sint de Massilia.

XLVIII Quod Massilienses possint facere pacem et Treugam.

XLVIIII De consulibus eligendis in uiagijs et per quos eligi debeant.

L Quod dominus comes det operam quod Massilienses recuperent franquesias ultra mare et alibi.

Caput.

LI Quod uexillum domini comitis portetur in nauibus et alijs lignis.

LII Quod dominus comes non exigat aliquid ab hijs qui habent in muris ciuitatis ad impositum.

LIII Quod dominus comes reddat et reddi faciat hominibus de Massilia id quod tenetur de ipsorum rebus per Prouinciam.

LIV Quod nullus punietur pro alieno facto.

LV Quod prius soluantur expense que facte fuerint pro franquesijs recuperandis quam dominus comes aliquid inde habeat.

LVI Quod illi qui consueuerunt banneiare in suo possint hoc facere.

LVII Quod illi qui consueuerunt falcones accipere in insulis et cassare possint nunc.

LVIII Quod tabule campsorum locentur XXX sol. quelibet.

LVIIII Quod homines Massilie sint liberi et quicij de facto latuum nauium.

LX Quod homines Massilie sint liberi a prestacione illius denarij quem prestabant et extranei a prestacione unius denarij ex illis duobus quos prestare non consueuerunt.

Caput.

LXI Quod occasione cessacionis preterite censuum nichil dicat comes hominibus qui cessarunt dum tamen soluant usque ad Natale Domini.

LXII Qualiter dominus comes remisit Massiliensibus uniuersis et singulis omnem rancorem et offensam.

LXIII Quod dominus comes iuret predicta omnia seruare et quod uicarij sui iurent idem cum intrauerint regimen suum.

LXIIII Quod dominus comes sit absolutus a pactis et conuencionibus factis hinc retro saluis tamen conuencionibus contractis in hac pace.

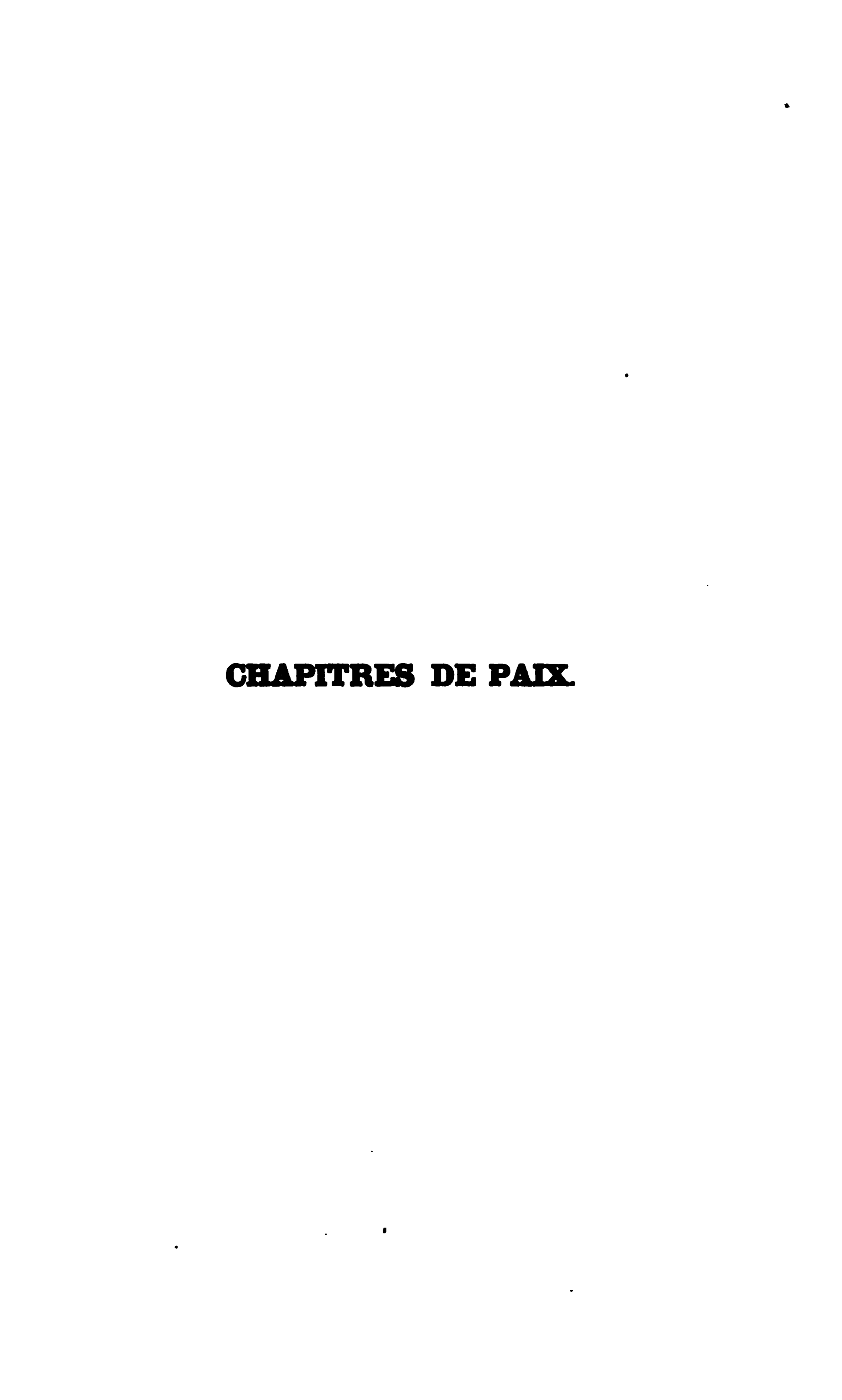
LXV Qualiter omnia supra scripta sint promissa per dominum comitem et syndicum Massilie et stipulacione ualtata.

LXVI Qualiter dominus comes et syndicus iurauerunt.

LXVII Qualiter domina comitissa iurauerit.

LXVIII Qualiter dominus comes in parlamento concessit C lib. reg. ad curandum portum ultra CCC lib. predictas.

LXVIIII Qualiter liberauit homines Massilie in parlamento dominus comes a pedagio bonetorum.



CHAPITRES DE PAIX.

Au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ, ainsi soit-il. L'an de son incarnation mil deux cent cinquante-sept, indiction XV, le quatre des nones de juin, sçachent tous présents et à venir que plusieurs contentions étant nées et en état d'estre suscitées, entre noble et illustre Charles, fils du Roy de France, comte d'Anjou, de Provence et de Forcalquier, marquis de Provence, tant en son nom qu'en celuy de la dame Béatrix, sa femme, comtesse d'Anjou, de Provence et de Forcalquier, marquise de Provence, fille et héritière de Raymond-Bérenger, marquis de Provence et comte de Provence et de Forcalquier, d'une part; et les recteurs de la commune et université de la cité vicomtale de Marseille, au nom de ladite université et quelques personnes illustres de la même ville, d'autre part.

Ledit seigneur Comte tant en son nom qu'en celui de sa femme, disoit que les recteurs de ladite ville n'avoient pas gardé l'accord fait entr'eux au sujet de la paix et des conventions qu'ils avoient ensemble et que même ils y avoient manqué en plusieurs chefs, notamment en ne pas acquittant les droits seigneuriaux et domaniaux qui lui étoient dûs par ladite ville, lesquels droits il estimoit s'é-

lever à quarante mille livres tournois (1) ; que les officiers deladite avoient fait une très grande faute en empêchant l'acquittement desdits droits comme indus, ce qui devoit les faire sévèrement punir et condamner à payer ces mêmes droits à lui et à sa femme ; que la troisième partie des biens de l'Université devoient être confisqués en sa faveur ainsi qu'à celle de la comtesse, attendu que les Recteurs et les Syndics qui la gouvernoient ayant été cités et requis par la Cour d'Aix et le Sénéchal de Provence, de venir répondre devant la Cour sur les demandes consignées dans les requêtes, ne voulurent pas obtempérer aux injonctions faites, et qu'ils poussèrent le mépris non-seulement jusqu'à ne pas tenir compte des peines qui leur furent infligées à cette occasion, mais encore de faire entrer mille hommes armés dans les ports de Toulon et de Bouc, lui appartenant, où ils prirent avec violence et conduisirent à Marseille, les bâtimens chargés d'hommes et de bled qu'ils y trouvèrent ; que le Sénéchal et la Cour de Provence ayant enjoint aux Marseillois de payer l'amende qu'ils avoient encourue à cette occasion, ainsi qu'à restituer les choses saisies et mettre les hommes pris en liberté, ce qu'ils ne voulurent pas faire, le seigneur Comte prétendoit alors, au nom que dessus, que les biens de la communauté et de son district ainsi

(1) La livre tournois valait 20 sous, c'est-à-dire un cinquième de moins que la livre parisis, qui valait 25 sous.

que ceux situés dans le comté de Proveuce étoient tombés en commise (1) en sa faveur ainsi qu'à celle de sa femme; il demandoit, en conséquence, que la jurisdiction que la ville avoit, que le gouvernement de la commune, que les revenus et les droits d'entrée tant de terre que de mer d'icelle lui estoient acquis. Le seigneur Comte demandoit, en outre, aux Marseillois cinquante mille livres d'or (2) pour la peine à eux justement imposée, attendu qu'ils avoient méprisé les ordres qui leur avoient été donnés en son nom, indûment retenu ses revenus et empêché que la troisième partie des honneurs lui eût été rendue depuis la paix. Le seigneur Comte vouloit aussi que ceux qui avoient envahi les ports de Toulon et de Bouc fussent renvoyés par-devant les officiers de la Cour d'Aix pour

(1) Commise parmi nous, à proprement parler, est la confiscation faite au profit du seigneur féodal d'un fief, pour félonie ou désaveu de la part du vassal envers son seigneur.

. . . . . . — Deux choses donnent lieu à la commise, savoir : la félonie ou le désaveu du vassal envers son seigneur.

Le vassal qui a commis félonie, c'est-à-dire déloyauté envers son seigneur, fait donc tomber son fief en commise; de sorte qu'il le perd entièrement, et que le fief est acquis à son seigneur et réuni à son domaine.

Le vassal perd aussi son fief, quand, malicieusement, il désavoue son seigneur, soutenant qu'il ne tient pas son fief de lui, et qu'il relève d'un autre seigneur.

(*Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière, tome I, page 412. — Paris. — Brunet fils. MDCCXL. 2 vol. in-4°.

(2) La livre d'or valait environ 12 livres de deniers d'argent.

(*Histoire de Marseille*, par Ruffi.)

être punis, ainsi que le cas le requéroit. Le seigneur Comte insistoit pour l'exécution de ces conditions, ce que la ville ne vouloit point faire sauf le respect dû audit seigneur. Enfin, après plusieurs conférences entre les parties, le Conseil de la communauté de Marseille et les recteurs d'icelle, ont jugé à propos d'établir Raolin, drapier, bourgeois de ladite ville, pour leur syndic, procureur et agent auprès du Comte de Provence, avec le pouvoir de traiter au nom et pour l'Université de Marseille, les articles de paix sur ce que dessus, ainsi qu'il apparaissoit de l'acte de procuration reçu par Me Alphant Baissier, notaire de Marseille et d'Arles. A cet acte pendoit le sceau de la ville sur lequel on voyoit d'un côté la représentation d'une ville bâtie sur la mer avec ces mots à l'entour : *Actibus immensis urbs fulget Massiliensis*, et de l'autre côté l'image de saint Victor à cheval, ayant l'épée à la main, sous les pieds du cheval une couleuvre et dans la légende : *Massiliam vere Victor civesque tuere* (1).

(1) Ce sceau, dont l'un de nous possède une empreinte, a 74 millimètres de diamètre.

Ruffi, dans son *Histoire de Marseille* (tome II, page 328), dit que « les anciens Marseillois traduisoient de la sorte, ainsi qu'il l'avait veu dans un ancien manuscrit, la légende de chacun des côtés de ce sceau :

De grands fachs resplent la ciouta de Marseille.
Victor deffend veravoment Marseille et lous cioutadans.

ation pour syndic.

Au nom de Nostre-Seigneur Jésus-Christ, Amen. L'an de son incarnation mille deux cent cinquante-sept, indiction XV, et le dernier jour du mois de mars, sur les neuf heures, soit notoire à tous présents et à venir que Simon Laget, André de Portu, Bertrand de Bucco, Guillaume Cornelly et Hugon Audouard, recteurs de la ville et communauté de Marseille, et le conseil général d'icelle, tant conseillers que chefs de métiers, assemblés au son de la cloche, à la manière accoutumée, dans la salle verte du Palais de Marseille, où tous en général et chacun en particulier, ont unanimement, au nom de ladite ville et vicomté de Marseille, nommé et constitué Raolin, drapier, bourgeois de ladite ville, présent, soussigné et la charge acceptant, syndic, agent, procureur de la communauté de Marseille, pour traiter la paix et passer tous actes, conventions, obligations, stipulations et conditions sur le fait de la donation et gouvernement de ladite ville et vicomté de Marseille et de ses droits, comme il verra bon estre, avec illustre seigneur Charles, comte et marquis de Provence, comte d'Anjou et de Forcalquier, et illustre dame Béatrix, sa femme, comtesse et marquise de Provence, comtesse de Forcalquier, fille et héritière du sei-

gneur Raymond-Bérenger, d'heureuse mémoire, comte et marquis de Provence, comte de Forcalquier, ainsi que de faire tout ce qu'il trouvera utile et nécessaire touchant le traité de paix, pactes et conventions au regard de la donation et du traité de paix dont il s'agit ; recevoir le serment du seigneur Comte et de la dame Comtesse, sa femme, ainsi que d'agréer les promesses et les cautions sur les articles insérés dans lesdits actes de donation et de paix.

De plus, il est donné pouvoir à Raolin, pour et au nom de ladite Communauté, de terminer le différend avec le seigneur Comte et la dame Comtesse, sa femme, suivant les formes, pactes et conventions dudit traité de paix et de la donation précitée; de jurer au nom de la communauté l'observation de la donation et du traité de paix, et généralement de tout ce qui sera contenu dans lesdits actes, promettant d'approuver et de ratifier à perpétuité, tout ce qui sera fait et géré par ledit syndic Raolin sur ce que dessus ; lequel syndic acceptant ladite charge, a promis auxdits recteurs et au conseil général, en le jurant sur les saints Évangiles, de faire tout possible pour s'acquitter de l'emploi avec fidélité, et ce, jusques à entière exécution.

Pour plus de sûreté de ce que dessus, lesdits sieurs recteurs et le conseil général ont ordonné que le présent fût scellé du sceau de la ville, l'an et jour susdits, en présence de Guillaume Chabert; Guillaume de Bulgal, docteur en droit; Guillaume

d'Avignon, notaire; Pierre Isnard, vicaire, et Pierre Lioca Aries. Et moy Alphant Baissier, notaire de Marseille et d'Arles, ay reçu écrit et signé par l'ordre desdits recteurs, dudit conseil et du sieur Raolin, le présent acte, lequel a été vérifié par Guillaume d'Avignon, notaire public de la ville de Marseille, qui l'a trouvé dans les formes voulues.

Et ledit syndic, au nom de ladite communauté, des recteurs et du conseil d'icelle, a fait et traité la paix, relativement aux contestations avec le seigneur Comte, au nom que dessus, ainsy qu'il paroît ci-après.

on de la
s droits.

En premier lieu, ledit Raolin, syndic de la ville et communauté de Marseille, a voulu et consenti, au nom d'icelle, que le seigneur Comte et la dame Comtesse, sa femme, ainsy que leurs héritiers et successeurs au comté de Provence, ayent et possèdent par accord, transaction et même en forme de donation, le domaine, la seigneurie, le gouvernement, toute la jurisdiction de ladite ville et vicomté de Marseille, de son terroir, ensemble tous les droits que ladite communauté peut avoir, sauf ceux qui vont être exprimés soit expressément, soit tacitement par ledit syndic au nom de la communauté de Marseille.

nus de la
nt au

Item, que tous les revenus et les droits d'entrée de ladite ville de Marseille appartiendront au seigneur Comte, à la Comtesse, sa femme, et à leurs

successeurs, à condition que leur gouverneurs ou leurs lieutenants seront obligés de les employer au payement des frais des ambassades nécessaires, et à l'entretien des vaisseaux et des galères armées, de l'avis et du conseil ou à la réquisition de ladite communauté.

)es intendants et curage du port.

De même, il sera eslu trois hommes pour surveiller et entretenir le port. Ces hommes, à qui le viguier donnera, toutes les années, trois cents livres payables d'abord cette année, cent livres après leur eslection, et à l'avenir cent livres au mois de mars, cent livres au mois d'avril et cent livres au mois de may, rendront compte de leur gestion de six en six mois au viguier et au conseil de ladite ville.

'u viguier.

Ledit seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs esliront toutes les années un viguier pour régir et gouverner la ville et le conseil de Marseille.

e la cloche pour ɪembler le conl.

Comme aussy dans la cour du Palais dudit seigneur Comte, il y aura une cloche, au son de laquelle le conseil général sera assemblé à la manière accoustumée.

Des criées.

Les criées qui se feront à Marseille, le seront au nom dudit seigneur Comte, ainsi qu'à celui du viguier, ce qui sera observé à l'égard des succes-

seurs du seigneur Comte et de la dame Comtesse, sa femme.

iciers de

Le seigneur Comte nommera, cette année, juges de la cour de Marseille, lesquels exerceront jusques aux kalendes de mars à venir : Guillaume Chabert et Me Bernardin de Messiane. Il nommera aussy les syndics, les notaires, les officiers, les conseillers et les chefs de métiers ; il nommera également pour conseillers de son viguier les sieurs Raolin, André de Porta, Bernardin de Bucco, Simon, Guillaume Cornuty et Hugon Audouard, présentement recteurs de ladite ville ; et ledit viguier, de l'avis de ces six conseillers, eslira six personnes de ladite ville et vicomté, d'après le conseil desquelles il créera tous les officiers, le conseil général et le conseil secret de l'année suivante, selon la manière accoustumée.

Le viguier qui sera en exercice l'année suivante, eslira les nouveaux dignitaires avec le conseil et le concours des officiers et conseils alors en charge, et ainsy de suite pour l'avenir ; les viguiers devront s'acquitter de cette obligation, aux termes du serment qu'ils prêteront en entrant en fonction.

A l'avenir, il n'y aura d'autre viguier que celui du Comte ; il ne sera non plus nommé des chefs de métiers. — Il sera nommé à son choix un juge du palais et deux juges des appellations. — Les six personnes de l'avis desquelles le viguier sera tenu d'eslire les officiers de ville feront partie du conseil.

iels officiers ınt être de ville.

Les juges, les notaires et tous les autres officiers de la cour de ladite ville et vicomté de Marseille devront estre de Marseille; ils seront eslus comme il il a été précédemment dit dans le passage concernant l'eslection des officiers. — Le viguier, le sous-viguier, le juge du palais et le juge des appellations seront eslus et établis par le seigneur Comte ou par celui qu'il voudra, soit qu'ils soient de ladite ville ou d'ailleurs. — Tous les officiers, n'importe lesquels, seront changés toutes les années, excepté les notaires et les archivaires.

salaire des juges, des notaires s autres offi-

Les salaires des juges et des notaires seront payés des revenus que ledit signeur Comte aura de la communauté, suivant la taxe qui sera fixée par le viguier, les juges et deux experts nommés à cet effet. —Les officiers présentement en charge auront les salaires accoutumés, lesquels sont de LX livres royales couronnées pour chacun.

s procès seugés à Mar-. De non exndo.

Tous les procès qui seront mus, tant en première instance qu'en appellation, seront traités pardevant les juges de ladite ville, soit en demandant ou en défendant, et nul ne sera obligé de se tirer d'icelle ville au sujet des procès.

ı serment et caution des eurs.

Après que les procès auront été contestés et que le serment de ne plaider par animosité aura été prêté à la manière accoutumée, on sera obligé

de donner des gages pour le paiement du juge, à raison de douze deniers par livre; le perdant donnera ce à quoy il aura été condamné.

criées. Auparavant la prononciation des sentences, ce qui aura lieu au nom du viguier, en présence des notaires, par le juge du palais et les juges de la ville eslus comme il a été déterminé ci-dessus, les jugements seront criés (1) pendant quinze jours, afin que chacun puisse se défendre et faire entendre ses témoins s'il prétend en faire ouïr.

appels. Il sera permis d'appeler des décisions des juges, depuis L ou LX sols et plus; les appellations seront vuidées à la manière accoutumée, dans le courant de deux mois par la cour de Marseille. — Il sera néanmoins permis d'appeler des sentences excédant C sols rendues par les juges ordinaires, hors celles qui seront dans un des cas prohibés par les loix; les appellations de cette classe devront être résolues à Marseille et non ailleurs, dans l'espace de six mois à dater du jour de la demande. Pour les affaires de C sols et au-dessous, il ne sera pas permis d'en appeler aux causes ordinaires, à moins qu'il fût question d'une cause dont le capital excédât C sols.

(1) *Proclamés, publiés.*

Des cavalcades. Il sera fait, une fois l'année et pendant quarante jours, sans pouvoir prétendre autre chose, des cavalcades dans les comtés de Provence et de Forcalquier, pour le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, ou leurs successeurs, savoir : dans le comté de Provence, en deçà du Rhosne et de la Durance, rarement au-delà de la Van jusques à la (1); dans le comté de Forcalquier jusques au Pont-Lan et au pont de Rostagne. Dans le cas d'une levée de gens de guerre dans la province, la communauté y contribuera pour cinq cents piétons, parmi lesquels il y aura cent arbalétriers ; et si la communauté ou le conseil de la cité de Marseille, vouloit, à la place de chaque dixaine de piétons, mettre un cavalier, elle pourra le faire. De cette manière, ladite communauté sera deschargée de la cavalcade. — Les armements de mer seront faits aux dépens du seigneur comte. — S'il arrivoit que le seigneur comte ou ses successeurs eussent quelque guerre par terre et qu'ils fussent dans le comté de Provence ou dans celui de Forcalquier, la communauté de Marseille seroit obligée de donner un homme de chaque maison où il y auroit un feu, et celà suivant les moyens du maître ou de la maîtresse du logis, pour le service de l'armée. Dans ce cas, les soldats et les cavaliers seront entretenus aux dépens du seigneur comte. Dans ce cas encore, celui de la levée d'un homme par feu, la susdite cavalcade cessera.

(1) Le nom est en blanc.

on du Il ne sera fait recherche des crimes maintenant ou récemment commis par un ou plusieurs citoyens de la ville de Marseille, n'importe le lieu ou la forme du délit. Des condamnations ne pourront être, par conséquent, prononcées à cet égard par le seigneur Comte, par son lieutenant, par ses juges ou ses officiers, qui devront, au contraire, ne pas recevoir les plaintes qui pourroient être formées, et cesser l'information de celles commencées, s'il y en avoit. Sont exceptées toutefois les demandes qui seroient faites par des citoyens contre les particuliers qui auroient agi sans l'ordre de la communauté, du viguier ou des autres officiers pour des dommages éprouvés hors le cas de guerre, et dans le cas que la punition dût être poursuivie par la voie ordinaire; et encore faudrait-il que les plaignants habitassent ou fussent originaires de la ville, et non autrement.

rsonnes exemp- :aution. *Item*, que les officiers de justice du seigneur Comte ne pourront, dans aucun cas, décerner des saisies dans Marseille contre les personnes solvables qui offriront de donner caution, soit qu'elles ayent été condamnées par la voie ordinaire sans appel, soit qu'il y ait appel et qu'elles ayent été renvoyées.

lui qui rair une sera pas *Item*, que les mêmes officiers de justice du seigneur Comte ne pourront décerner des contraintes par corps, ni faire emprisonner le condamné, s'il

est prêt à payer la caution. Toutefois, cette faculté ne leur est accordée que pour les crimes qui ne sont du nombre de ceux pour lesquels on ne peut recevoir de caution.

Des injures verbales.

Que les injures verbales ne seront poursuivies que tout autant qu'elles auront été dénoncées par les personnes insultées, et si, dans les dix jours qui suivront la dénonciation, les parties ne se sont arrangées. Il n'en sera pas de même pour les injures proférées en présence du viguier et des juges dans le palais.

De la monnoie.

Le *marsillès* et le *petit-marsillès* (1) continueront d'avoir cours à Marseille, où seulement et lorsqu'il semblera bon à la communauté, ils pourront être

(1) Le *menu Marsillès*, en latin *solidi minuti massilienses*, dit Ruffi dans le deuxième volume de son *histoire de Marseille*, page 324, valait un sol royal et dont les vingt faisoient une livre royale. L'autre *Marsillès* appelé gros avait la valeur de nos sols ordinaires. On voyait d'un côté du *Marsillès* et du *petit Marsillès*, dit aussi Ruffi, l'image du Comte de Provence avec cette inscription COMES PROVINCIE, et de l'autre côté une ville ayant ses clochers élevés et une croix au dessus, et à l'entour MASSILIA CIVITAS.

La description qui précède, du *gros* et du *petit Marsillès*, est exacte ; mais Ruffi se trompe étrangement, en disant que le *gros Marsillès* n'avait que la valeur du sol de l'époque où il écrivait (1696), car il était d'argent fin et pesait 32 grains. — Le *petit Marsillès*, également en argent, ne pesait que 16 grains, son titre était de 4 deniers moins une pite. Le *gros Marsillès* avait donc une valeur supérieure au double de celle du *petit Marsillès*, au lieu d'être moindre.

battus; ce que confirme d'une manière expresse le seigneur Comte et la dame Comtesse, sa femme, pour eux et pour leurs successeurs, auxquels il devra être donné douze deniers pour chaque marc d'argent fin employé dans la fabrication des monnoyes. L'ouvrier et les autres personnes attachées à l'hôtel des monnoyes pourront être pris parmi les maîtres des lieux que la communauté jugera convenable.

s de Le seigneur comte ou son lieutenant commettra quelqu'un de la ville pour avoir la garde de la monnoye. Cet officier, qui aura le titre de *mestre de la monnoye*, sera eslu dans le délai de dix jours. La dépense occasionnée par le louage de la maison où est établi l'hôtel des monnoyes, ainsi que celle exigée pour le paiement du salaire des gardes établis par le seigneur Comte ou par son lieutenant, seront soldées sur les revenus du seigneur Comte.

Le *marsillès* et le *petit-marsillès* devront être de bon aloi et être de même poids que ceux qui ont maintenant cours à Marseille. Quant au *milaret* (1),

(1) Le *milaret*, dit Ducange, était la plus petite des monnaies d'argent frappées à Montpellier par les évêques de Maguelonne; elle valait 12 deniers. Son nom lui venait, selon les uns, des Espagnols qui l'auraient emprunté aux Arabes, lesquels l'auraient ainsi appelée d'un de leurs rois, Mulay-Rais. Selon d'autres, le nom donné au *milaret* aurait une origine grecque.

Les dispositions que nous donnons ci-dessus du XXIme article des chapitres de paix, démontrent que l'on frappait également des *milarets* à Marseille, ou que l'on avait l'intention d'y en faire frapper. — Aucun des *milarets* marseillais, s'il en a été fait, n'est parvenu, du moins que nous sachions, jusqu'à nous.

il sera également de bon aloi, mais du poids que le conseil de ville, le viguier et le maître de la monnoye trouveront à propos.

. Des chemins.

Les chemins de la ville et du territoire, ainsi que les lieux destinés au pâturage des bestiaux, ne pourront être rétrécis, ni occupés, ni diminués, mais au contraire bien distincts et à l'usage du public.

. Des informations sur les invasions.

Les informations relatives aux invasions des ennemis dans la ville, ainsi qu'à la défense d'icelle, seront faites par deux notaires nommés *ad hoc* et examinés par le juge du palais et tous les juges de la ville, excepté par les juges des appellations.

. Des proscrits.

Briton, les frères Anselme et Pierre Vetulus, qui sont de grands séditieux et qui ont mis la ville en estat d'estre perdue, en réduisant ses habitants à la dernière extrémité par des artifices malicieux, seront bannis à perpétuité de la ville, de son terroir et district, à trois lieues à la ronde; ils ne pourront jamais être rétablis, et s'ils étoient trouvés dans la ville ou dans l'étendue des trois lieues qui l'entourent, ils seroient punis. Guigues, frère de Briton, sera exilé ainsi que l'ordonnera le seigneur comte.

De Guigues et cautions de ion.

Le syndic Raolin, avec le consentement du seigneur comte, aura une des propriétés de Guigues,

et celà pour payer les debtes d'icelui et avoir le montant de la dot octroyée à sa fille, femme Raolin. Il sera disposé à l'égard des enfants de Guigues ainsi que le conseil de la communauté et le viguier le trouveront à propos.

Les cautions données par Briton pour le château de Saint-Marcel sont absoutes et devront être laissées en repos.

maintien s et des de Mar-

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, seront tenus et obligés de maintenir, à perpétuité, la ville et les biens qu'elle possède, ses habitants et leurs propriétés, ainsi que l'Église de Marseille et les ecclésiastiques, dans le même état qu'ils sont maintenant; et si, à l'avenir, il étoit fait ou innové quelque chose à l'encontre des usages de la commune et que l'on voulût exiger de nouveaux droits d'icelle ou de ses habitants, y compris le terroir et son district, le seigneur Comte sera tenu de protéger la cité de Marseille et les Marseillois; il ne pourra par conséquent donner aide et appui à qui que ce soit contre la cité et les citoyens de Marseille.

ceux qui isé Briton ns.

Tous et chacun des habitants de la ville qui se sont déclarés, avant les festes de Pasques, contre Briton, son parti et ses complices, et particulièrement ceux qui ont pris les armes à cette occasion, lors des derniers désordres, seront absous

de tout ce qu'ils ont fait, même de ce qu'ils ont pratiqué jusqu'à ce jour, attendu qu'ils ont agi avec le consentement des officiers du seigneur Comte. Toute audience sera donc déniée à ceux qui voudroient porter plainte ou faire des recherches relativement à ces désordres.

. Le seigneur e protégera vera les mar- is et leurs .

Comme aussy le seigneur Comte, la Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, devront maintenir, garder et défendre à toujours et partout, les citoyens de Marseille et leurs biens ; il sera donc tenu, si quelqu'un les offensoient dans leurs personnes ou dans leurs biens, de les secourir et de les protéger contre leurs ennemis, ainsi que doit le faire un excellent prince pour de bons et fidèles sujets.

I. Le seigneur e ne se prê- à la recher- lu passé.

Il ne pourra être permis qu'il soit fait des recherches ou des demandes, de la part de quelque commissaire particulier ou de quelque collége, contre les citoyens de la ville et vicomté de Marseille ou de la communauté d'icelle, sous le nom d'une autre communauté, à l'occasion et sous le prétexte de dommages causés jusqu'à aujourd'hui par la ville ou ses habitants, à des particuliers ou à des colléges. Le seigneur Comte n'écoutera pas et ne permettra pas non plus que, dans sa cour ou ailleurs, ceux de Montpellier ou d'une autre lieu, se plaignent contre la communauté de Marseille en général, et en particulier contre un ou plusieurs de

ses habitants, sous le prétexte de prétendus dommages éprouvés soit sur mer, soit sur terre. Ces conditions ne préjudicient en rien à ce qui a été dit plus haut, dans le chapitre portant qu'il ne sera fait aucune recherche du passé.

saillies
s publi-
enêtres,
et des

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, ainsi que leurs lieutenants, n'empêcheront les habitants de Marseille et de son district, d'avoir en toute liberté et sans payer de redevance, excepté ce qu'ils sont dans l'habitude de donner, la faculté de placer ou de bâtir dans la ville, ses faubourgs et son district, des établis au devant et contre les maisons ; comme aussy, suivant l'usage, d'avoir des caves sous les rues et les chemins, d'ouvrir des portes et des fenêtres sur la voie publique, et de pratiquer des arceaux dans les rues couvertes.

seigneur
recher-
biens des
is, pos-
en franc

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, ne demanderont rien aux habitants de Marseille et de son district, à l'occasion des biens qu'ils possèdent dans iceux, à l'exception des droits qu'ils sont dans l'usage d'acquitter (1).

(1) Le Franc-Alleu roturier, dit de Ferrière dans son Dictionnaire de droit et de pratique, tome 1, page 901, *est un héritage allodial* (*) *où il n'y a ni justice, ni fief, ni censives qui en dépendent, et pour lequel l'acquéreur ne doit ni cens, ni autres droits.* — Le titre de ce chapitre, d'après la traduction, ne nous paraît donc pas rendre

(*) On entend par *allodial* ce qui est possédé en franc-alleu.

I. Il ne sera é-
ll de nouveaux
ôts.

Il ne sera non plus imposé de nouveaux droits aux habitants de Marseille et de son district pour les biens qu'ils ont, et à l'occasion desquels ils ne passeront de nouvelles reconnaissances; ils les posséderont, au contraire, paisiblement et sans recherche à cet égard.

II. Des murs
a ville.

Les murs de la ville et vicomté de Marseille, ainsi que ceux de la cité épiscopale (1) ne pourront être démolis, soit en partie, soit totalement; les habitants d'icelles pourront, néanmoins, avec le consentement du seigneur Comte, de la dame Comtesse, sa femme, ou de leurs lieutenants, agrandir ces villes quand bon leur semblera, et de faire, alors, de nouveaux murs et de nouveaux fossés.

V. Du vin et du
sin.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, ne permettront l'entrée

exactement le texte de la convention, puisque, les Marseillais ne devaient posséder qu'en payant *les droits qu'ils étaient dans l'habitude d'acquitter* et que le fonds tenu en franc-alleu était exempt de redevance.

Le franc-alleu noble, dit également de Ferrière, *est une terre qui ne reconnaît aucun seigneur et à laquelle il y a justice ou censive, ou quelque fief qui en relève.*

(1) Il est à remarquer qu'il n'est pas question ici de la ville abbatiale, laquelle était sous la juridiction du prieur de St.-Victor. Il est vrai que la cité abbatiale ne comprenait, au XIIIme siècle, que quelques bourgs et des châteaux, mais elle n'avait pas moins pour cela ses limites, et devait être dans le cas de faire ou de laisser faire certains travaux pour la défense de la totalité ou d'une partie seulement de son territoire.

à Marseille, tant par terre que par mer, du vin et des raisins étrangers, pour l'usage de la ville, du terroir et du district de la cité vicomtale de Marseille, ainsi que de la cité épiscopale, de la maison du sieur Évêque et de l'église de La Major. Toutefois, cette prohibition ne s'étendra pas au reste des provisions faites par les navires et les autres bâtiments de mer, et estivées dans iceux, ainsi qu'au vin apporté pour la table du seigneur Comte, de la dame Comtesse, sa femme, et de leurs successeurs ou de leur famille, lorsqu'ils viendront à Marseille. — Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs ne pourront faire vendre du vin à Marseille (1).

igneur proté- qui au- n mar-

Il ne sera donné aucun sauf-conduit, sans le consentement exprès du citoyen offensé, par le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs ou leurs officiers, à celui qui aurait injurié un Marseillais soit personnellement, soit dans ses biens, et cela, dès que l'offense sera dénoncée audit seigneur Comte, à la dame Comtesse, sa femme, à leurs successeurs, ou au viguier, ou à la Cour de Marseille, ou là où l'offense aura été commise ; à moins que le coupable offrît une caution et reconnût se soumettre et obéir à la Cour de Marseille ; cette exception ne doit s'entendre que de l'offense donnée aux biens seulement et non à la personne même.

(1) Voyez le chap. XXXIII du livre 6, page 260.

Des denrées s et des au- toses appor- Marseille.

Il sera permis à chacun d'apporter à Marseille, tant par terre que par mer, et pour Marseille, des denrées, du bois et d'autres choses des comtés de Provence et de Forcalquier, sans que le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs et leurs lieutenants puissent s'y opposer, exiger de nouveaux droits ou souffrir qu'il en soit exigé quelqu'un. — S'il y avait disette dans la province, les habitans de Marseille ne pourront pas faire sortir le bled par mer, sauf la quantité nécessaire aux navires et aux autres bâtiments pour leur traversée. — Les Marseillois ne pourront non plus, sans le consentemeut du Comte de Provence ou de son viguier, porter des denrées ou autres choses aux ennemis dudit seigneur Comte, de la Comtesse, sa femme, et de leurs successeurs, après que ces ennemis leur auront été dénoncés.

I. Des otages.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs et leurs lieutenants ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, demander des otages à la ville de Marseille. Ils ne pourront non plus, n'importe le motif, arrêter ou faire arrêter un ennemi dans ladite ville pour le garder en otage (1).

II. Le sei- r Comte ne ra exiger des s de trézain, ds, etc.

Tous ceux qui posséderont à Marseille et dans son terroir, des biens francs de charges, censes et

(1) Voyez le chapitre XXXVI du Vme livre, page 196.

servitudes quelconques (1), ne pourront être contraints par ledit seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs ou leurs officiers, d'exhiber les titres de leurs franchises; il ne pourra, aussi, leur être demandé des droits de lods (2), de trézains (3), de censes (4), ou des services au sujet des aliénations de ces biens; les acquéreurs ne devront donc passer de nouvelles reconnaissances (5).

(1) Voyez le chapitre XXXI, page 313.

(2) Les droits de lods étaient des droits payés au seigneur direct, duquel relevait un héritage tenu en censive par l'acquéreur d'icelui à titre de vente. Ces droits étaient de douze deniers un denier, c'est-à-dire la douzième partie du prix de la vente, ou 1 sol 8 deniers pour livre.

(*Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière, tome II, page 228).

(3) Le trézain (treizième partie d'un tout) était un autre droit dû au seigneur, lors de la vente d'un fief servant ou d'une roture.

(Dictionnaire de Trévoux.)

(4) Sorte de redevance annuelle, foncière et perpétuelle dont un héritage censier était chargé envers le fief ou le franc-alleu dont il était mouvant, et qui était imposée pour la première fois par le seigneur dans la concession qu'il avait faite de cet héritage.....

Le cens était la véritable marque de la directe seigneurie sur les rotures, comme la foi et hommage était le caractère de la directe sur les fiefs.

(*Dictionnaire de Droit et de Pratique*, par de Ferrière, tome 1, page 333.)

(5) On appelait reconnaissance l'acte par lequel on demeurait d'accord au sujet d'une dette convenue dans une simple cédule, ou du cens dû à un seigneur lors de la vente d'une terre que l'on reconnaissait tenir à cens du seigneur.

Les reconnaissances étaient consignées dans le *papier terrier* de la province, ainsi appelé parce qu'il contenait l'indication détaillée de ce que chaque vassal ou sujet censier, ou autre tenancier, tenait dépendant ou relevant de la terre dont le seigneur avait fait son *papier terrier*.

Le *papier terrier* était aussi connu sous le nom de *papier du seigneur*.

(*Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière, t. II, p. 404 et 556).

XXXIX. Des balistes. Toutes les balistes (1) données à la communauté par les capitaines de navires et les autres mariniers abordant à Marseille, appartiendront de plein droit à ladite communauté, laquelle devra s'en servir pour la défense de la ville. La garde de ces armes sera confiée à deux officiers de la communauté (2), eslus annuellement ; ces officiers qui garderont les clefs de la salle d'armes, rendront compte de leur gestion au viguier et à leurs successeurs, en quittant leurs fonctions.

XL. Des aumosnes et du cens. Il sera annuellement fait des aumosnes des revenus que ledit seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, exigeront de la communauté de Marseille, laquelle ne pourra être contrainte à payer ce qui aurait déjà dû être donné: la communauté de Marseille ne devra donc être inquiétée au sujet de ce payement, ainsi que pour celui du cens (3). Quant aux autres choses dues au seigneur comte et aux siens, elles seront soldées selon la volonté du seigneur comte et des siens.

(1) Arbalète.

Voy. ce qui est dit au sujet du dépôt de ces armes dans les *statuts commerciaux et maritimes de Marseille en* 1228, tom. 1, page 356 ; la traduction de ces dispositions, reproduites dans le 2e vol., page 313, se trouve dans le 1er vol., page 386 et dans le 3e vol., page 155.

(2) La maison dans laquelle ces officiers se réunissaient est désignée dans les actes de l'époque sous le nom de *domus officij guerrœ*.

Voyez, du reste, ce que nous avons dit relativement à ces mêmes officiers appelés *gouverneurs des armes*, dans le 2e volume, page 43.

(3) Voyez la note relative au droit de cens, page 317.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, ne pourront contraindre les citoyens de la ville de Marseille et les étrangers chrétiens, juifs ou sarrasins de lui faire des prêts ou des présents, sous quelque prétexte que ce puisse être ; ils ne pourront non plus les obliger à céder ou vendre leurs biens, ni leur imposer des servitudes, n'importe les lieux où ces biens seront situés, tant sur mer que sur terre, aux isles et dans les ports.

prêts et des

Il ne sera imposé aux Marseillais aucunes tailles (1) ou autres impositions pour acheter et avoir des chevaux, sous quelque prétexte que ce soit. Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, ne permettront pas non plus que leurs officiers mettent des impositions sur les citoyens de Marseille, ainsi que sur les étrangers qui seront dans ladite ville. Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs

nt d'exécu- l'encontre rseillais.

(1) Les tailles étaient des sommes levées annuellement pour soutenir les charges de l'état.

Ce tribut ou imposition porte le nom de taille, soit à cause de la coutume de répartir, par égales portions, les deniers qu'il procure sur les sujets à proportion de leurs biens et de leurs revenus, soit à cause de ce que, dans l'origine de cette imposition, ceux qui étaient préposés pour la levée de l'impôt avaient des tailles de bois sur lesquelles ils marquaient ce que chaque habitant payait en déduction de sa cote ou taille.

(*Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière, tome II, page 962).

successeurs, pourront prier les habitants de Marseille de leur fournir de l'argent, mais Marseille et ses habitants pourront leur refuser, sans crainte, les demandes qui pourraient leur être faites à cet égard

II. Des amendes

Les statuts de la ville relatifs aux amendes applicables à la curie de Marseille ou au port de cette ville, sont cassés et annulés, à l'exception des dispositions concernant les amendes prononcées pour rupture de ban.

V. Des nouveaux atuts et de la rrection des anens.

Il sera eslu annuellement six personnes, natives de Marseille, au nombre desquelles se trouveront des jurisconsultes et un notaire, pour composer de nouveaux statuts, changer les anciens, ou les augmenter ou diminuer selon qu'ils le jugeront convenable, sans pouvoir, néanmoins, toucher aux droits de la seigneurie et du domaine appartenant audit seigneur Comte (1).

/. Des droits de gnerage, de pârage et d'établissement de fours de aaux.

Les habitants de Marseille pourront faire du bois, des fours de chaux et mener leurs bestiaux aux pâturages accoutumés, sans aucun trouble ni empêchement (2).

(1) Voyez ce que nous avons dit au sujet de la rédaction des statuts municipaux, dans le 2me vol., pages 48 et suivantes.

(2) *Voyez* le droit de pâturage et de *lignerage* (*) accordé aux marseillais, par Raymond-Béranger, le 17 mai de l'an 1200, 1er volume, page 198.

(*) De *lignerare* ou *lignare* (*ligna in silvis exscindere*).

evenus ures. Les droits et les revenus provenant des jugements et des condamnations ne pourront point être vendus par le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs ou leurs lieutenants; nul, non plus, ne sera admis et reçu à quelque charge, moyennant de l'argent.

admi- Les admiraux que le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs ou le viguier, mettront pour le fait de la mer, seront et devront être de Marseille et habiter cette ville.

la paix ève. Les Marseillois pourront faire la paix et la trève.

onsuls à Le viguier du seigneur Comte, de la dame Comtesse, sa femme, et de leurs successeurs, pourra, sur l'avis des six prud'hommes chargés de l'élection des autres officiers, et à la réquisition du conseil de la communauté, établir des consuls dans les lieux situés hors de la ville de Marseille, ainsi qu'il est d'usage; ces consuls seront sous les ordres de ceux de la communauté et ils n'auront aucun gouvernement ou pouvoir dans le terroir d'icelle (1).

(1) Nous avons cru comprendre, par la lecture de quelques chartes dans lesquelles il est question du présent article des chapitres de paix, qu'il ne devrait s'agir ici que des consuls que la communauté établissait dans les localités dépendant de Marseille, et non de tous *les lieux situés hors de la ville*.

seigneur Comte aidera les Marseillois à recouvrer leurs biens.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs aideront les citoyens de Marseille à recouvrer les franchises, libertés, droits et possessions qu'ils avoient autrefois à Ancône et autres lieux au delà de la mer de Marseille, ainsi qu'à Chypre et dans diverses contrées situées hors de Marseille et du comté de Provence.

Les ambassadeurs que les consuls et les autres officiers de la communauté de Marseille, enverront à leurs frais et dépens dans les lieux et contrées précités, pour exiger, au nom du seigneur Comte, de la Comtesse ou de leurs successeurs, les droits et les revenus dont il s'agit, seront obligés, sous serment, de rendre compte de leur mission au viguier de la ville; ils auront la portion accoutumée sur les condamnations qu'ils prononceront dans lesdits lieux et contrées (1).

De l'étendard.

L'étendard du seigneur Comte, de la Comtesse, sa femme, et de leurs successeurs, sera porté à l'endroit le plus honorable, tant par terre que par mer, par les citoyens de Marseille (2).

Des maisons contre les murs de la ville.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, leurs successeurs et leurs lieutenants ne pourront rien

(1) Voyez le XLI chapitre du 5me livre des *Statuts de Marseille*, page 201.

Voyez également le XVIII chap. du livre 1er des mêmes *Statuts*, tome 2, page 205.

(2) Voyez le chapitre XIIII du 4me livre des *Statuts de Marseille*, page 103.

demander ni prétendre quelque chose, au sujet des maisons basties contre ou sur les anciens murs de la ville, lesquelles maisons continueront d'appartenir, sans trouble ni empêchement, à leurs propriétaires.

ens dans
ce.

Le seigneur Comte et sa Cour feront restituer aux citoyens de Marseille les biens et les droits qui leur sont injustement retenus dans la province; comme aussi ils leur feront payer toutes les sommes qui leur sont dues. — S'il survenait quelque contention au sujet de ces restitutions et de ces payements, elle sera décidée sans frais, sauf le droit de latte (1).

autes se-
sonnelles.

Nul citoyen ou habitant de Marseille ne pourra être puni pour des crimes qu'il n'aura pas commis, par le seigneur Comte, la Comtesse, sa femme, leurs successeurs ou leurs officiers ; les auteurs des délits seront seuls justiciables.

is pour le
ment des

Les frais faits pour le recouvrement des biens, droits et franchises possédés par la communauté de Marseille et ses habitants, au delà des mers, seront prélevés sur la valeur de ces biens, droits et franchises, avant que le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, ou les leurs, puissent disposer d'iceux.

(1) Voyez en quoi consistait ce droit, tome premier, page 330 et tome 2, page 69.

Du ban.

Ceux qui ont le droit de ban dans leurs biens le conserveront.

Du Droit de ...se et de celui ...oir des fau...

Ceux qui ont le droit de chasse aux isles de Marseille, ainsi que le pouvoir de tenir des faucons, seront maintenus dans ces facultés.

Des tables ...changeurs.

Les tables du change de la ville de Marseille (1) seront données à loyer toutes les années, à raison de XXX sols l'une, comme elles sont louées cette année-ci.

...e l'impôt pour ...retien des na...

Les citoyens de Marseille, tant présents que ceux à venir, seront deschargés à perpétuité de l'entretien des navires, galères et autres bâtiments, pour la somme au dessus de cinquante livres; moyennant quoi le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, lesquels seront chargés de la dépense au dessus de cette somme, ne pourront, ainsi que leurs officiers, exiger quelque chose à l'occasion de l'entretien desdits navires, galères et autres bâtiments.

...e la table de ...er, des droits ...gabelle et de ...pôt sur l'huile, ...lel, etc.

Les citoyens de Marseille seront deschargés à toujours du droit de la table de la mer (2), pour

(1) Les changeurs étaient établis à la rue *du Change*, aujourd'hui la rue de la Loge et tout près de l'hôtel de ville actuel, édifié en partie sur le sol de la *Maison du Roi*.

(2) Voyez ce qui est dit, au sujet de ce droit, dans le 2me volume, page 305.

lequel les estrangers ne donneront qu'un denier pour livre, comme ils ont payé en tout temps, et sans que l'on puisse exiger quelque chose de plus d'eux.

Les citoyens de Marseille seront également deschargés des droits de gabelle (1) et des impôts sur la chair salée, sur l'huile, le miel, ainsi que sur toutes les autres choses.

Quant aux étrangers, ils ne payeront rien au dessus des droits accoutumés.

érages autres ont ac- i à la Ledit seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, leurs successeurs et leurs officiers, ne pourront demander les biens de la communauté de Marseille comme étant tombés en commise (2) par le

(1) Cette appellation vient de *gabium*, qui signifie *tributum*, et quoiqu'elle semble indiquer tous les impôts, l'usage a voulu que le droit de gabelle ne fût perçu que sur le sel.

Le droit de gabelle n'a pas été inconnu aux anciens : Pline (*) dit que Areus l'établit le premier. Marcus Livius ne fut appelé *Salinator*, dit Tite-Live, que parce qu'il imposa un tribut sur le sel, pendant qu'il remplissait les fonctions de censeur.

(*Dictionnaire de droit et de pratique*, par de Ferrière, tome I, page 910).

La gabelle du sel avait été, ainsi que d'autres droits, supprimée à Marseille en 1228. — Voyez, à ce sujet, les *Statuts commerciaux et maritimes*, insérés dans le 1er volume, page 340.

(2) Voyez l'explication de ce mot à la page 297.

(*) Liv. 3, ch. 7.

fait du non-paiement des censives (1) et autres services dus jusqu'à ce jour ; néanmoins les arrérages seront payés d'ici à la fête de la Noël.

de la remise offenses.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, ayant remis audit Raolin, syndic de la communauté, agissant tant pour lui que pour et au nom de Marseille, toutes les injures et les offenses dont ils pouvoient se plaindre, excepté celles concernant Briton, Anselme et ses frères, et Pierre Vetulus, et cela, sous quelque prétexte ou cause que ce fût, promettant, le seigneur Comte, de ne plus rien demander à cet égard, ainsi qu'il a été duement stipulé entre lui et ledit syndic, faisant tant pour lui que pour et au nom de la communauté de Marseille, les officiers établis depuis la paix faite entre les deux parties, et ceux nommés à l'avenir, seront obligés de rendre bon et loyal compte et d'acquitter entre les mains du seigneur Comte, de la dame Comtesse, sa femme, de leurs successeurs ou de leurs officiers, ce qui sera légitimement dû. — Les officiers qui exerçoient avant ladite paix, seront pleinement deschargés, et sans aucune réserve, de leur gestion.

Le seigneur ite et les Virs observeront présents ae-is.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs au comté de Provence, jureront d'observer tout ce qui est contenu dans

(1) Voy. ce que l'on entendait par droit de cens, pag. 317.

le présent acte. Les viguiers de Marseille, nommés à l'avenir, seront pareillement obligés de jurer, au commencement de l'exercice de leur charge, l'observation de tous les articles qui précèdent; ils seront de plus tenus, à la fin de leur charge, de rester à Marseille pendant dix jours pour répondre et satisfaire à toutes et chacune des demandes et des plaintes qui pourroient leur être faites (1).

conven-
les sei-
mtes.

Le seigneur Comte, la dame Comtesse, sa femme, et leurs successeurs, sont deschargés de l'observation des conventions passées entre eux et leurs devanciers (notamment le comte Raymond-Bérenger, d'heureuse mémoire), et la ville et communauté de Marseille, sauf les libertés et les franchises, et tout ce qui est contenu, soit expressément, soit tacitement, dans les articles qui précèdent.

Tous les habitants de la ville et communauté de Marseille ou qui en dépendent jureront, sur les saints évangiles, de garder, observer et défendre ces mêmes articles, ainsi que de garder fidèlement au seigneur Comte, à la dame Comtesse, sa femme, et à leurs successeurs, savoir : les hommes depuis leur puberté jusqu'à septante années. Les hommes présents renouvelleront leur serment de cinq en cinq ans, et les absents, quinze jours après leur

(1) Voyez ce qui est dit à ce sujet dans le 1er chap. du 1er livre des *Statuts de Marseille*, tome 2, page 115.

arrivée. Ce serment ne portera que sur l'observation du contenu des articles ci-dessus.

Le seigneur Comte et la dame Comtesse, sa femme, pourront prendre possession et jouissance de tout ce qui leur est concédé dans ces mêmes articles, lorsque bon leur semblera. Le syndic Raolin, pour et au nom de la ville et communauté de Marseille, fait en conséquence retour desdites conventions, ainsi requis et nécessaire, au seigneur Comte, à la dame Comtesse, sa femme, et à leurs successeurs.

t XVI. Serment eigneur Comte u Syndic.

Le seigneur Comte et le syndic Raolin ont solennellement et réciproquement promis de garder et observer tout ce qui est contenu ci-dessus, savoir: Le seigneur Comte, après avoir entendu la lecture exacte de l'acte, s'est engagé, d'une manière expresse, envers le syndic Raolin, agissant pour et au nom de la ville et communauté de Marseille, à garder et observer toutes les libertés et les autres droits accordés à la ville et communauté de Marseille, par les articles qui précèdent; de ne jamais contrevenir à ces mêmes libertés et droits, et de moyenner que la dame Comtesse, sa femme, approuve et ratifie les articles, privilèges et droits dont il s'agit, suivant l'acte fait et juré en présence de Jean Bonavena, juge mage du seigneur Comte, Robert de Laveno, professeur ez lois; André de Porte et Guillaume Chabert, jurisconsulte. — Le syndic Raolin a promis de son côté au seigneur

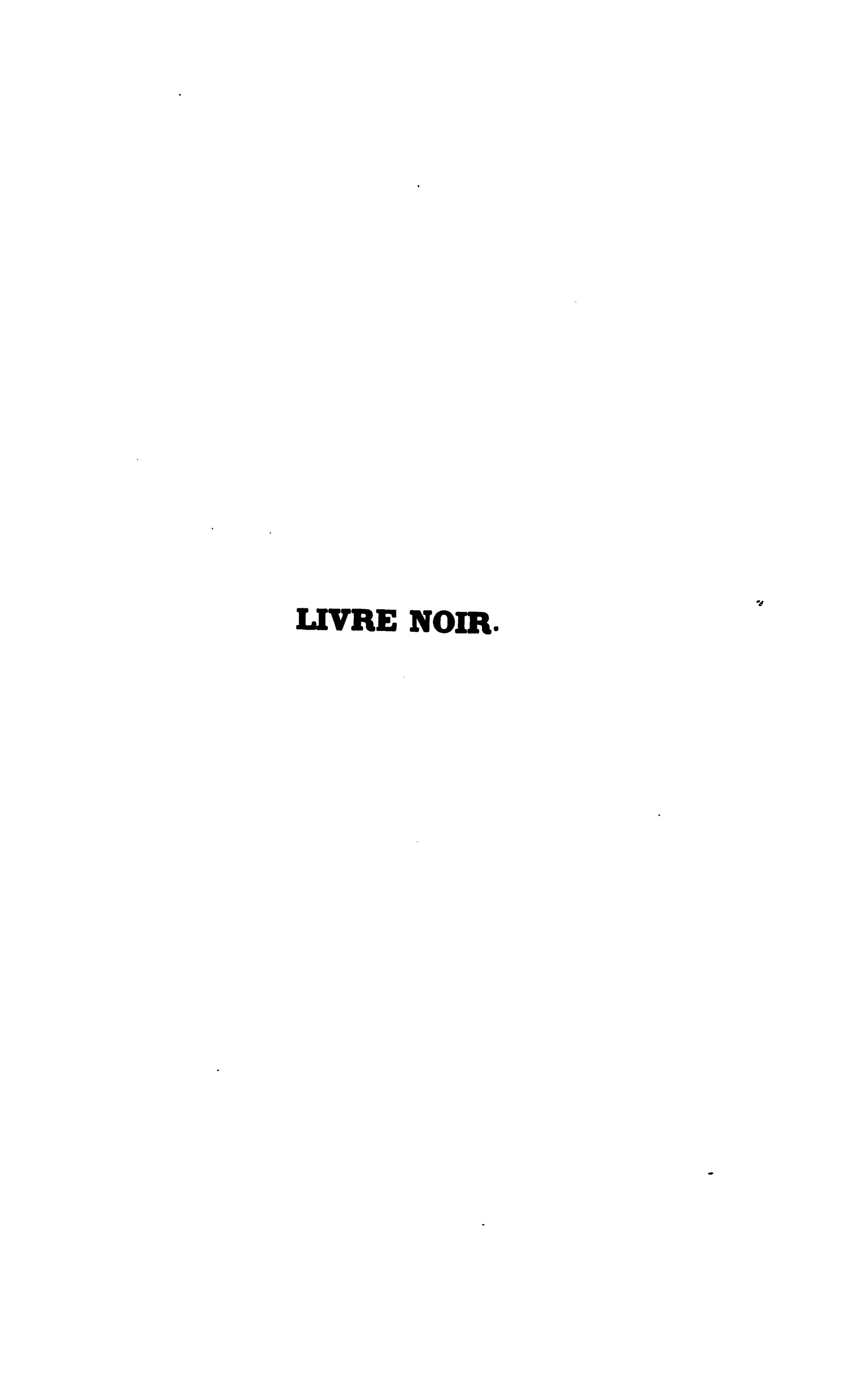
I. Serment de la ie Comtesse.

Comte, pour et au nom de la ville et communauté de Marseille, de faire en sorte que le conseil, la cour et toute la ville et communauté de Marseille gardent le contenu des mêmes articles, aux termes du serment qu'ils prêteront sur les saints évangiles, etc.

ivres ttoie- Le seigneur comte concédera en assemblée publique C livres royales pour le nettoiement du port, outre les CCC autres livres accordées par l'article IV (1).

ot sur Le seigneur comte délivrera les hommes de Marseille, dans une assemblée publique, de l'impôt sur les bonnets.

(1) Voyez les dispositions du 3me chapitre du IVme livre des *Statuts de Marseille*, page 94.



LIVRE NOIR.

LIVRE NOIR.[1]

		Folios.
1216. — 27 août.	Raymond, fils de Raymond, duc de Narbonne, comte de Toulouse, marquis de Provence, affranchit à perpétuité les Marseillois de tous péages (2), leydes (3) et autres droits nautiques ou territoriaux. — Par le même acte, il est donné à nos pères plusieurs maisons situées sur le marché de Beaucaire. — 1216, 6 des kal. de septembre.........	9

(1) Ce livre, ainsi que le *Livre rouge* (*), prend son nom de la couleur de sa reliure; les actes qu'il renferme, également écrits sur parchemin, sont en général signés, surtout vers la fin du volume. La copie du *Livre noir,* quoique soignée, ne vaut pas celle du *Livre rouge;* les lettres majuscules placées en tête de quelques actes se font seules remarquer par l'originalité de leur forme et le fini de leur exécution.

En donnant l'analyse des actes contenus dans le *Livre noir,* nous avons cru devoir placer ces actes par ordre chronologique, afin de faciliter les recherches qui pourraient être faites.

(2) Le péage est un droit qui se paie par les marchands et autres, pour leurs marchandises, en passant par certaines villes, ponts et rivières.

(*Dictionnaire de Droit et de Pratique*, par de Ferrière, tome 2, p. 440.)

(3) On désignait, sous les noms de *leyde*, *leusde*, *louade*, *leude* et *lode*, les prestations ou droits qui devaient être acquittés par les marchandises. — Voyez la note y relative, tome 1, p. 243.

(*) Voyez la description de ce livre, tome 2, p. 50, 109 et 125, ainsi que ce qui est dit dans le présent volume, p. 245 et 246.

		Folios.
1218. — 16 mai. V indiction.	Raymond-Bérenger, comte de Provence, accorde aux Marseillais la faculté de battre monnaie (1). — 1218, 5 indiction, 17 des kal. de juin...	8
1225. — 19 septembre. XIII indiction.	Raymond, duc de Narbonne, comte de Toulouse, marquis de Provence, confirme les priviléges et les franchises accordées par son fils aux Marseillais, le 27 août 1216 (2). — 1225, 13 indiction, 13 des kal. d'octobre.....................	9
1228. — 14 janvier. II indiction.	Charles Ier, comte de Provence, et Béatrix, sa femme, assurent aux Marseillais la jouissance des droits royaux ou priviléges qui leur sont acquis depuis long-temps, notamment ceux assignés par les chapitres de paix (3). — 1228, 2 indiction, 19 des kal. de février............	195
1229. — 16 janvier. III indiction.	Deux sentences arbitrales relatives aux contestations élevées entre la ville de Marseille et les seigneurs des Baux. — 1229, 3 indiction, 17 des kal. de février............	68 v° 71
1255, — 26 août. X indiction.	Acte concernant l'usage du moulin de l'évêque de Marseille, situé à Arenc, et des canaux ou béals avoisinant ce moulin — 1255, 13 indiction, 7 des kal. de septembre..........	53
1255. — 23 décembre. XV indiction.	Sentence arbitrale rendue sur les contestations existant entre la ville de Marseille et les seigneurs des Baux. — 1256, 15 indiction, 10 des kal. de janvier.....................	74

(1) Nous avons analysé cet acte dans le 1er volume, p. 268.

(2) Voyez ce que nous avons dit au sujet de cet acte, dans le 1er volume, p. 323.

(3) Voyez également ce que nous avons dit relativement à cet acte tome 1, page 395, lequel acte n'est, du reste, que la répétition des *Statuts Commerciaux et Maritimes*, donnés dans le même volume, p. 327 et suiv.

		Folios.
1263. — 31 août. VI indiction.	Acte portant que les canaux ou béals du moulin d'Arenc, appartenant à l'évêque, peuvent recevoir de l'eau pour l'arrosage des propriétés riveraines. — 1263, 6 indiction, 1er jour avant les kal. de septembre..	53
1272. — 4 avril. XV indiction.	Lettre de Charles Ier au sénéchal de Provence, portant qu'il ne sera donné l'entrée à aucune marchandise embarquée sur des bâtiments génois substitués aux navires nationaux. — Rome, 1272. — 4 avril, 15 indiction......................	228 v°
1286. — 3 avril. IX indiction.	Lettre par laquelle Marie, fille du roi de Hongrie, ordonne au sénéchal de Provence d'observer les libertés de Marseille, et spécialement le chapitre concernant les victuailles. — Naples, 1286. — 3 avril, 9 indict.	33
1289. — 26 avril. VI indiction.	Accords entre la communauté de Marseille et le seigneur des Baux. — 1289, 6 indiction, 6 des Kal. de mai.......................	65
1309. — 4 mai.	Trois bulles du pape Clément V, concernant les indulgences accordées par la première au monastère de Saint-Victor, par la deuxième à l'église cathédrale de Notre-Dame de la Major et par la troisième à l'église de Saint-Louis de l'ordre des Frères-Mineurs de Marseille (1). — Avignon, le 4 des nones de mai de l'an IV de son pontificat.........	2

(1) L'église et le couvent de Saint-Louis des Frères-Mineurs de Marseille s'élevaient hors la ville, à peu près sur l'emplacement du cours Saint-Louis; des matériaux provenant de leur démolition ont été employés par François Ier dans la construction du fort Notre-Dame de la Garde.

		Folios.
1309. — 6 mai.	Lettre du pape Clément V, portant que nul ne sera distrait de la juridiction ordinaire, et lettre confirmative du pape Benoît. — Avignon, le 2 des nones de mai de l'an IV de son pontificat	4
1314. — 30 mars. XII indiction.	Destination du plan Fourmiguier pour la construction des galères. — 1314, indiction 2, 3 des kal. d'avril....	212 v°
1318. — 12 septembre. II indiction.	Acte relatif à l'exécution d'une sentence rendue par le sénéchal de Provence sur une contestation élevée entre divers marchands de Marseille et Raymond de Baux, seigneur de Puyricard et d'Eguilles. — 1318, 12 septembre, 2 indiction.	78 v°
1324. — 1er octobre. VII indiction.	Lettre de Fulco d'Agout, sénéchal de Provence, par laquelle la viguerie d'Aix est soumise à celle de Marseille, pour avoir pris le parti de Charles de Duras contre la reine Jeanne. — 1324, 1er octobre, 8 indiction	184
1340. — 24 juillet. VIII indiction.	Nul ne pourra se servir, pour l'arrosage de ses propriétés, de l'eau du béal du moulin d'Arenc, appartenant à l'évêque. — 1340, 24 juillet, 8e indiction	53 v°
1344. — 8 avril. XII indiction.	Lettre de la reine Jeanne portant que le viguier, les juges, les notaires et les trésoriers ne doivent rien recevoir pour les annotations de biens faites par ordre de la cour. — 1344, 8 avril, 7 indiction (1)..........	36 v°

(1) Il y a ici erreur d'indiction, car l'année 1344 appartient à la XIIme indiction et non à la VIIme ; nous avons conséquemment indiqué la véritable indiction en marge de l'article.

1348. — 3 janvier. I indiction.	La reine Jeanne réunit la ville supérieure ou épiscopale avec la ville inférieure, sous les mêmes franchises et libertés. — 1348, 3 janvier, 1re indiction	46
1351. — 1er mai. IV indiction.	Lettre du roi Louis et de la reine Jeanne, relative à des poursuites faites contre les Marseillais par le seigneur de Berre, pour certains péages, etc. — 1351, 1er mai, 4 indiction........................	33 v°
1355. — 6 octobre. VIII indiction.	Autre lettre du roi Louis et de la reine Jeanne, confirmative d'une lettre de Charles II, portant que les Marseillais qui pêcheront le corail et le poisson dans le royaume de Sicile, seront exempts de tous droits et impositions. — 1355, 6 octobre, 8 indiction....................	38 v°
1357. — 10 août. XV indiction.	Lettre de la reine Jeanne portant que, dans le cas où la cloche de la cour, au son de laquelle le conseil est appelé, se trouverait brisée, le viguier et le trésorier pourvoiraient à son remplacement aux dépens de la cour, suivant les chapitres de paix (1). — 1357, 10 août, 15 indiction...	45 v°
1358. — 9 mars. XI indiction.	Le roi Louis et la reine Jeanne ordonnent au sénéchal de Provence, sur la requête des Marseillais, de faire détruire et raser le château d'Aubagne. — 1358, 9 mars, 11 indiction	42
1358. — 9 mars. XI indiction.	Lettre du roi et de la reine Jeanne portant que s'il arrivait que quelque château ou lieu fortifié, situé près de Marseille, fût pris par les ennemis ou autres, les Marseillais auraient la faculté de les renverser et détruire sans le consentement de leur seigneur. — 1358, 9 mars, 11 indiction	41 v°

(1) La traduction des *Chapitres de Paix* (Voy. pag. 302) ne dit pas que la cloche sera remplacée aux frais de la cour.

1358. — 9 mars. XI indiction.	Le roi Louis et la reine Jeanne cèdent et donnent à la ville de Marseille le château de Saint-Marcel avec tous ses droits et appartenances (1). — — 1358, 9 mars, 11 indiction...	49
1360. — 22 juillet. XIII indiction.	Lettre du roi Louis et de la reine Jeanne par laquelle le sénéchal de Provence est chargé de recevoir l'hommage et le serment de fidélité pour le château de Saint-Marcel. — 1360, 22 juillet, 11 indiction....	49 v°
1360. — 24 juillet.	Autre lettre du roi Louis et de la reine Jeanne portant injonction au viguier et au trésorier de payer ce qui est dû pour les ambassades et le curage du port. — 1364, 24 juillet, 13 indiction................	42 v°
1360. — 24 novembre. XIV indiction.	Autre lettre du roi Louis et de la reine Jeanne par laquelle il est mandé au sénéchal de Provence de veiller à ce que les juges des premières et des secondes appellations ne soient admis dans leurs fonctions qu'après avoir acquis la certitude qu'ils sont suffisamment instruits dans le droit.— 1360, 24 novemb. 14 ind.	37
1360. — 24 novembre. XIV indiction.	Autre lettre du roi Louis et de la reine Jeanne portant que les juges ne pourront rien recevoir des parties et qu'ils devront se contenter de leurs gages.- 1360, 24 nov. 14 ind.	36 v°
1360. — 24 novembre. XIV indiction.	Décret du roi Louis et de la reine Jeanne portant que, pendant la durée de leurs fonctions, le viguier et le sénéchal de Marseille observeront les libertés de Marseille et les ordres de leur souverain. — 1360, 24 novembre, 14 indiction.........	164 v°

(1) Voyez le chapitre XVII du 1er livre des *Statuts de Marseille*, ainsi que la note y relative, tome 2, pages 203 et 204.

(1) Trésorier. — Pour son traitement ; voyez les *Statuts commerciaux et maritimes* de 1228, tome Ier, page 360.

(2) Bureau établi pour la perception des droits d'entrée et de sortie sur les marchandises. Voyez le Chapitre XLIII du Ier. livre des *Statuts de Marseille*, tome 2, page 305.

(3) Voyez le Chapitre LVI du Livre Ier. des *Statuts de Marseille*, tom. II, p. 341, le Chapitre L dn 5me. Livre des mêmes statuts, p. 210 du présent volume, ainsi que les articles 20 et 21 des *Chapitres de paix*, pages 308 et suivantes.

1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine Jeanne, ordonnant au sénéchal de Provence de faire cesser la perception de quelques rêves et impôts, établis à Aix et à Arles, à l'encontre des Marseillais, ainsi que de faire restituer à ceux-ci les sommes perçues. — 1362, 10 août, 15 indiction........ ...	34
1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine Jeanne portant révocation de certaines rêves et impositions établies dans la ville de Nice au préjudice des Marseillais. — 1362, 10 août, 15 indiction.	35
1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine Jeanne, portant révocation de certaines prohibitions et taxe de victuailles imposées en Provence sur les Marseillais. — 1362, 10 août, 15 indiction...	35 v°
1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine portant que les gages du viguier de Marseille ne seront pas au-dessus de 5 florins. — 1362, 10 août, 15 indiction..........................	38
1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine Jeanne portant que, conformément aux chapitres de paix (1), il est ordonné au sénéchal de Provence et au viguier de Marseille de faire payer les dépenses des ambassades et la somme de 400 livres pour le curage du port.— 1362, 10 août, 15 indiction.	43 v°
1362. — 10 août. XV indiction.	Autre lettre de la reine Jeanne, par laquelle il est défendu aux maîtres rationaux et autres officiers de Provence de s'immiscer dans la vente ou la perception du droit de la table de la mer (2) et les autres droits perçus au profit de la ville de Marseille. — 1362, 10 août, 15 indiction..........................	44

(1) Voyez les articles III et IV des *Chapitres de paix*, pag. 301 et 302.

(2) Bureau des Douanes. — Voyez le chapitre XLIII du Ier. Livre des *Satuts de Marseille*, ainsi que la note y relative, tome II, page 305.

(1) Nous avons dit plus haut que le Couvent des Frères-Mineurs de Saint-Louis s'élevait sur l'emplacement, ou à peu près, occupé de nos jours par le cours Saint-Louis.

(2) Il y a erreur dans l'indication de l'indiction : il faut, comme nous l'avons indiqué en marge, IV et non XV indiction.

(1) Voy. l'art. XIV des *Chapitres de Paix*, pag. 305.

1386. — 26 novembre.	Réformation du conseil sur les cens ou censives de l'année 1378. — 1386, 26 novembre..............	138
1387. — 24 août. X Indiction.	Acte par lequel la reine Marie confirme la franchise de tous péages et impositions, qu'elle avait accordée aux Marseillais par un autre acte du 20 août 1385, ci-devant rappelé (1). Cet acte a été enregistré à la cour des comptes, le 7 octobre 1388. — 1387, 24 août, X indiction........................	10 vo
1389. — 4 mars. XII indiction.	Lettre de la reine Marie portant que les viguiers et les autres officiers seront tenus d'assigner la *table de la mer* en faveur de l'université de Marseille, à cause des dépenses faites pour ambassades et autres causes présentes et passées. — 1389, 4 mars, XIII indiction (2)........	19 vo
1391 — 25 avril. XIV indiction.	Acte par lequel la reine Marie statue que les Marseillais peuvent résister à main armée et faire la guerre contre tous étrangers qui n'appartiendraient pas aux comtés de Provence et de Forcalquier, et qui feraient des invasions contre eux pour les piller, sans autorisation de ses officiers. — 1391, 25 avril, XIV indiction........................	17
1391 — 30 mai.	Transaction entre la ville de Marseille et celle d'Arles portant, entre autres choses, que les Marseillais seront exempts dans la ville d'Arles de tous droits, rèves et impositions, et pareillement les habitants d'Arles dans la ville de Marseille. — 1391, 30 mai................	58

(1) Voy. l'analyse de cet acte, page 342.
(2) Il faut XII indiction, comme nous avons mis en marge.

1393 — 18 décembre. II indiction.	Lettre de la reine Marie dans laquelle il est dit que les habitants des bords de la mer et des rives du Rhône, contribueront à la dépense relative à la construction de quelques galères armées, destinées à la défense du pays. — 1393, 18 décembre, II indiction....................	24
1398 — 12 juin. VI indiction.	Acte de révocation de divers édits royaux promulgués dans le pays de Provence, portant que toutes les marchandises payeront 6 deniers pour livre, et que chaque quintal de sel payera 2 gros de droit d'entrée, etc. — 1398, 12 juin, VI indiction........................	82
1399—7e jour de la lune de juillet.	Acte de remise du château des Pennes, avec la stipulation que les Marseillais sont francs de péages en ladite terre et château des Pennes ainsi qu'au port de Bouc; qu'ils peuvent y faire du bois, des fours de chaux, pâturer leurs troupeaux, etc. Cet acte porte, en outre, que les Marseillais pourront faire démolir les bâtisses du château des Pennes, si elles venaient à être réédifiées. — 1399, 7e jour de la lune de juillet......................	13
1399 — 27 août. VII indiction.	Lettre du roi Louis II portant réduction des cavalcades, comme au temps de la première paix. — 1399, 27 août, VII indiction......	24 v°
1399 — 27 août. VII indiction.	Autre lettre par laquelle le roi Louis II révoque le pouvoir qu'avait donné la reine Marie aux habitants de quelques lieux de Provence et de Forcalquier, de marcher, à titre de représailles, contre ceux des autres lieux, excepté néanmoins contre les Marseillais, dont les privilèges devaient être respectés. — 1399, 27 août (1) VII indiction...........	21 v°

(1) Voy. l'analyse de l'acte du 16 février 1385, page 342.

1399 — 27 août. VII indiction.	Édit du roi Louis II portant : 1° que les officiers majeurs de Provence seront tenus de venir à Marseille pour y prêter serment. 2° que nul ne pourra être exécuté pour dette fiscale sans la discussion préalable de ses biens. 3° que toute enquête devra désigner le nom du dénonciateur, à défaut de quoi la procédure sera considérée comme non avenue. 4° que les sentences rendues par le viguier pour les affaires à lui déférées comme bon baron, ne seront pas sujettes à l'appel. 5° que nul ne pourra bâtir sur le Change (1) sans être soumis à un cens ou censive envers le roi. — 1399, 27 août, VII indiction......	20 v°
1399 — 27 août. VII indiction.	Acte par lequel le roi Louis confirme les donations et concessions faites par la reine Marie, sa mère et tutrice, aux Marseillais en particulier et en général. — 1399, 27 août, VII indiction..................	12 v°
1399 — 27 août. VII indiction.	Lettre du roi Louis II par laquelle il ratifie les dispositions de l'acte ci-devant rappelé, du 7e jour de la lune de juillet 1399 (2). — 1399, 27 août, VII indiction...........	14
1403 — 12 mai. XI indiction.	Autre lettre du roi Louis II portant révocation de certaines citations faites à des juifs de Marseille au nom de Mathieu de Bellavalle, conservateur des juifs; ladite révocation, fondée sur ce que ces citations ont paru contraires aux dispositions des chapitres de paix de Marseille. — 1403, 12 mai, XI indiction...........	25

(1) Le Change était situé, comme nous l'avons précédemment dit, à la rue de la Loge, près de l'Hôtel de Ville.
(2) Page 344.

1410. — 22 avril. III indiction.	Acte par lequel le roi Louis II confirme l'exemption des droits de péage que la reine Marie avait accordée aux Marseillais par les actes ci-devant cités, du 20 août 1385 et du 24 août 1387 (1). — 1410, 22 avril, III indiction..............	11 v°
1410 — 22 avril. III indiction.	Déclaration faite par le roi Louis II sur la contestation élevée entre Boucicaut, seigneur des Pennes, et les habitants de Marseille, relativement au péage du château des Pennes et du port de Bouc. — 1410, 22 avril, III indiction...........	14 v°
1410 — 22 avril. III indiction.	Autre lettre de Louis II portant que les viguiers de Marseille sont tenus de recevoir tous les citoyens, tant du comté de Provence et de Forcalquier que d'autres contrées adjacentes. —1413, 22 av. III ind.	18 v°
1410. — 22 avril. III indiction	Décision du roi Louis II portant que les habitants de Marseille pourront donner et léguer leurs biens d'une manière stable, aux églises et autres lieu excclésiastiques, nonobstant tous chapitres de paix et statuts à ce contraires. — 1410, 22 avril, III indiction..............	27
1410. — 30 juillet. III indiction.	Lettres exécutoires du sénéchal de Provence concernant la confirmation, par le roi, de la franchise des droits de péage accordée aux Marseillais par l'acte, ci-devant rappelé, du 22 avril 1410. — 1410, 30 juillet, III indiction.............	12
1411. — 16 mars. IV indiction.	Lettre de Pierre Bornan, conseiller royal et viguier de Marseille, concernant une rémission de crimes et délits accordée aux Marseillais. — 1411, 16 mars, V indiction (2)...	30 v°

(1) Pages 342 et 343.
(2) Il faut IV indiction comme nous avons mis en marge.

1411. — 8 septembre. IV indiction.	Lettre du roi Louis II portant que les actes relatifs aux privilèges accordés à la ville de Marseille et qui n'ont pas été enregistrés aux archives de la ville d'Aix, ne seront pas moins valables, pourvu qu'ils soient enregistrés auxdites archives dans le délai de 4 mois. — 1411, 8 septembre, IV indiction............	28 v°
1411. — 14 décembre. V indiction.	Autre lettre du roi Louis II portant rémission aux habitants de Marseille de tous délits et crimes du temps passé (1). — 1411, 14 décembre, V indiction....................	29 v°
1413. — 4 février. VII indiction.	Autre lettre de Louis II relative aux criées qui se font à Marseille, lesquelles seront révoquées, émendées et modérées. — 1413, 4 février, VII indiction.............	19.
1413. — 22 avril.	Autre lettre de Louis II portant que les viguiers sont tenus de pourvoir, chaque année, la ville de Marseille d'un avocat assesseur pour la défense des libertés de la cité.—1413, 22 avril.........................	17 v.
1414. — 8 mars. VIII. indiction.	Autre lettre de Louis II portant révocation de lettres par lui consenties et par laquelle il déclare qu'à l'avenir aucune atteinte ne devra être portée aux privilèges de la ville de Marseille. — 1414, 8 mars, VIII indiction......................	31 v°
1414. — 4 décembre. VIII indiction.	Autre lettre de Louis II portant : 1° Que les viguiers et les clavaires seront tenus de payer des deniers de la cour, la somme de 400 livres, chaque année, pour le curage du port, toutes autres assignations demeurant suspendues.	

(1) Voy. l'analyse de l'acte du 16 mars 1411, page 347.

	2° Qu'à défaut par eux de remplir cette obligation, ils y seront contraints personnellement. 3° Que si les syndics négligeaient de requérir le paiement de ladite somme de 400 livres, ils seraient tenus d'y faire face à leurs propres frais. 4° Que, de plus, ils devront insérer dans les quittances la clause suivante : *Premièrement et avant tout les 400 livres pour le curage du port.* — 1414, 4 décembre, VIII indiction......................	50 v°
1416. — 13 octobre.	Déclaration des présidents au parlement d'Aix, sur la conduite du viguier de Marseille envers les Florentins, et relativement au mode d'exécution des chapitres de paix et des statuts de Marseille. — 1416, 13 octobre......................	22
1418. — 16 juillet	Acte d'après lequel les Marseillais sont francs et quittes des droits de péage, leyde et impôts perçus par le Seigneur de Cabriès au lieu dit des Tourres, près la ville d'Aix. — 1418, 16 juillet.................	15 v°
1425. — 16 octobre. IV indiction.	Charte par laquelle le roi Louis III confirme les statuts, priviléges, etc. de la ville de Marseille. — 1425, 16 octobre, IV indiction...	82 v°
1427. — 22 septembre.	Privilége accordé aux Marseillais relativement aux premières et aux secondes appellations. — 1427, 22 septembre......................	214 217
1430. — 15 février. IX indiction.	Lettre relative aux lettres de chambre. — 1430, 15 février, IX indiction.........................	110
1430. — 2 novembre.	Lettre portant que nul ne peut être distrait de ses juges, ni arrêté pour cause de lettres de chambre. — 1430, 2 novembre..............	109

1430 — 24 novembre. **Privilége consenti par Louis de Bolières, vicomte de Raillanes, et d'après lequel les Marseillais sont affranchis de tous péages et leydes dans les domaines qu'il possède, et ceux que lui et les siens pourront acquérir à l'avenir. — 1430, 24 novembre.......................... 191**

1431. — 30 août. **Enquête faite pardevant le juge du palais pour constater la faculté qu'ont les Marseillais 1° de mener paître leurs menus troupeaux sur les collines de *Montredon* depuis le *Grant Montredon* jusqu'à la *Baume del camp*, et de cette Baume jusqu'à St-Marcel ; 2° de faire du bois sur ces mêmes collines depuis le *mont redon* jusqu'au *vergier dels enfants*, et de ce verger jusqu'au *puits* et à la *colline de Sormils* ainsi que jusqu'à la *Baume dels emerits*. — 1431, 30 août. 118**

1435. — 12 septembre. VIII indiction. **Lettre de la reine Isabelle portant que les procédures criminelles devront désigner le nom du dénonciateur; que les accusés devront être jugés dans les trois jours de la mise en accusation, etc. — 1435, 12 septembre....................... 80**

1437. — 15 décembre. **Acte de prestation de serment du roi René, portant confirmation de tous les priviléges de Marseille. — 1437, 15 décembre.................. 133**

1439. — 5 juillet. II indiction. et 1440. — 30 janvier. III indiction. **Charte du roi René et annexe à cette charte, portant :**

1° Que les statuts de Marseille ne doivent être changés ni réformés.

2° Que la cour doit nommer les ambassadeurs.

1441. — 18 août. IV indiction.	Révocation par la reine Ysabelle de quelques lettres ou priviléges accordés aux notaires. — 1441, 18 août.	144
1447. — 30 septembre.	Lettre du roi René, portant que les tribunaux de Marseille ne pourront prescrire des visites ou perquisitions par voies de commissaires spéciaux et généraux, etc. — 1447, 30 septe	95
1447. — 25 octobre.	Lettres d'exemption de payement du droit de latte. — 1447, 25 octobre.	97
1447. — 30 octobre.	Lettres pour concession de foires. — 1447, 30 octobre	98
1449. — 4 avril.	Lettre relative à l'extraction du sel pour l'approvisionnement de Marseille, avec dispense de l'ancienne gabelle. — 1449, 4 avril........	213 v°
1449. — 19 juin.	Lettre du roi René par laquelle il déclare les Marseillais francs et exempts à perpétuité de toutes prestations de péages, impôts et taxes d'usage quelconques envers le seigneur des Baux, le châtelain et le procureur fiscal présents et futurs. — 1449, 19 juin.......................	153
1452. — 1er mai. XV indiction.	Lettres du roi René relatives, entre autres choses, aux juges du palais et aux procédures criminelles, lesquelles il veut qu'elles soient communes entre les trois juges. — 1452, 1er mai. — XV indiction...	99 v°
1453. — 26 juin.	Lettre du roi René portant : 1° Que les Marseillais n'auront rien à payer pour les lettres de chambre, sinon comme les autres Provençaux. 2° Que les juifs ne pourront exiger pour usure plus de 25 °/°. 3° Que le viguier sera responsable du fait de ceux qui auront fait paître les troupeaux dans les territoires réservés.	

(1) Voyez le chapitre XL du livre I des *Statuts de Marseille*, tome II, p. 295 et suiv.

	par deux élus choisis parmi les habitants de Marseille (1). — 1466, 29 juillet	111 v°
1472. — 9 avril.	Sauf-conduit général accordé par le roi René. — 1472, 9 avril	115
1472. — 13 août.	Charte du roi René portant que les laïques ne seront point soumis à la forme ecclésiastique et ne pourront être appelés à l'auditoire des secondes appellations. — 1472, 13 août	116 v°
1472. — 3 mars.	Lettres de provision sur le droit des inquants. — 1473, 3 mars	114 v°
1474. — 10 janvier.	Acte relatif aux eaux de l'Huveaune et du quartier du *Champ-Major*. — 1474, 10 janvier	126 v°
1474. — 18 janvier.	Autre acte relatif aux eaux de l'Huveaune. — 1474, 18 janvier	125
1474. — 3 mars.	Charte du roi René confirmative de l'ordonnance rendue par Jean de Cossé, son lieutenant-général en Provence, le 29 juillet 1466, au sujet des causes des commerçants qui devront être jugées par deux marchands élus parmi les habitants de Marseille (2). — La charte du roi René porte en outre que dans les affaires criminelles on devra remettre les pièces originales, au lieu de donner de simples expéditions. — 1474, 3 mars	113 v°
1474. — 13 juin.	Ordonnance du roi René portant que les blés ne seront point saisis à titre de gage. — 1474, 13 juin	117 v°
1475. — 17 avril.	Réglement municipal pour Marseille, fait par le roi René et adressé par ce prince à son lieutenant-général en	

(1) Voyez l'analyse de la charte du roi René du 3 mars 1474, ci-après citée.

(2) Voyez la citation de l'ordonnance de Jean de Cossé, page 353.

(1) Ce réglement porte, entr'autres dispositions, que le conseil se composera de 68 conseillers, *per mettre*, y est-il dit, *la diche cieutat en bona pollicia et union*. Il est à remarquer que, dans cet acte, le nom des administrateurs municipaux alors appelés *syndics* est changé en *consuls*.

(2) Il y a erreur dans la date de cet acte, car Charles III du Maine, dernier comte de Provence, n'a pu prendre le titre de roi qu'à la mort de René d'Anjou, son oncle et son héritier, arrivée le 10 juillet 1480.

(1) Le millésime n'étant pas indiqué, nous avons cru devoir attribuer cet acte à l'année 1490.

Une sentence rendue par le marquis de Rothelin, grand sénéchal de Provence, le 25 juin 1493, au sujet d'une discussion entre la ville et le monastère de Saint-Victor, relativement aux dépenses faites par la communauté, pour résister aux attaques de Ferdinand V, roi de Castille et d'Aragon, ainsi qu'à la faculté qu'avait le viguier de Marseille de pourvoir, le cas échéant, le monastère de gens d'armes, avant d'en avertir le grand sénéchal, ou, en son absence, son lieutenant et le conseil royal de la province, laisse à la charge de la maison religieuse, la solde et les frais d'entretien des militaires placés dans le couvent.

(1) Le millésime et la date du règne du prince ne sont pas indiqués dans cet acte; nous croyons bien faire en l'attribuant à 1491.

(1) Cette lettre, *dictée et couchée par escript par Me Robert Ruffi, lung des secrétaires de la ville* (*), a été, est-il dit dans le manuscrit original, *encore icy transcripte de sa main.*

(*) La rédaction de cette lettre peut être due à Robert de Ruffi, mais les secrétaires

de la communauté étaient en 1585, ainsi que nous l'avons dit dans le deuxième volume, page 235, MM[res] Bernier et Lenière. De Ruffi ne remplit les fonctions de secrétaire de la communauté avec M[e] Delascour qu'en 1582 et 1583; il n'était donc plus secrétaire de la ville lorsqu'il rédigea et transcrivit la lettre dont il s'agit.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME

TABLES

DU

QUATRIÈME VOLUME.

ORDRE CHRONOLOGIQUE

ET

ANALYTIQUE.

1294—Mars—19. VIII indiction.	Arnaud de Villeneuve, seigneur des Arcs, était viguier à Marseille — 1294, 8 indiction, 14 des kal. d'avril	260
1294—Mars—19. VIII indiction.	Le conseil général confirme le statut concernant l'interdiction de l'introduction du vin et des raisins étrangers à Marseille. — 1294, 8 indiction, 14 des kal. d'avril	260
13e siècle.	Les caissiers étaient alors établis à la *rue Caisserie*	44
13e siècle.	Les fabricants de lances étaient alors établis à la *rue Lancerie*	44
13e siècle.	Les *boutiers* (tonneliers) étaient alors établis à la *rue Bouterie*	44
13e siècle.	Valeur de la *livre tournois*	296
13e siècle	Valeur de la *livre d'or*	297
13e siècle.	Valeur du *gros* et du *petit marsillès*	308
13e siècle.	Valeur du *milaret*	309
13e siècle.	Les Marseillais prennent, à main armée, les ports de Toulon et de Bouc	296
1309—Mai—4.	3 bulles de Clément V, relatives à des indulgences accordées au monastère de St-Victor, à l'église de la Major et au couvent des FF. mineurs de Marseille.	335
1309.—Mai—6.	Lettre de Clément V confirmée par Benoît, portant que nul ne sera distrait de la juridiction ordinaire	336
1314—Mars—30. XII indiction.	Destination du plan Fourmiguier pour la construction des galères	336
1318—Septembre 12. II indiction.	Sentence du sénéchal de Provence sur une contestation entre des marchands de Marseille et Raymond des Baux, seigneur de Puyricard et d'Éguilles	336
1324—Octobre—1er. VIII indiction.	Lettre de Fulco d'Agout, sénéchal de Provence, par laquelle la viguerie d'Aix est soumise à celle de Marseille	336
1340—Juillet—24 VIII indiction.	Acte par lequel nul ne pourra se servir de l'eau du béal du moulin d'Arenc, appartenant à l'évêque	336
1344—Avril—8.	Lettre de la reine Jeanne portant que le	

ORDRE ALPHABÉTIQUE

ET

ANALYTIQUE.

A.

B

C

Chapitres (Titres des) des Livres des Statuts de Marseille renfermés dans le volume.

LIVRE II (1).

(1) Le texte du livre I[er] se trouve dans le 2[e] vol. et la traduction française de ce Livre, ainsi que le texte du Livre II, sont insérés dans le 3[e] vol.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

LIVRE VI.

Articles des Chapitres de Paix.

D

E

F

G

H

I

J

L

M

N

O

P.

R

S

(1) Le texte du Livre 1er se trouve dans le 2e vol.

T

*

U

V

ERRATA.

Pag. 135, lig. 16, *au lieu de* de homagio non faicendo *lisez* de homagio non faciendo

Pag. 189, lig. 19, *au lieu de* chapitre XXX *lisez* caput XXX.

Pag. 191, lig. 20, *au lieu de* avait *lisez* a.

Pag. 243, lig. 5, *au lieu de* MCCLV, la 9 indiction des calendes de décembre *lisez* MCCLXV, la 9me indiction, dans les calendes de décembre.

Pag. 256, lig. 9, *au lieu de* stuius statuti *lisez* istius statuti.

Pag. 299, lig. 6, *au lieu de* Guillaume Cornelly *lisez* Guillaume Cornuty.

Nous faisons remarquer, en outre, que le recteur *de Bucco* auquel il est donné dans cette ligne le prénom de Bertrand, nous paraît être la même personne à qui, pag. 303, lig. 10, il est donné celui de *Bernardin*. Une erreur de copiste serait donc la cause de la différence et il faudrait toujours lire *Bertrand de Bucco*.

Pag. 302, lig. 24 et en marge, *au lieu de* des criées *lisez* Des publications.

Pag. 303, lig. 10, *au lieu de* André de Porta, *lisez* André de Portu. *Voy*. Indépendamment ce qui est dit ci-dessus au sujet de la page 299.

Pag. 304, lig. 12 et en marge, *lisez* du salaire des juges, des notaires et des autres officiers.

Pag. 305, lig. 4 et en marge, après des criées *ajoutez* des jugements.

Pag. 336, lig. 9, *au lieu de* indiction 2 *lisez*, *comme en marge*, indiction 12.

Pag. 337, lig. 35, *au lieu de* lettre du roi et de la reine Jeanne, *lisez* lettre du roi Louis et de la reine Jeanne.

Pag. 338, lig. 12, et en marge, *lisez* 1360 24 juillet XII indiction.

Pag. 339, lig. 14, *au lieu de* pour les autres notaires, *lisez* pour les autres officiers.

Pag. 339, lig. 24, *au lieu de* de faire payer aux trésoriers, de l'argent de la cour, toutes les quantités de monnaie qu'elle est tenue de payer à la ville de Marseille, *lisez* de faire payer toutes les quantités de monnaie qu'elle est tenue de donner à la ville de Marseille.

Pag. 341, lig. 29 et en marge, *lisez* 1366. — 25 août, IV indiction.

Pag. 355, lig. 40, *au lieu de* et son héritier, arrivée le 10 juillet 1480, *lisez* arrivée le 10 juillet 1480 et dont il était l'héritier.

Pag. 379, lig. 33, *au lieu de* Louis II, *lisez* Louis III.

Nous avons appris depuis l'impression du volume, que les archives de la préfecture, confiées aux soins intelligents de M. Paul Ricard, possédaient l'original, ainsi que plusieurs copies des *chapitres de paix* dont nous croyions le texte perdu, comme nous l'avons avancé à la page 246. M. Paul Ricard, à qui nous avons communiqué la traduction trouvée parmi les manuscrits provenant du fonds-de-Léon, a bien voulu consigner dans une note très détaillée dont nous aurons l'occasion de parler longuement dans les volumes à venir, que *la teneur des dispositions de l'acte original et des diverses copies des chapitres de paix déposées aux archives de la préfecture, est la même, mais que la traduction de M. de Léon n'est pas entièrement complète, c'est-à-dire que le traducteur s'est borné à rendre le sens littéral de l'acte.*

M. Ricard nous a dit de plus que les copies en original ou autrement, dont il s'agit, *ne portent pas de numéros en marge* et qu'elles ne sont pas précédées de l'index joint aux statuts de Marseille.

